

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISSANT LE JEUDI

Philippe
MACHENAUD-JACQUIERMatahiti 147
N° 49

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 3
no Titema 1998

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Pages

- Loi n° 97-1101 du 28 novembre 1997 autorisant l'approbation de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux. (Arrêté de promulgation n° 619 DRCL du 19 novembre 1998) 2514
- Décret n° 98-911 du 5 octobre 1998 portant publication de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, faite à Helsinki le 17 mars 1992 et signée par la France le 18 mars 1992. (Arrêté de promulgation n° 619 DRCL du 19 novembre 1998) 2514
- Décret n° 98-1003 du 2 novembre 1998 modifiant les dispositions du code des marchés publics rendues applicables aux communes de la Polynésie française et à leurs établissements publics et relatif au taux et aux modalités de calcul des intérêts moratoires. (Arrêté de promulgation n° 622 DRCL du 20 novembre 1998) 2521

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

- Arrêté n° 595 CAB/MIL du 9 novembre 1998 portant délégation de signature à M. Pascal Bolot, secrétaire général de zone de défense de la Polynésie française 2522
- Arrêté n° 174 IDV du 16 novembre 1998 portant dissolution de la commission spéciale chargée d'examiner la situation budgétaire de la commune de Punaauia 2522
- Arrêté n° 6 TG du 24 novembre 1998 portant convocation des électeurs de la commune des Gambier le 10 janvier 1999 et éventuellement le 17 janvier 1999, en vue de l'élection de cinq conseillers municipaux 2523

EXTRAITS

- Arrêté n° 597 SG du 12 novembre 1998 portant composition du jury de l'examen du brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré, formation commune 2523
- Arrêté n° 598 MAFIC du 12 novembre 1998 allouant par imputation sur le budget de l'Etat des subventions en faveur des actions mises en place par les associations sportives de Polynésie française, au titre du Fonds national de développement du sport 2523
- Arrêté n° 5 TG du 13 novembre 1998 portant modification de la liste des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 1999 2523

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT-POLYNÉSIE FRANÇAISE

Conventions de financement n° 404-98 à n° 406-98 FREPF du 12 novembre 1998 relatives à la participation de l'Etat (ministère de la défense) au financement : - des études d'assainissement collectif des eaux usées de la zone touristique de Haapiti à Moorea au titre de la programmation de l'année 1998 ; - des travaux de la phase 2 du projet relatif à l'extension de la zone portuaire et au réaménagement du centre-ville de Uturoa au titre de la programmation de l'année 1997 ; - des études de la phase 3 du projet relatif à l'extension de la zone portuaire et au réaménagement du centre-ville de Uturoa au titre de la programmation de l'année 1998	2524
--	------

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délégation n° 98-184 APF du 19 novembre 1998 portant modification de la délibération n° 91-111 AT du 17 octobre 1991 relative aux cessions d'actions détenues par le territoire dans les sociétés commerciales.....	2528
Délégation n° 98-185 APF du 19 novembre 1998 modifiant la délibération n° 95-232 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique du territoire de la Polynésie française.....	2529
Délégation n° 98-186 APF du 19 novembre 1998 modifiant la délibération n° 95-249 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique du territoire de la Polynésie française.....	2529
Délégation n° 98-187 APF du 19 novembre 1998 modifiant la délibération n° 95-250 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique du territoire de la Polynésie française.....	2530
Délégation n° 98-188 APF du 19 novembre 1998 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique du territoire de la Polynésie française.....	2530
Délégation n° 98-189 APF du 19 novembre 1998 réglementant l'information du consommateur en matière de denrées alimentaires au moyen de l'étiquetage	2533
Rectificatif à la délibération n° 98-189 APF du 19 novembre 1998 réglementant l'information du consommateur en matière de denrées alimentaires au moyen de l'étiquetage	2538
Délégation n° 98-190 APF du 19 novembre 1998 portant approbation du compte financier de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs	2539
Délégation n° 98-191 APF du 19 novembre 1998 portant application des dispositions du chapitre II du titre II du livre I de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative à la durée du travail des personnels navigants sur les courriers long trajet des aéronefs long-courrier	2539
Délégation n° 98-192 APF du 19 novembre 1998 suspendant, pendant une durée de 1 an, l'instruction des demandes d'autorisation de création d'officines dans les archipels des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, prévues aux articles 25 et 26 de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie.....	2542
Délégation n° 98-193 APF du 19 novembre 1998 portant approbation du compte financier 1997 et affectation des résultats du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (C.T.R.D.P.).....	2542
Délégation n° 98-194 APF du 19 novembre 1998 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements	2543
Délégation n° 98-197 APF du 27 novembre 1998 instituant une réduction d'impôt en faveur du parrainage des manifestations de l'an 2000	2544

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1504 CM du 23 novembre 1998 portant nomination de M. Christian Fourmont en qualité de directeur du Centre hospitalier territorial de Mamao	2544
--	------

Arrêté n° 1507 CM du 24 novembre 1998 fixant les règles sanitaires applicables aux produits de la pêche destinés à l'exportation vers l'Union européenne 2545

Arrêté n° 1510 CM du 26 novembre 1998 portant agrément de la S.A. Motu au bénéfice des dispositions du code des investissements. (Extraits) 2568

EXTRAITS

Arrêté n° 1505 CM du 23 novembre 1998 modifiant les dispositions de l'arrêté n° 1325 CM du 8 décembre 1992 en ce qu'elles concernent Mme Catherine Taina Temarama Colombo et M. Angelo Maire Taaviri à Arutua, commune de Arutua (n° exploitant 157) 2568

Arrêté n° 1506 CM du 23 novembre 1998 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Tikehau, commune de Rangiroa, au profit de la société civile aquacole Jubilé (n° exploitant 54) 2568

Arrêté n° 1508 CM du 24 novembre 1998 autorisant la concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis à Faaroa, commune de Taputapuata, au profit de Mlle Jeanine Laine (régularisation) ... 2569

Arrêté n° 1511 CM du 26 novembre 1998 accordant à la société civile Jalis le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française. 2569

Arrêté n° 1516 CM du 27 novembre 1998 autorisant la souscription de 30.453 actions émises par la société anonyme Air Tahiti Nui 2569

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 1281 PR du 25 novembre 1998 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la mer et de l'artisanat 2569

EXTRAITS

Arrêtés n° 1279 et n° 1280 PR du 25 novembre 1998 accordant le concours financier du territoire à la commune de Hitiaa O Te Ra : - pour l'aménagement de la station de pompage de Atohei à Papeete et la pose de compteurs individuels ; - pour la réalisation de forages de reconnaissance sur les sites de Tetiairoa et de Vainaenae à Papeete. 2570

Ministère des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme

EXTRAITS

Arrêté n° 8785 MAA.AU du 26 novembre 1998 autorisant la transformation d'un groupe d'habitation de 8 logements à usage locatif en un logement destiné à la vente par M. Roland Leon sur la parcelle cadastrée n° 59, section V2. 2571

Ministère de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent

EXTRAITS

Arrêté n° 8769 MEC du 25 novembre 1998 portant attribution de subventions dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises 2571

Ministère de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires

EXTRAITS

Arrêté n° 8735 MEQ du 23 novembre 1998 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la parcelle M97 de 1.542 m2 (terre Vaihi) nécessaire aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia. 2571

Arrêté n° 8736 MEQ du 23 novembre 1998 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations dues aux propriétaires touchés par les travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia 2571

Arrêté n° 8743 MEQ du 24 novembre 1998 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles N60, N59 et N375 (terre Matatia Tonu) nécessaires aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia. 2572

Arrêté n° 8744 MEQ du 24 novembre 1998 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations dues aux propriétaires touchés par les travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia 2572

Arrêtés n° 8745 et n° 8746 MEQ du 24 novembre 1998 ordonnant la déconsignation d'une partie des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à la construction et à l'extension de l'aérodrome de Fakarava. 2572

Arrêtés n° 8747 et n° 8748 MEQ du 24 novembre 1998 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les parcelles de la terre Taviiriviri 3 nécessaire à la construction et à l'extension de l'aérodrome de Kaukura 2572

Ministère du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales

EXTRAITS

Arrêtés n° 8749 et n° 8750 MLD du 24 novembre 1998 portant retrait d'autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Matalva, commune de Rangiroa, accordées à M. Tauaea Tuatini Natua et à M. Teuira dit Moana Richmond. 2572

Ministère de l'agriculture et de l'élevage

EXTRAITS

Arrêtés n° 8675 à n° 8684 MAG du 20 novembre 1998 octroyant au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture une aide à MM. Amaru Irvin, Fanaura Stanley, Maa Maurice Tuarae, Mariteragi Victor, Tamu Tauhiro Tafarai, Tauri Warren, Tetaura Hervé, Tetuanui Ferdinand, Mme Teura Vero Iterai et M. Tevero Marama 2573

Arrêté n° 8788 MAG du 26 novembre 1998 accordant à l'établissement "Compagnie des clipper du Pacifique Sud" un agrément pour l'exportation vers l'Union européenne du poisson frais entier et sous forme de filets 2575

Ministère de l'environnement

Arrêté n° 8789 MEN du 26 novembre 1998 autorisant la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétil) à installer et exploiter un groupe électrogène de secours, situé dans l'aéroport international de Tahiti, commune de Faaa (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) 2575

Arrêté n° 8790 MEN du 26 novembre 1998 autorisant la société S.D.A.P. - "Do it center" à installer et exploiter un dépôt-vente de produits agro-pharmaceutiques, commune de Taiarapu-Est (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) 2576

Ministère des transports

EXTRAITS

Arrêté n° 8738 MTR du 23 novembre 1998 autorisant le navire Hotu Maru à effectuer un ramassage scolaire lors de son voyage n° 37-98 du 7 décembre 1998. 2578

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêté interministériel du 20 octobre 1998 fixant le montant de la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements du second degré privés placées sous contrat d'association. (J.O.R.F. du 11 novembre 1998, page 17010) 2579

EXTRAITS

Arrêté interministériel du 29 octobre 1998 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs (femmes et hommes). (J.O.R.F. du 6 novembre 1998, page 16809) 2580

Arrêté interministériel du 29 octobre 1998 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs (femmes et hommes). (J.O.R.F. du 6 novembre 1998, page 16809)	2580
Arrêté interministériel du 30 octobre 1998 autorisant pour l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement d'attachés d'administration scolaire et universitaire. (J.O.R.F. du 4 novembre 1998, page 16644)	2580
Convention de financement n° 6 SAIA du 9 novembre 1998 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Raivavae pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'une bétonnière de 340 litres"	2581
Convention de financement n° 398-98 du 9 novembre 1998 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Taïarapu-Est pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Recherche de nouvelles ressources en eau, nappe alluviale de la vallée de la Vaitepiha"	2581

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Service des douanes.— Cours des changes (période du 3 au 16 décembre 1998 inclus).	2581
Service de l'urbanisme.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois de novembre 1998	2581

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	2585
Annonces diverses	2586



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUÉS

ARRETE n° 619 DRCL du 19 novembre 1998 portant promulgation de la loi n° 97-1101 du 28 novembre 1997 et du décret n° 98-911 du 5 octobre 1998.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués en Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur les textes suivants :

— Loi n° 97-1101 du 28 novembre 1997 autorisant l'approbation de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, parue au J.O.R.F. du 29 novembre 1997 à la page 17285 ;

— Décret n° 98-911 du 5 octobre 1998 portant publication de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, faite à Helsinki le 17 mars 1992 et signée par la France le 18 mars 1992, paru au J.O.R.F. du 13 octobre 1998 à la page 15469.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 novembre 1998.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Michel JEANJEAN.

LOI n° 97-1101 du 28 novembre 1997 autorisant l'approbation de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique.— Est autorisée l'approbation de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, faite à Helsinki le

17 mars 1992, et signée par la France le 18 mars 1992, dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 novembre 1997.

Jacques CHIRAC.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Lionel JOSPIN.

Le ministre des affaires étrangères,
Hubert VEDRINE.

(2) Ce texte sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

Décret n° 98-911 du 5 octobre 1998 portant publication de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, faite à Helsinki le 17 mars 1992 et signée par la France le 18 mars 1992 (1)

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des affaires étrangères,

Vu les articles 52 à 55 de la Constitution ;

Vu la loi n° 97-1101 du 28 novembre 1997 autorisant l'approbation de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux ;

Vu le décret n° 53-192 du 14 mars 1953 modifié relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France,

Décète :

Art. 1^{er}. — La convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, faite à Helsinki le 17 mars 1992 et signée par la France le 18 mars 1992, sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 octobre 1998.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
LIONEL JOSPIN

Le ministre des affaires étrangères,
HUBERT VEDRINE

(1) La présente convention est entrée en vigueur le 28 septembre 1998.

CONVENTION

SUR LA PROTECTION ET L'UTILISATION DES COURS D'EAU
TRANSFRONTIÈRES ET DES LACS INTERNATIONAUX

Préambule

Les Parties à la présente Convention,

Conscientes que la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux sont des tâches importantes et urgentes que seule une coopération plus poussée permettra de mener à bien de manière efficace ;

Préoccupées par le fait que les modifications de l'état des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux ont ou menacent d'avoir des effets préjudiciables, à court ou à long terme, sur l'environnement, l'économie et le bien-être des pays membres de la Commission économique pour l'Europe (CEE) ;

Soulignant la nécessité de renforcer les mesures prises à l'échelon national et international pour prévenir, maîtriser et réduire le rejet de substances dangereuses dans l'environnement aquatique et diminuer l'eutrophisation et l'acidification ainsi que la pollution d'origine tellurique du milieu marin, en particulier dans les zones côtières ;

Notant avec satisfaction les efforts déjà entrepris par les gouvernements des pays de la CEE pour renforcer la coopération, aux niveaux bilatéral et multilatéral, en vue de prévenir, de maîtriser et de réduire la pollution transfrontière, d'assurer une gestion durable de l'eau, de préserver les ressources en eau et de protéger l'environnement ;

Rappelant les dispositions et principes pertinents de la Déclaration de la conférence de Stockholm sur l'environnement, de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), des documents finals des réunions de Madrid et de Vienne des représentants des Etats participant à la C.S.C.E., et de la stratégie régionale pour la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles dans les pays membres de la CEE pendant la période allant jusqu'en l'an 2000 et au-delà ;

Conscientes du rôle que joue la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe pour ce qui est d'encourager la coopération internationale aux fins de la prévention, de la maîtrise et de la réduction de la pollution des eaux transfrontières et de l'utilisation durable de ces eaux et rappelant à cet égard la déclaration de principe de la CEE sur la prévention de la pollution des eaux, y compris la pollution transfrontière, et sur la lutte contre cette pollution, la déclaration de principe de la CEE sur l'utilisation rationnelle de l'eau, les principes de la CEE relatifs à la coopération dans le domaine des eaux transfrontières, la charte de la CEE pour la gestion des eaux souterraines et le code de conduite relatif à la pollution accidentelle des eaux intérieures transfrontières ;

Se référant aux décisions I (42) et I (44) adoptées par la Commission économique pour l'Europe à ses quarante-deuxième et quarante-quatrième sessions, respectivement, et aux résultats de la réunion de la C.S.C.E. sur la protection de l'environnement (Sofia [Bulgarie]), 16 octobre, 3 novembre 1989 ;

Soulignant que la coopération entre pays membres en matière de protection et d'utilisation des eaux transfrontières doit se traduire en priorité par l'élaboration d'accords entre pays riverains des mêmes eaux, surtout lorsqu'il n'en existe pas encore, sont convenues de ce qui suit :

Article 1^{er}

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

1. L'expression « eaux transfrontières » désigne toutes les eaux superficielles et souterraines qui marquent les frontières entre deux Etats ou plus, les traversent ou sont situées sur ces frontières, dans le cas des eaux transfrontières qui se jettent dans la mer sans former d'estuaire, la limite de ces eaux est une ligne droite tracée à travers leur embouchure entre les points limites de la laisse de basse mer sur les rives.

2. L'expression « impact transfrontière » désigne tout effet préjudiciable important qu'une modification de l'état des eaux transfrontières causé par une activité humaine dont l'origine

physique se situe entièrement ou en partie dans une zone relevant de la juridiction d'une Partie produit sur l'environnement d'une zone relevant de la juridiction d'une autre Partie. Cet effet sur l'environnement peut prendre plusieurs formes : atteinte à la santé et à la sécurité de l'homme, à la flore, à la faune, au sol, à l'air, à l'eau, au climat, au paysage et aux monuments historiques ou autres constructions, ou interaction de plusieurs de ces facteurs, il peut s'agir aussi d'une atteinte au patrimoine culturel ou aux conditions socio-économiques résultant de modifications de ces facteurs.

3. Le terme « Partie » désigne, sauf indication contraire dans le texte, une Partie contractante à la présente Convention.

4. L'expression « Parties riveraines » désigne les Parties limitrophes des mêmes eaux transfrontières.

5. L'expression « organe commun » désigne toute commission bilatérale ou multilatérale ou autre mécanisme institutionnel approprié de coopération entre les Parties riveraines.

6. L'expression « substances dangereuses » désigne les substances qui sont toxiques, cancérogènes, mutagènes, tératogènes ou bioaccumulatives, surtout lorsqu'elles sont persistantes.

7. « Meilleure technologie disponible » (la définition figure à l'annexe I de la présente Convention).

Partie I

DISPOSITIONS APPLICABLES
À TOUTES LES PARTIES

Article 2

Dispositions générales

1. Les Parties prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir, maîtriser et réduire tout impact transfrontière.

2. Les parties prennent, en particulier, toutes les mesures appropriées :

a) Pour prévenir, maîtriser et réduire la pollution des eaux qui a ou risque d'avoir un impact transfrontière ;

b) Pour veiller à ce que les eaux transfrontières soient utilisées dans le but d'assurer une gestion de l'eau respectueuse de l'environnement et rationnelle, la conservation des ressources en eau et la protection de l'environnement ;

c) Pour veiller à ce qu'il soit fait un usage raisonnable et équitable des eaux transfrontières, en tenant particulièrement compte de leur caractère transfrontière, dans le cas d'activités qui entraînent ou risquent d'entraîner un impact transfrontière ;

d) Pour assurer la conservation et, si nécessaire, la remise en état des écosystèmes.

3. Les mesures de prévention, de maîtrise et de réduction de la pollution de l'eau sont prises, si possible, à la source.

4. Ces mesures ne provoquent pas, directement ou indirectement, de transfert de pollution vers d'autres milieux.

5. Lors de l'adoption des mesures visées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, les Parties sont guidées par les principes suivants :

a) Le principe de précaution, en vertu duquel elles ne diffèrent pas la mise en œuvre de mesures destinées à éviter que le rejet de substances dangereuses puisse avoir un impact transfrontière au motif que la recherche scientifique n'a pas pleinement démontré l'existence d'un lien de causalité entre ces substances, d'une part, et un éventuel impact transfrontière, d'autre part ;

b) Le principe pollueur-payeur, en vertu duquel les coûts des mesures de prévention, de maîtrise et de réduction de la pollution sont à la charge du pollueur ;

c) Les ressources en eau sont gérées de manière à répondre aux besoins de la génération actuelle sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire leurs propres besoins.

6. Les Parties riveraines coopèrent sur une base d'égalité et de réciprocité, notamment au moyen d'accords bilatéraux et multilatéraux, en vue d'élaborer des politiques, des programmes et des stratégies harmonisés applicables à tout ou partie des bassins hydrographiques concernés et ayant pour objet de prévenir, de maîtriser et de réduire l'impact transfrontière et de protéger

l'environnement des eaux transfrontières ou l'environnement sur lequel ces eaux exercent une influence, y compris le milieu marin.

7. L'application de la présente Convention ne doit pas donner lieu à une détérioration de l'état de l'environnement ni à un accroissement de l'impact transfrontière.

8. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte au droit des Parties d'adopter et d'appliquer, individuellement ou conjointement, des mesures plus rigoureuses que celles qui sont énoncées dans la présente Convention.

Article 3

Prévention, maîtrise et réduction

1. Aux fins de la prévention, de la maîtrise et de la réduction de l'impact transfrontière, les Parties élaborent, adoptent, appliquent des mesures juridiques, administratives, économiques, financières et techniques pertinentes en s'attachant autant que possible à les harmoniser, pour faire en sorte, notamment :

a) Que l'émission de polluants soit évitée, maîtrisée et réduite à la source grâce à l'application, en particulier, de techniques peu polluantes ou sans déchets ;

b) Que les eaux transfrontières soient protégées contre la pollution provenant de sources ponctuelles grâce à un système qui subordonne les rejets d'eaux usées à la délivrance d'une autorisation par les autorités nationales compétentes et que les rejets autorisés soient surveillés et contrôlés ;

c) Que les limites fixées dans l'autorisation pour les rejets d'eaux usées soient fondées sur la meilleure technologie disponible applicable aux rejets de substances dangereuses ;

d) Que des prescriptions plus strictes, pouvant aller, dans certains cas, jusqu'à l'interdiction, soient imposées lorsque la qualité des eaux réceptrices ou l'écosystème l'exige ;

e) Qu'au minimum l'on applique aux eaux usées urbaines, progressivement lorsqu'il y a lieu, un traitement biologique ou un mode de traitement équivalent ;

f) Que des mesures appropriées soient prises, par exemple en recourant à la meilleure technologie disponible, pour réduire les apports de nutriments de sources industrielles et urbaines ;

g) Que des mesures appropriées et les meilleures pratiques environnementales soient mises au point et appliquées en vue de réduire les apports de nutriments et de substances dangereuses provenant de sources diffuses, en particulier lorsque la principale source est l'agriculture (on trouvera des lignes directrices pour la mise au point des meilleures pratiques environnementales à l'annexe II de la présente Convention) ;

h) Que l'on ait recours à l'évaluation de l'impact sur l'environnement et à d'autres moyens d'évaluation ;

i) Que la gestion durable des ressources en eau, y compris l'application d'une approche écosystémique, soit encouragée ;

j) Que des dispositifs d'intervention soient mis au point ;

k) Que des mesures spécifiques supplémentaires soient prises pour éviter la pollution des eaux souterraines ;

l) Que le risque de pollution accidentelle soit réduit au minimum.

2. A cette fin, chaque Partie fixe, en se fondant sur la meilleure technologie disponible, des limites d'émission pour les rejets dans les eaux de surface à partir de sources ponctuelles, limites qui sont expressément applicables aux différents secteurs industriels ou branches de l'industrie d'où proviennent des substances dangereuses. Au nombre des mesures appropriées, visées au paragraphe 1 du présent article, pour prévenir, maîtriser et réduire les rejets de substances dangereuses dans les eaux à partir de sources ponctuelles ou diffuses peut figurer l'interdiction totale ou partielle de la production ou de l'emploi de ce genre de substances. Les listes de ces secteurs industriels ou branches de l'industrie et les listes des substances dangereuses en question, qui ont été établies dans le cadre de conventions ou règlements internationaux applicables dans le domaine visé par la présente Convention, sont prises en considération.

3. En outre, chaque Partie fixe, lorsqu'il y a lieu, des objectifs de qualité de l'eau, et adopte des critères de qualité de l'eau en vue de prévenir, de maîtriser et de réduire l'impact transfrontière. Des indications générales sont données à l'annexe III

de la présente Convention pour définir ces objectifs et ces critères. Lorsque cela est nécessaire, les Parties s'efforcent de mettre à jour cette annexe.

Article 4

Surveillance

Les Parties mettent sur pied des programmes en vue de surveiller l'état des eaux transfrontières.

Article 5

Recherche-développement

Les Parties coopèrent à l'exécution de travaux de recherche-développement sur des techniques efficaces de prévention, de maîtrise et de réduction de l'impact transfrontière. A cet effet, elles s'efforcent, sur une base bilatérale et/ou multilatérale et en tenant compte des activités de recherche menées dans les instances internationales compétentes, d'entreprendre ou d'intensifier, s'il y a lieu, des programmes de recherche particuliers visant, notamment :

a) A mettre au point des méthodes d'évaluation de la toxicité des substances dangereuses et de la nocivité des polluants ;

b) A améliorer les connaissances sur l'apparition, la répartition et les effets environnementaux des polluants et sur les processus en jeu ;

c) A mettre au point et à appliquer des technologies, des méthodes de production et des modes de consommation respectant l'environnement ;

d) A supprimer progressivement et/ou à remplacer les substances qui risquent d'avoir un impact transfrontière ;

e) A mettre au point des méthodes d'élimination des substances dangereuses respectant l'environnement ;

f) A concevoir des méthodes spéciales pour améliorer l'état des eaux transfrontières ;

g) A concevoir des ouvrages hydrauliques et des techniques de régularisation des eaux respectant l'environnement ;

h) A procéder à l'évaluation matérielle et financière des dommages résultant de l'impact transfrontière.

Les Parties se communiquent les résultats de ces programmes de recherche en application de l'article 6 de la présente Convention.

Article 6

Echange d'informations

Les Parties procèdent dès que possible à l'échange d'informations le plus large sur les questions visées par les dispositions de la présente Convention.

Article 7

Responsabilité

Les Parties appuient les initiatives internationales appropriées visant à élaborer des règles, critères et procédures concernant la responsabilité.

Article 8

Protection de l'information

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux droits ni aux obligations des Parties de protéger, conformément à leur système juridique national et aux règlements supranationaux applicables, les informations relevant du secret industriel et commercial, y compris de la propriété intellectuelle, ou de la sécurité nationale.

Partie II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PARTIES RIVERAINES

Article 9

Coopération bilatérale et multilatérale

1. Les Parties riveraines concluent, sur une base d'égalité et de réciprocité, des accords bilatéraux ou multilatéraux ou

d'autres arrangements, quand il n'en existe pas encore, ou adaptent ceux qui existent lorsque cela est nécessaire pour éliminer les contradictions avec les principes fondamentaux de la présente Convention, afin de définir leurs relations mutuelles et la conduite à tenir en ce qui concerne la prévention, la maîtrise et la réduction de l'impact transfrontière. Les Parties riveraines précisent le bassin hydrographique ou la (ou les) parties(s) de ce bassin qui fait (font) l'objet d'une coopération. Ces accords ou arrangements englobent les questions pertinentes visées par la présente Convention ainsi que toutes autres questions au sujet desquelles les Parties riveraines peuvent juger nécessaire de coopérer.

2. Les accords ou arrangements, mentionnés au paragraphe 1 du présent article, prévoient la création d'organes communs. Les attributions de ces organes communs sont, notamment, et sans préjudice des accords ou arrangements pertinents existants, les suivantes :

a) Recueillir, rassembler et évaluer des données afin d'identifier les sources de pollution qui risquent d'avoir un impact transfrontière ;

b) Elaborer des programmes communs de surveillance de l'eau du point de vue qualitatif et quantitatif ;

c) Dresser des inventaires et échanger des informations sur les sources de pollution visées au paragraphe 2 a du présent article ;

d) Etablir des limites d'émission pour les eaux usées et évaluer l'efficacité des programmes de lutte contre la pollution ;

e) Définir des objectifs et des critères communs de qualité de l'eau en tenant compte des dispositions du paragraphe 3 de l'article 3 de la présente Convention et proposer des mesures appropriées pour préserver et, si nécessaire, améliorer la qualité de l'eau ;

f) Mettre au point des programmes d'action concertés pour réduire les charges de pollution tant à partir de sources ponctuelles (par exemple, urbaines et industrielles) qu'à partir de sources diffuses (en particulier l'agriculture) ;

g) Etablir des procédures d'alerte et d'alarme ;

h) Servir de cadre pour l'échange d'informations sur les utilisations de l'eau et des installations connexes existantes et prévues qui risquent d'avoir un impact transfrontière ;

i) Promouvoir la coopération et l'échange d'informations sur la meilleure technologie disponible conformément aux dispositions de l'article 13 de la présente Convention et encourager la coopération dans le cadre de programmes de recherche scientifique ;

j) Participer à la réalisation d'études d'impact sur l'environnement relatives aux eaux transfrontières, conformément aux règlements internationaux pertinents.

3. Dans les cas où un Etat côtier, Partie à la présente Convention, est directement et notablement affecté par un impact transfrontière, les Parties riveraines peuvent, si elles en sont toutes d'accord, inviter cet Etat côtier à jouer un rôle approprié dans les activités des organes communs multilatéraux établis par les Parties riveraines de ces eaux transfrontières.

4. Les organes communs au sens de la présente Convention invitent les organes communs établis par les Etats côtiers pour protéger le milieu marin subissant directement un impact transfrontière à coopérer afin d'harmoniser leurs travaux et de prévenir, maîtriser et réduire cet impact transfrontière.

5. Lorsqu'il existe deux organes communs ou plus dans le même bassin hydrographique, ceux-ci s'efforcent de coordonner leurs activités afin de renforcer la prévention, la maîtrise et la réduction de l'impact transfrontière dans ce bassin.

Article 10

Consultations

Des consultations sont organisées entre les Parties riveraines sur la base de la réciprocité, de la bonne foi et du bon voisinage, à la demande de l'une quelconque de ces Parties. Ces consultations visent à instaurer une coopération au sujet des questions visées par les dispositions de la présente Convention. Toute consultation de ce type est menée par l'intermédiaire d'un organe commun créé en application de l'article 9 de la présente Convention, lorsqu'un tel organe existe.

Article 11

Surveillance et évaluation communes

1. Dans le cadre de la coopération générale prévue à l'article 9 de la présente Convention ou d'arrangements particuliers, les Parties riveraines élaborent et appliquent des programmes communs en vue de surveiller l'état des eaux transfrontières, y compris les crues et les glaces flottantes, ainsi que l'impact transfrontière.

2. Les Parties riveraines se mettent d'accord sur les paramètres de pollution et les polluants dont le rejet et la concentration dans les eaux transfrontières font l'objet d'une surveillance régulière.

3. Les Parties riveraines procèdent, à intervalles réguliers, à des évaluations communes ou coordonnées de l'état des eaux transfrontières et de l'efficacité des mesures prises pour prévenir, maîtriser et réduire l'impact transfrontière. Les résultats de ces évaluations sont portés à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'article 16 de la présente Convention.

4. A cette fin, les Parties riveraines harmonisent les règles relatives à l'établissement et à l'application des programmes de surveillance, systèmes de mesure, dispositifs, techniques d'analyse, méthodes de traitement et d'évaluation des données et méthodes d'enregistrement des polluants rejetés.

Article 12

Activités communes de recherche-développement

Dans le cadre de la coopération générale prévue à l'article 9 de la présente Convention ou d'arrangements spéciaux, les Parties riveraines entreprennent des activités particulières de recherche-développement en vue de parvenir aux objectifs et aux critères de qualité de l'eau qu'elles ont décidé d'un commun accord de fixer et d'adopter et de se tenir à ces objectifs et à ces critères.

Article 13

Echange d'informations entre les Parties riveraines

1. Les Parties riveraines échangent, dans le cadre d'accords ou autres arrangements pertinents conclus conformément à l'article 9 de la présente Convention, les données qui sont raisonnablement disponibles, notamment sur les questions suivantes :

a) Etat environnemental des eaux transfrontières ;

b) Expérience acquise dans l'application et l'exploitation de la meilleure technologie disponible et résultats des travaux de recherche-développement ;

c) Données relatives aux émissions et données de surveillance ;

d) Mesures prises et prévues pour prévenir, maîtriser et réduire l'impact transfrontière ;

e) Autorisations ou dispositions réglementaires émanant de l'autorité compétente ou de l'organe approprié et concernant les rejets d'eaux usées.

2. Afin d'harmoniser les limites d'émission, les Parties riveraines procèdent à des échanges d'informations sur leurs réglementations nationales respectives.

3. Si une Partie riveraine demande à une autre Partie riveraine de lui communiquer des données ou des informations qui ne sont pas disponibles, la seconde s'efforce d'accéder à cette demande mais peut poser comme condition, pour ce faire, que la Partie qui fait la demande prenne à sa charge les frais raisonnables entraînés par la collecte et, s'il y a lieu, le traitement de ces données ou de ces informations.

4. Aux fins de l'application de la présente Convention, les Parties riveraines facilitent l'échange de la meilleure technologie disponible en particulier en favorisant : l'échange commercial de la technologie disponible ; les contacts et la coopération industriels directs, y compris les coentreprises ; l'échange d'informations et de données d'expérience et la fourniture d'une assistance technique. En outre, les Parties riveraines entreprennent des programmes de formation communs et organisent les séminaires et réunions nécessaires.

Article 14

Systèmes d'alerte et d'alarme

Les Parties riveraines s'informent mutuellement sans délai de toute situation critique susceptible d'avoir un impact transfrontière. Elles mettent en place, lorsqu'il y a lieu, et exploitent des systèmes coordonnés ou communs de communication, d'alerte et d'alarme dans le but d'obtenir et de transmettre des informations. Ces systèmes fonctionnent grâce à des procédures et des moyens compatibles de transmission et de traitement des données, dont les Parties riveraines doivent convenir. Les Parties riveraines s'informent mutuellement des autorités compétentes ou des points de contact désignés à cette fin.

Article 15

Assistance mutuelle

1. En cas de situation critique, les Parties riveraines s'accordent mutuellement assistance sur demande, selon des procédures à établir conformément au paragraphe 2 du présent article.

2. Les Parties riveraines définissent et adoptent d'un commun accord des procédures d'assistance mutuelle qui portent notamment sur les questions suivantes :

- a) Direction, contrôle, coordination et supervision de l'assistance ;
- b) Facilités et services à fournir localement par la Partie qui demande une assistance, y compris, si nécessaire, la simplification des formalités douanières ;
- c) Arrangements visant à dégager la responsabilité de la Partie qui fournit l'assistance et/ou de son personnel, à l'indemniser et/ou à lui accorder réparation, ainsi qu'à permettre le transit sur le territoire de tierces Parties, si nécessaire ;
- d) Modalités de remboursement des services d'assistance.

Article 16

Information du public

1. Les Parties riveraines veillent à ce que les informations relatives à l'état des eaux transfrontières, aux mesures prises ou prévues pour prévenir, maîtriser et réduire l'impact transfrontière et à l'efficacité de ces mesures soient accessibles au public. A cette fin, les Parties riveraines font en sorte que les renseignements suivants soient mis à la disposition du public :

- a) Les objectifs de qualité de l'eau ;
- b) Les autorisations délivrées et les conditions à respecter à cet égard ;
- c) Les résultats des prélèvements d'échantillons d'eau et d'effluents effectués aux fins de surveillance et d'évaluation, ainsi que les résultats des contrôles pratiqués pour déterminer dans quelle mesure les objectifs de qualité de l'eau ou les conditions énoncées dans les autorisations sont respectés.

2. Les Parties riveraines veillent à ce que le public puisse avoir accès à ces informations à tout moment raisonnable et puisse en prendre connaissance gratuitement, et elles mettent à la disposition des membres du public des moyens suffisants pour qu'ils puissent obtenir copie de ces informations contre paiement de frais raisonnables.

Partie III

**DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES
ET DISPOSITIONS FINALES**

Article 17

Réunion des Parties

1. La première réunion des Parties est convoquée un an au plus tard après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, des réunions ordinaires se tiennent tous les trois ans, ou à intervalles plus rapprochés fixés par le règlement intérieur. Les Parties tiennent une réunion extraordinaire si elles en décident ainsi lors d'une réunion ordinaire, ou si l'une d'entre elles en fait la demande par écrit, sous réserve que cette demande soient appuyée par un tiers au moins des

Parties dans les six mois qui suivent sa communication à l'ensemble des Parties.

2. Lors de leurs réunions, les Parties suivent l'application de la présente Convention et, en ayant cet objectif présent à l'esprit :

- a) Examinent leurs politiques et leurs démarches méthodologiques en matière de protection et d'utilisation des eaux transfrontières en vue d'améliorer encore la protection et l'utilisation de ces eaux ;
- b) Se font part des enseignements qu'elles tirent de la conclusion et de l'application d'accords bilatéraux et multilatéraux ou d'autres arrangements touchant la protection et l'utilisation des eaux transfrontières, auxquels une ou plusieurs d'entre elles sont Parties ;
- c) Sollicitent, s'il y a lieu, les services des organes compétents de la CEE ainsi que d'autres organes internationaux ou de certains comités compétents pour toutes les questions ayant un rapport avec la réalisation des objectifs de la présente Convention ;
- d) A leur première réunion, étudient le règlement intérieur de leurs réunions et l'adoptent par consensus ;
- e) Examinent et adoptent des propositions d'amendements à la présente Convention ;
- f) Envisagent et entreprennent toute autre action qui peut se révéler nécessaire aux fins de la présente Convention.

Article 18

Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, les Parties à la présente Convention ont chacune une voix.

2. Les organisations d'intégration économique régionale, dans les domaines relevant de leur compétence, disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties à la présente Convention. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 19

Secrétariat

Le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe exerce les fonctions de secrétariat suivantes :

- a) Il convoque et prépare les réunions des Parties ;
- b) Il transmet aux Parties les rapports et autres renseignements reçus en application des dispositions de la présente Convention, et
- c) Il s'acquitte des autres fonctions que les Parties peuvent lui assigner.

Article 20

Annexes

Les annexes de la présente Convention font partie intégrante de la Convention.

Article 21

Amendements à la convention

1. Toute Partie peut proposer des mandements à la présente Convention.

2. Les propositions d'amendements à la présente Convention sont examinées lors d'une réunion des Parties.

3. Le texte de toute proposition d'amendement à la présente Convention est soumis par écrit au secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui le communique à toutes les Parties quatre-vingt-dix jours au moins avant la réunion au cours de laquelle l'amendement est proposé pour adoption.

4. Tout amendement à la présente Convention est adopté par consensus par les représentants des Parties à la Convention présents à une réunion des Parties et entre en vigueur à l'égard des Parties à la Convention qui l'ont accepté le quatre-vingt-dixième

jour qui suit la date à laquelle les deux tiers d'entre elles ont déposé leurs instruments d'acceptation de l'amendement auprès du dépositaire. L'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle cette Partie a déposé son instrument d'acceptation de l'amendement.

Article 22

Règlement des différends

1. Si un différend s'élève entre deux ou plusieurs Parties quant à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, ces Parties recherchent une solution par voie de négociation ou par toute autre méthode de règlement des différends qu'elles jugent acceptable.

2. Lorsqu'elle signe, ratifie, accepte, approuve la présente Convention, ou y adhère, ou à tout autre moment par la suite, une Partie peut signifier par écrit au dépositaire que, pour les différends qui n'ont pas été réglés conformément au paragraphe 1 du présent article, elle accepte de considérer comme obligatoire(s), dans ses relations avec toute Partie acceptant la même obligation, l'un des deux ou les deux moyens de règlement des différends ci-après :

a) Soumission du différend à la Cour internationale de justice ;

b) Arbitrage, conformément à la procédure exposée à l'annexe IV.

3. Si les Parties au différend ont accepté les deux moyens de règlement des différends visés au paragraphe 2 du présent article, le différend ne peut être soumis qu'à la Cour internationale de justice, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

Article 23

Signature

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres de la Commission économique pour l'Europe ainsi que des Etats dotés du statut consultatif auprès de la Commission économique pour l'Europe en vertu du paragraphe 8 de la résolution 36 (IV) du Conseil économique et social du 28 mars 1947, et des organisations d'intégration économique régionale constituées par des Etats souverains, membres de la Commission économique pour l'Europe, qui leur ont transféré compétence pour des matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières, à Helsinki du 17 au 18 mars 1992 inclus, puis au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, jusqu'au 18 septembre 1992.

Article 24

Dépositaire

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies remplit les fonctions de dépositaire de la présente Convention.

Article 25

Ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des Etats et des organisations d'intégration économique régionale signataires.

2. La présente Convention est ouverte à l'adhésion des Etats et organisations visés à l'article 23.

3. Toute organisation visée à l'article 23, qui devient Partie à la présente Convention sans qu'aucun de ses Etats membres n'en soit Partie, est liée par toutes les obligations qui découlent de la convention. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une telle organisation sont Parties à la présente Convention, cette organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives dans l'exécution des obligations contractées

en vertu de la convention. En pareil cas, l'organisation et les Etats membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits qui découlent de la présente Convention.

4. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale visées à l'article 23 indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des matières dont traite la présente Convention. En outre, ces organisations informent le dépositaire de toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

Article 26

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Aux fins du paragraphe 1 du présent article, l'instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale ne s'ajoute pas à ceux qui sont déposés par les Etats membres de cette organisation.

3. A l'égard de chaque Etat ou organisation visé à l'article 23 qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère après le dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cet Etat ou organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 27

Dénunciation

A tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans commençant à courir à la date à laquelle la présente Convention est entrée en vigueur à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer la convention par notification écrite adressée au dépositaire. Cette dénonciation prend effet le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception de sa notification par le dépositaire.

Article 28

Textes authentiques

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, français et russe sont également authentiques, est déposé auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Helsinki, le 17 mars 1992.

ANNEXE I

DÉFINITION DE L'EXPRESSION « MEILLEURE TECHNOLOGIE DISPONIBLE »

1. L'expression « meilleure technologie disponible » désigne le dernier stade de développement des procédés, équipements ou méthodes d'exploitation indiquant qu'une mesure donnée est applicable dans la pratique pour limiter les émissions, les rejets et les déchets. Pour déterminer si un ensemble de procédés, d'équipements et de méthodes d'exploitation constituent la meilleure technologie disponible de façon générale ou dans des cas particuliers, il y a lieu de prendre tout particulièrement en considération :

a) Les procédés, équipements ou méthodes d'exploitation comparables qui ont été récemment expérimentés avec succès ;

b) Les progrès technologiques et l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques ;

c) L'applicabilité de cette technologie du point de vue économique ;

d) Les délais de mise en œuvre tant dans les nouvelles installations que dans les installations existantes ;
 e) La nature et le volume des rejets et des effluents en cause ;
 f) Les technologies peu polluantes ou sans déchets.

2. Il résulte de ce qui précède que, pour un procédé particulier, la « meilleure technologie disponible » évoluera dans le temps en fonction des progrès technologiques, de facteurs économiques et sociaux et de l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques.

ANNEXE II

LIGNES DIRECTRICES POUR LA MISE AU POINT DES MEILLEURES PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES

1. En choisissant pour des cas particuliers la combinaison la plus appropriée de mesures susceptibles de constituer la meilleure pratique environnementale, on devra prendre en considération la série de mesures ci-après selon la gradation indiquée :

a) Information et éducation du public et des utilisateurs en ce qui concerne les conséquences sur l'environnement du choix d'activités et de produits particuliers et, pour ces derniers, de leur utilisation et de leur élimination finale ;

b) Elaboration et application de codes de bonne pratique environnementale s'appliquant à tous les aspects de la vie du produit ;

c) Etiquetage informant les usagers des risques environnementaux liés à un produit, à son utilisation et à son élimination finale ;

d) Mise à la disposition du public de systèmes de collecte et d'élimination ;

e) Recyclage, récupération et réutilisation ;

f) Application d'instruments économiques à des activités, des produits ou des groupes de produits ;

g) Adoption d'un système d'octroi d'autorisation assorti d'une série de restrictions ou d'une interdiction.

2. Pour déterminer quelle combinaison de mesures constitue la meilleure pratique environnementale, de façon générale ou dans des cas particuliers, il conviendra de prendre particulièrement en considération :

a) Le risque pour l'environnement que présentent :

i) Le produit ;

ii) La fabrication du produit ;

iii) L'utilisation du produit ;

iv) L'élimination finale du produit ;

b) Le remplacement de procédés ou de substances par d'autres moins polluants ;

c) L'échelle d'utilisation ;

d) Les avantages ou inconvénients que des matériaux ou activités de remplacement peuvent présenter du point de vue de l'environnement ;

e) Les progrès et l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques ;

f) Les délais d'application ;

g) Les conséquences sociales et économiques.

3. Il résulte de ce qui précède que, pour une source particulière, les meilleures pratiques environnementales évolueront dans le temps, en fonction des progrès technologiques, de facteurs économiques et sociaux et de l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques.

ANNEXE III

LIGNES DIRECTRICES POUR LA MISE AU POINT D'OBJECTIFS ET DE CRITÈRES DE QUALITÉ DE L'EAU

Les objectifs et critères de qualité de l'eau :

a) Tiennent compte du but poursuivi, qui est de préserver et, si nécessaire, d'améliorer la qualité de l'eau ;

b) Visent à ramener les charges polluantes moyennes (en particulier celles de substances dangereuses) à un certain niveau dans un délai donné ;

c) Tiennent compte d'exigences spécifiques en matière de qualité de l'eau (eau brute utilisée comme eau potable, irrigation, etc.) ;

d) Tiennent compte d'exigences spécifiques en ce qui concerne les eaux sensibles et spécialement protégées et leur environnement (lacs et eaux souterraines par exemple) ;

e) Reposent sur l'emploi de méthodes de classification écologique et d'indices chimiques permettant d'examiner la préservation et l'amélioration de la qualité de l'eau à moyen terme et à long terme ;

f) Tiennent compte du degré de réalisation des objectifs et des mesures de protection supplémentaires, fondées sur les limites d'émission, qui peuvent se révéler nécessaires dans des cas particuliers.

ANNEXE IV

ARBITRAGE

1. Dans le cas d'un différend soumis à l'arbitrage en vertu du paragraphe 2 de l'article 22 de la présente Convention, une Partie (ou les Parties) notifie(nt) au secrétariat l'objet de l'arbitrage et indique(nt), en particulier, les articles de la présente Convention dont l'interprétation ou l'application est en cause. Le secrétariat transmet les informations reçues à toutes les Parties à la présente Convention.

2. Le tribunal arbitral est composé de trois membres. La (ou les) Partie(s) requérante(s) et l'autre (ou les autres) Partie(s) au différend nomment un arbitre, et les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui est le président du tribunal arbitral. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des Parties au différend, ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces Parties, ni être au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à quelque autre titre que ce soit.

3. Si, dans les deux mois qui suivent la nomination du deuxième arbitre, le président du tribunal arbitral n'a pas été désigné, le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe procède, à la demande de l'une des Parties au différend, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

4. Si, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande, l'une des Parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre Partie peut en informer le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui désigne le président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation, le président du tribunal arbitral demande à la Partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Si elle ne le fait pas dans ce délai, le président en informe le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

5. Le tribunal rend sa sentence conformément au droit international et aux dispositions de la présente Convention.

6. Tout tribunal arbitral constitué en application des dispositions de la présente annexe arrête lui-même sa procédure.

7. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur les questions de procédure que sur le fond, sont prises à la majorité de ses membres.

8. Le tribunal peut prendre toutes les mesures voulues pour établir les faits.

9. Les Parties au différend facilitent la tâche du tribunal arbitral et, en particulier, par tous les moyens à leur disposition :

a) Lui fournissent tous les documents, facilités et renseignements pertinents, et

b) Lui permettent, si cela est nécessaire, de citer et d'entendre des témoins ou des experts.

10. Les Parties et les arbitres protègent le secret de tout renseignement qu'ils reçoivent à titre confidentiel pendant la procédure d'arbitrage.

11. Le tribunal arbitral peut, à la demande de l'une des Parties, recommander des mesures conservatoires.

12. Si l'une des Parties au différend ne se présente pas devant le tribunal arbitral ou ne fait pas valoir ses moyens, l'autre Partie peut demander au tribunal de poursuivre la procédure et de rendre sa sentence définitive. Le fait pour une Partie de ne pas se présenter ou de ne pas faire valoir ses moyens ne fait pas obstacle au déroulement de la procédure.

13. Le tribunal arbitral peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

14. A moins que le tribunal arbitral n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les frais du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont supportés à parts égales par les Parties au différend. Le tribunal tient un relevé de tous ses frais et en fournit un état final aux Parties.

15. Toute Partie à la présente convention qui a, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision rendue dans l'affaire peut intervenir dans la procédure, avec l'accord du tribunal.

16. Le tribunal arbitral rend sa sentence dans les cinq mois qui suivent la date à laquelle il a été constitué, à moins qu'il ne juge nécessaire de prolonger ce délai d'une durée qui ne devrait pas excéder cinq mois.

17. La sentence du tribunal arbitral est assortie d'un exposé des motifs. Elle est définitive et obligatoire pour toutes les Parties au différend. Le tribunal arbitral la communique aux Parties au différend et au secrétariat. Ce dernier transmet les informations reçues à toutes les Parties à la présente Convention.

18. Tout différend entre les Parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des Parties au tribunal arbitral qui a rendu ladite sentence ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal constitué à cet effet de la même manière que le premier.

Déclaration du Gouvernement de la République française

« Au moment d'approuver la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, le Gouvernement de la République française déclare que la référence à la notion d'usage raisonnable et équitable des eaux transfrontières ne peut constituer la reconnaissance d'un principe de droit coutumier, mais qu'elle illustre un principe de coopération entre Parties à la Convention, dont la portée est précisée par accords – conclus sur une base d'égalité et de réciprocité – entre riverains des mêmes eaux, auxquels renvoie la Convention. »

ARRETE n° 622 DRCL du 20 novembre 1998 portant promulgation du décret n° 98-1003 du 2 novembre 1998.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué en Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur le texte suivant :

— Décret n° 98-1003 du 2 novembre 1998 modifiant les dispositions du code des marchés publics rendues applicables aux communes de la Polynésie française et à leurs établissements publics et relatif au taux et aux modalités de calcul des intérêts moratoires, paru au J.O.R.F. du 7 novembre 1998 à la page 16855.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 1998.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Michel JEANJEAN.

DECRET n° 98-1003 du 2 novembre 1998 modifiant les dispositions du code des marchés publics rendues applicables aux communes de la Polynésie française et à leurs établissements publics et relatif au taux et aux modalités de calcul des intérêts moratoires.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'intérieur,

Vu le code des marchés publics dans la rédaction applicable en Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, et notamment son article 15 ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française, et notamment son article 11-IV ;

Vu la saisine du conseil des ministres de la Polynésie française en date du 29 mai 1998 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er.— Le premier alinéa de l'article 357 du chapitre IV du livre III du code des marchés publics rendu applicable aux communes de la Polynésie française et à leurs établissements publics par le paragraphe IV de l'article 11 du décret du 13 novembre 1980 susvisé est ainsi rédigé :

« Le taux et les modalités de calcul des intérêts moratoires prévus aux articles 353, 354, 355, 356 et 359 *quater* sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et des finances, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'outre-mer, compte tenu de l'évolution moyenne des taux d'intérêts appliqués de façon usuelle pour le financement à court terme des entreprises. »

Art. 2.— Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 novembre 1998.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
ministre de l'intérieur par intérim,
Jean-Jack QUEYRANNE.*

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Dominique STRAUSS-KAHN.*

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Jean-Jack QUEYRANNE.*

*Le secrétaire d'Etat au budget,
Christian SAUTER.*

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 595 CAB/MIL du 9 novembre 1998 portant délégation de signature à M. Pascal Bolot, secrétaire général de la zone de défense de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense ;

Vu le décret n° 64-11 du 3 janvier 1964 modifié relatif à l'organisation des responsabilités territoriales de défense dans les départements et les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 65-28 du 13 janvier 1965 modifié relatif à l'organisation de la défense civile ;

Vu l'arrêté n° 67-897 du 12 octobre 1967 modifié relatif à l'organisation territoriale de la défense ;

Vu l'arrêté du 9 août 1973 relatif aux secrétariats généraux de zone défense dans les départements et territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 341 DAPAF/BFPOM du 19 février 1997 portant nomination de M. Pascal Bolot, en qualité de directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 216 CAB/MIL du 10 avril 1997 portant nomination de M. Pascal Bolot en tant que secrétaire général de la zone de défense de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— M. Pascal Bolot, secrétaire général de la zone de défense de la Polynésie française reçoit délégation pour signer les demandes de concours aux forces armées et aux formations de gendarmerie.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 1998.
Jean ARIAUD.

ARRETE n° 174 IDV du 16 novembre 1998 portant dissolution de la commission spéciale chargée d'examiner la situation budgétaire de la commune de Punaauia.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1977 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des communes de Polynésie française et notamment les articles L. 212-5 et suivants et R. 212-1 et suivants ;

Vu l'arrêté n° 497 IDV du 2 juin 1993 du haut-commissaire portant nomination des membres de la commission spéciale chargée d'examiner la situation budgétaire de la commune de Punaauia ;

Vu l'arrêté n° 29 IDV du 22 septembre 1997 du haut-commissaire portant modification de l'arrêté n° 497 IDV du 2 juin 1993 portant nomination des membres de la commission spéciale chargée d'examiner la situation budgétaire de la commune de Punaauia ;

Vu l'arrêté n° 169 IDV du 6 octobre 1998 du haut-commissaire portant modification de l'arrêté n° 29 IDV du 22 septembre 1997 portant nomination des membres de la commission spéciale chargée d'examiner la situation budgétaire de la commune de Punaauia ;

Vu l'avis des membres de la commission spéciale en sa séance du 7 octobre 1998 ;

Considérant que le compte administratif de l'exercice 1997, dernier exercice clos, fait apparaître un excédent et qu'il convient en conséquence de mettre un terme au mandat de la commission spéciale,

Arrête :

Article 1er.— La commission spéciale instituée en vue de l'examen de la situation budgétaire de la commune de Punaauia est dissoute.

Art. 2.— Les arrêtés portant nomination des membres de la commission spéciale chargée d'examiner la situation budgétaire de la commune de Punaauia sont abrogés.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 1998.
Jean ARIAUD.

ARRETE n° 6 TG du 24 novembre 1998 portant convocation des électeurs de la commune des Gambier le 10 janvier 1999 et éventuellement le 17 janvier 1999, en vue de l'élection de cinq conseillers municipaux.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les dispositions du code électoral et notamment les articles L. 247 et L. 258 ;

Vu le décret n° 95-269 du 10 mars 1995 fixant la date du renouvellement des conseillers municipaux ;

Vu l'arrêté n° 514 DRCL du 11 mai 1995 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée ;

Vu l'arrêté n° 632 DRCL du 27 août 1997 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française pour la période du 1er mars 1998 au 28 février 1999 ;

Vu la délégation de signature n° 320 DAF/PERS du 14 septembre 1998, à Mme le chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier ;

Considérant que le conseil municipal de la commune des Gambier a perdu le tiers de ses membres en raison de la démission de M. Kito Paeamara devenue effective le 23 novembre 1998, et qu'il convient dès lors de procéder à des élections complémentaires,

Arrête :

Article 1er.— Les électeurs de la commune des Gambier sont convoqués le dimanche 10 janvier 1999 afin de procéder à l'élection de cinq (5) conseillers municipaux.

Si un second tour de scrutin est nécessaire, les électeurs sont convoqués le dimanche 17 janvier 1999 pour y procéder.

Art. 2.— Le scrutin sera ouvert à 8 h et clos à 18 h. Toutefois, ces horaires pourront être modifiés conformément à l'article R.41 du code électoral.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, publié et affiché partout où besoin sera, selon la procédure d'urgence.

Fait à Papeete, le 24 novembre 1998.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Tuamotu-Gambier,
Claudie QUILLIEN.*

Par arrêté n° 597 SG du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 novembre 1998.— La composition du jury du brevet d'Etat d'éducateur

sportif du 1er degré, formation commune qui se déroulera le 7 janvier 1999 à l'Institut territorial de la jeunesse et des sports est fixée comme suit :

Président :

- M. Martinique Jacques, inspecteur principal de la jeunesse, des sports et des loisirs, chef de service ;

Membres :

- M. Barff Gordon, BEES 2, athlétisme ;
- M. Duhazé Jean-Claude, BEES 2, athlétisme ;
- M. Lecointre Pascal, BEES 2, plongée subaquatique ;
- M. Reiatua Didier, conseiller d'animation sportive ;
- M. Reichert Pierre, professeur de sport ;
- M. Saint-Val Philippe, animateur sportif ;
- M. Jean-Michel Kircher, BEES 2, plongée.

Par arrêté n° 598 MAFIC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 novembre 1998.— Au titre du Fonds national pour le développement du sport, des subventions sont accordées en faveur des actions mises en place par les associations de Polynésie française :

- la somme de *cent mille francs pacifiques* (100.000 F CFP) soit *cinq mille cinq cents francs français* (5.500 FF) à l'association sportive Tamarii Apetahi ;
- la somme de *deux cent mille francs pacifiques* (200.000 F CFP) soit *onze mille francs français* (11.000 FF) à l'association sportive Raivavae ;
- la somme de *un million deux cent mille francs pacifiques* (1.200.000 F CFP) soit *soixante-six mille francs français* (66.000 FF) à l'association District football de Raiatea ;
- la somme de *trois cent mille francs pacifiques* (300.000 F CFP) soit *seize mille cinq cents francs français* (16.500 FF) à l'association Central section basket-ball ;
- la somme de *cent mille francs pacifiques* (100.000 F CFP) soit *cinq mille cinq cents francs français* (5.500 FF) à l'association Central section golf ;
- la somme de *cent mille francs pacifiques* (100.000 F CFP) soit *cinq mille cinq cents francs français* (5.500 FF) à l'association Central section handball ;
- la somme de *six cent mille francs pacifiques* (600.000 F CFP) soit *trente-trois mille francs français* (33.000 FF) à l'association Tiapa jeunes.

La dépense est imputable au budget de l'Etat "ministère de la jeunesse et des sports", chapitre 3, article 10, paragraphe 10 du compte d'affectation spéciale n° 902.17, exercice 1998.

Par arrêté n° 5 TG du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 novembre 1998.— La liste des délégués de l'administration siégeant au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 1999 est modifiée comme suit :

*Commune de Makemo
Bureau de vote de Taenga*

Au lieu de : Mlle Sylvia Mairoto ;

Lire : Mme Mareva Ella Noho.

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT-POLYNESIE FRANÇAISE

CONVENTION de financement n° 404-98 FREPF du 12 novembre 1998 relative à la participation de l'Etat (ministère de la défense) au financement des études d'assainissement collectif des eaux usées de la zone touristique de Haapiti à Moorea au titre de la programmation de l'année 1998.

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 96-1983 du 8 août 1996 pour le renforcement de l'autonomie économique de la Polynésie française, signée le 25 juillet 1996 ;

Vu la convention particulière n° 60-97 du 15 juillet 1997 portant modalités de gestion du fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française ;

Vu la lettre du Président du gouvernement de la Polynésie française, en date du 27 mars 1998 relative au projet de réalisation des études d'assainissement collectif des eaux usées de la zone touristique de Haapiti à Moorea ;

Vu la décision n° 6-98 du comité de gestion du fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française, réuni le 2 juillet 1998 ;

Vu la décision de lancement d'une opération libérée n° 26-98 du 25 août 1998 relative à la participation financière du ministère de la défense, dans le cadre du maintien, en faveur de la Polynésie française, du niveau du flux financier qui résulte de l'activité du C.E.P., au titre de l'exercice 1997 ;

Vu la délégation d'autorisation de programme n° 3982 du 9 septembre 1998 d'un montant de 157.300.000 FF imputable sur le chapitre 66-50, article 21, du ministère de la défense ;

Vu le dossier technique et financier présenté,

L'Etat (ministère de la défense), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La Polynésie française, représentée par le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Préambule :

Face à la dégradation du milieu lagunaire constatée dans la zone touristique de Haapiti (du P.K. 24,5 au P.K. 31,5) à

Moorea, le projet d'assainissement des eaux usées est un élément incontournable pour le développement de ce secteur d'activité, prioritaire en Polynésie française.

Si l'objectif global du projet s'inscrit dans le développement touristique de l'île de Moorea, l'objectif spécifique du projet est de réduire de façon considérable la pollution liée aux eaux usées et due principalement à des systèmes d'assainissement autonomes peu performants ou inadaptés, en raccourcissant les principaux consommateurs d'eau de la zone et donc, les principaux pollueurs.

Le résultat attendu est le retour à une qualité des eaux du lagon à la hauteur de l'attrait touristique qu'il suscite.

Le comité de gestion s'est prononcé favorablement pour le financement, dans un premier temps, de la partie "études" du projet d'assainissement de la zone touristique de Haapiti.

Convienent de ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation des crédits affectés à la mise en œuvre des études d'assainissement collectif des eaux usées de la zone touristique de Haapiti à Moorea au titre de la programmation de l'année 1998.

Art. 2.— *Description et coût de l'opération*

L'estimation du montant global des études relatives à la zone touristique de Haapiti s'élève à 3.850.000 FF, soit 70.000.000 F CFP, et comprend la réalisation des opérations suivantes :

- marché de maîtrise d'œuvre pour la conception et le suivi des travaux ;
- études techniques annexes (études de sol, études topographiques...) ;
- étude d'impact d'environnement parallèlement à la conception du projet ;
- schéma directeur de l'assainissement des eaux usées de l'île de Moorea.

Art. 3.— *Plan de financement*

Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-50, article 21, du ministère de la défense, il est accordé au territoire de la Polynésie française une subvention d'un montant de 3.850.000 FF (70.000.000 F CFP), représentant 100 % des coûts, pour la réalisation des études d'assainissement collectif des eaux usées de la zone touristique de Haapiti à Moorea.

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable.

Art. 4. — Modalités de versement

L'Etat s'engage à verser la subvention, dans la limite des crédits disponibles, dans les conditions suivantes :

- un premier acompte de 20 % sur présentation d'un justificatif de commencement de l'opération (copie de la lettre ou du bon de commande) ;
- en tant que de besoin et sur demande du bénéficiaire, un second acompte de 50 % sur présentation d'un rapport d'étape lié au déroulement de l'étude, en conformité avec les termes de références ;
- le solde sur présentation des justificatifs de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (états de mandats visés par le payeur du territoire, copie du rapport d'étude).

Pour tenir compte des délais de fin de gestion annuelle, les pièces justificatives d'utilisation de la présente subvention seront adressées à l'ordonnateur avant le 1er novembre de l'exercice du versement sollicité.

La participation financière de l'Etat (ministère de la défense) correspond à un montant plafond de subvention. Dans l'hypothèse d'une réalisation à moindre coût, cette participation sera révisée à hauteur du montant final de l'exécution effective du programme.

Art. 5. — Contrôle

En application des dispositions de l'article 24 de la convention particulière n° 60-97 visée ci-dessus, l'ordonnateur s'assurera de l'exécution du service fait et de la bonne utilisation des fonds.

Art. 6. — Obligations du bénéficiaire

Dans le respect des dispositions de la convention particulière n° 60-97 visée ci-dessus, le bénéficiaire s'engage à :

- utiliser la subvention qui lui est octroyée exclusivement à la réalisation du programme présenté dans le dossier technique ;
- faciliter tout contrôle relatif à la conformité de l'opération par rapport au dossier technique et financier susvisé ;
- garantir la probité des documents fournis à l'administration ;
- porter à la connaissance du public les éléments d'information concernant l'opération (art. 27) ;
- fournir tout document nécessaire à l'évaluation (art. 28).

Art. 7. — Sanctions

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou d'exécution non conforme au programme présenté, l'Etat se réserve le droit d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de la présente subvention.

Art. 8. — Modifications

Les dispositions de la présente convention pourront être modifiées ou complétées par voie d'avenant soumis à la décision préalable du comité de gestion après agrément des parties signataires.

Art. 9. — Dénonciation

Toute dénonciation de la convention ne peut intervenir de plein droit qu'en raison du non-respect des engagements contractuels. La demande de résiliation devra être accompagnée d'un exposé des motifs.

Art. 10. — Durée de la convention

La présente convention, dont l'extrait (composé des visas, du préambule et des articles 1er, 2 et 3) sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, prend effet dès signature.

Si, à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente convention sera considérée comme caduque.

Fait à Papeete, le 12 novembre 1998.

Pour le territoire :

Le Président du gouvernement
de la Polynésie française,
Gaston FLOSSE.

Pour l'Etat :

Le haut-commissaire
de la République
en Polynésie française,
Jean ARIAUD.

CONVENTION de financement n° 405-98 FREPF du 12 novembre 1998 relative à la participation de l'Etat (ministère de la défense) au financement des travaux de la phase 2 du projet relatif à l'extension de la zone portuaire et au réaménagement du centre-ville de Uturoa au titre de la programmation de l'année 1997.

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 96-1983 du 8 août 1996 pour le renforcement de l'autonomie économique de la Polynésie française, signée le 25 juillet 1996 ;

Vu la convention particulière n° 60-97 du 15 juillet 1997 portant modalités de gestion du fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 5-97 du comité de gestion du fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française, réuni le 10 octobre 1997 ;

Vu la décision de lancement d'une opération libérée n° 26-98 du 25 août 1998 relative à la participation financière du ministère de la défense, dans le cadre du maintien, en faveur de la Polynésie française du niveau du flux financier qui résulte de l'activité du C.E.P., au titre de l'exercice 1997 ;

Vu la délégation d'autorisation de programme n° 3982 du 9 septembre 1998 d'un montant de 157.300.000 FF imputable sur le chapitre 66-50, article 21, du ministère de la défense ;

Vu la lettre du Président du gouvernement de la Polynésie française, en date du 26 janvier 1998, relative au projet de réalisation des travaux de la phase 2 du projet relatif à l'extension de la zone portuaire et au réaménagement du centre-ville de Uturoa ;

Vu le dossier technique et financier présenté,

L'Etat (ministère de la défense), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La Polynésie française, représentée par le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Préambule :

Le projet d'extension de la zone portuaire et de réaménagement du centre-ville de Uturoa s'inscrit dans la perspective de mise en place de pôles d'équilibre régionaux.

Au-delà de cet objectif global, c'est l'ensemble des îles Sous-le-Vent qui est visé avec le développement d'un centre actif susceptible de renforcer l'ensemble de la zone.

Les infrastructures de ce projet concernent deux des filières majeures sur lesquelles repose le développement de la Polynésie : le tourisme et la pêche semi-industrielle.

Toutefois l'impact économique attendu est plus vaste.

En effet, le surcroît d'activité qu'implique la mise en place d'un véritable pôle "croisière", ainsi que la montée en puissance de la flottille de pêche, aura des conséquences tant dans les domaines agricoles qu'industriels, et ces effets seront amplifiés par le développement du trafic notamment avec les autres îles de l'archipel, que rendra possible la mise en place de facilités portuaires inscrites dans ce projet.

Il s'agit donc bien d'une véritable opération structurante, dont l'impact doit contribuer tant à la politique d'aménagement spatial, qu'à la recherche d'une plus grande autonomie économique du territoire.

Convient de ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation des crédits affectés à la mise en œuvre des travaux de la phase 2 du projet relatif à l'extension de la zone portuaire et au réaménagement du centre-ville de Uturoa au titre de la programmation de l'année 1997. Il convient de préciser que les études se rapportant aux travaux précités ont été financées par le gouvernement de la Polynésie française.

Art. 2. — Description et coût du programme

Ce programme, estimé à un montant global de 44.550.000 FF (810.000.000 F CFP), concerne la réalisation des travaux des bâtiments de la gare maritime, des hangars portuaires, de la capitainerie, ainsi que l'aménagement du jardin public et des espaces extérieurs.

Art. 3. — Plan de financement

Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-50, article 21, du ministère de la défense, il est accordé au territoire de la Polynésie française une subvention d'un montant de 44.550.000 FF (810.000.000 F CFP), représentant 100 % des coûts, pour la réalisation des travaux de la phase 2 du projet relatif à l'extension de la zone portuaire et au réaménagement du centre-ville de Uturoa.

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable.

Art. 4. — Modalités de versement

Le présent programme comprenant la réalisation dans des délais variables, de différentes opérations (cf. article 2), les modalités de versement suivantes sont applicables à chacune d'elles.

L'Etat s'engage à verser la subvention, dans la limite des crédits disponibles, dans les conditions suivantes :

- un premier acompte de 20 % sur présentation d'un justificatif de commencement de l'opération (attestation du maître d'ouvrage) ;
- en tant que de besoin et sur demande du bénéficiaire, un second acompte de 50 % sur présentation de justificatif d'utilisation du premier acompte (états de mandatement visés par le payeur du territoire) ;
- le solde sur présentation des justificatifs de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (états de mandaments visés par le payeur du territoire).

Pour tenir compte des délais de fin de gestion annuelle, les pièces justificatives d'utilisation de la présente subvention seront adressées à l'ordonnateur avant le 1er novembre de l'exercice du versement sollicité.

La participation financière de l'Etat (ministère de la défense) correspond à un montant plafond de subvention. Dans l'hypothèse d'une réalisation à moindre coût, cette participation sera révisée à hauteur du montant final de l'exécution effective du programme.

Art. 5. — Contrôle

En application des dispositions de l'article 24 de la convention particulière n° 60-97 visée ci-dessus, l'ordonnateur s'assurera de l'exécution du service fait et de la bonne utilisation des fonds.

Art. 6. — Obligations du bénéficiaire

Dans le respect des dispositions de la convention particulière n° 60-97 visée ci-dessus, le bénéficiaire s'engage à :

- utiliser la subvention qui lui est octroyée exclusivement à la réalisation du programme présenté dans le dossier technique ;
- faciliter tout contrôle relatif à la conformité de l'opération par rapport au dossier technique et financier susvisé ;
- garantir la probité des documents fournis à l'administration ;
- porter à la connaissance du public les éléments d'information concernant l'opération (art. 27) ;
- fournir tout document nécessaire à l'évaluation (art. 28).

Art. 7. — Sanctions

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou d'exécution non conforme au programme présenté, l'Etat se réserve le droit d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de la présente subvention.

Art. 8. — Modifications

Les dispositions de la présente convention pourront être modifiées ou complétées par voie d'avenant soumis à la décision préalable du comité de gestion après agrément des parties signataires.

Art. 9. — Dénonciation

Toute dénonciation de la convention ne peut intervenir de plein droit qu'en raison du non-respect des engagements contractuels. La demande de résiliation devra être accompagnée d'un exposé des motifs.

Art. 10. — Durée de la convention

La présente convention, dont l'extrait (composé des visas, du préambule et des articles 1er, 2 et 3) sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, prend effet dès signature.

Si, à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente convention sera considérée comme caduque.

Fait à Papeete, le 12 novembre 1998.

Pour le territoire :

*Le Président du gouvernement
de la Polynésie française,
Gaston FLOSSE.*

Pour l'Etat :

*Le haut-commissaire
de la République
en Polynésie française,
Jean ARIBAUD.*

CONVENTION de financement n° 406-98 FREPF du 12 novembre 1998 relative à la participation de l'Etat (ministère de la défense) au financement des études de la phase 3 du projet relatif à l'extension de la zone portuaire et au réaménagement du centre-ville de Uturoa au titre de la programmation de l'année 1998.

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 96-1983 du 8 août 1996 pour le renforcement de l'autonomie économique de la Polynésie française, signée le 25 juillet 1996 ;

Vu la convention particulière n° 60-97 du 15 juillet 1997 portant modalités de gestion du fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 2-98 du comité de gestion du fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française, réuni le 2 juillet 1998 ;

Vu la décision de lancement d'une opération libérée n° 26-98 du 25 août 1998 relative à la participation financière du ministère de la défense, dans le cadre du maintien, en faveur de la Polynésie française du niveau du flux financier qui résulte de l'activité du C.E.P., au titre de l'exercice 1997 ;

Vu la délégation d'autorisation de programme n° 3982 du 9 septembre 1998 d'un montant de 157.300.000 FF imputable sur le chapitre 66-50, article 21, du ministère de la défense ;

Vu la lettre du Président du gouvernement de la Polynésie française, en date du 25 février 1998, relative au projet de réalisation des études de la phase 3 du projet relatif à l'extension de la zone portuaire et au réaménagement du centre-ville de Uturoa ;

Vu le dossier technique et financier présenté,

L'Etat (ministère de la défense), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La Polynésie française, représentée par le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Préambule :

Le projet d'extension de la zone portuaire et de réaménagement du centre-ville de Uturoa s'inscrit dans la perspective de mise en place de pôles d'équilibre régionaux.

Au-delà de cet objectif global, c'est l'ensemble des îles Sous-le-Vent qui est visé avec le développement d'un centre actif susceptible de renforcer l'ensemble de la zone.

Les infrastructures de ce projet concernent deux des filières majeures sur lesquelles repose le développement de la Polynésie : le tourisme et la pêche semi-industrielle.

Toutefois l'impact économique attendu est plus vaste. ▼

En effet, le surcroît d'activité qu'implique la mise en place d'un véritable pôle "croisière", ainsi que la montée en puissance de la flottille de pêche, aura des conséquences tant dans les domaines agricoles qu'industriels, et ces effets seront amplifiés par le développement du trafic notamment avec les autres îles de l'archipel, que rendra possible la mise en place de facilités portuaires inscrites dans ce projet.

Il s'agit donc bien d'une véritable opération structurante, dont l'impact doit contribuer tant à la politique d'aménagement spatial, qu'à la recherche d'une plus grande autonomie économique du territoire.

Conviennt de ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation des crédits affectés à la mise en œuvre des études de la phase 3 du projet relatif à l'extension de la zone portuaire et au réaménagement du centre-ville de Uturoa au titre de la programmation de l'année 1998.

Art. 2. — Description et coût de l'opération

Cette opération, estimée à un montant global de 21.560.000 FF (392.000.000 F CFP), concerne la mise en œuvre, d'une part, des études relatives aux travaux maritimes, aux bâtiments (à l'exception de ceux relatifs à la gare maritime, aux hangars portuaires, à la capitainerie, au jardin public et aux espaces extérieurs), aux voiries et réseaux, et, d'autre part, des études générales.

Art. 3. — Plan de financement

Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-50, article 21, du ministère de la défense, il est accordé au territoire de la Polynésie française une subvention d'un montant de 21.560.000 FF (392.000.000 F CFP), représentant 100 % des coûts, pour la réalisation des études de la phase 3 du projet relatif à l'extension de la zone portuaire et au réaménagement du centre-ville de Uturoa.

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable.

Art. 4. — Modalités de versement

La présente opération comprenant la réalisation dans des délais variables, de plusieurs études, les modalités de versement suivantes sont applicables à chacune d'entre elles.

L'Etat s'engage à verser la subvention, dans la limite des crédits disponibles, dans les conditions suivantes :

- un premier acompte de 20 % sur présentation d'un justificatif de commencement de l'étude (copie de la lettre ou du bon de commande) ;
- en tant que de besoin et sur demande du bénéficiaire, un second acompte de 50 % sur présentation d'un rapport d'étape lié au déroulement de l'étude, en conformité avec les termes de références ;
- le solde sur présentation des justificatifs de la réalisation effective de l'étude et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (copie du rapport d'étude, états de mandatemements visés par le payeur du territoire).

Pour tenir compte des délais de fin de gestion annuelle, les pièces justificatives d'utilisation de la présente subvention seront adressées à l'ordonnateur avant le 1er novembre de l'exercice du versement sollicité.

La participation financière de l'Etat (ministère de la défense) correspond à un montant plafond de subvention. Dans l'hypothèse d'une réalisation à moindre coût, cette participation sera révisée à hauteur du montant final de l'exécution effective du programme.

Art. 5.— Contrôle

En application des dispositions de l'article 24 de la convention particulière n° 60-97 visée ci-dessus, l'ordonnateur s'assurera de la bonne exécution du service fait et de la bonne utilisation des fonds.

Art. 6.— Obligations du bénéficiaire

Dans le respect des dispositions de la convention particulière n° 60-97 visée ci-dessus, le bénéficiaire s'engage à :

- utiliser la subvention qui lui est octroyée exclusivement à la réalisation du programme présenté dans le dossier technique ;
- faciliter tout contrôle relatif à la conformité de l'opération par rapport au dossier technique et financier susvisé ;

- garantir la probité des documents fournis à l'administration ;
- porter à la connaissance du public les éléments d'information concernant l'opération (art. 27) ;
- fournir tout document nécessaire à l'évaluation (art. 28).

Art. 7.— Sanctions

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou d'exécution non conforme au programme présenté, l'Etat se réserve le droit d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de la présente subvention.

Art. 8.— Modifications

Les dispositions de la présente convention pourront être modifiées ou complétées par voie d'avenant soumis à la décision préalable du comité de gestion après agrément des parties signataires.

Art. 9.— Dénonciation

Toute dénonciation de la convention ne peut intervenir de plein droit qu'en raison du non-respect des engagements contractuels. La demande de résiliation devra être accompagnée d'un exposé des motifs.

Art. 10.— Durée de la convention

La présente convention, dont l'extrait (composé des visas, du préambule et des articles 1er, 2 et 3) sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, prend effet dès signature.

Si, à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente convention sera considérée comme caduque.

Fait à Papeete, le 12 novembre 1998.

Pour le territoire :

Le Président du gouvernement
de la Polynésie française,
Gaston FLOSSE.

Pour l'Etat :

Le haut-commissaire
de la République
en Polynésie française,
Jean ARIAUD.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 98-184 APF du 19 novembre 1998 portant modification de la délibération n° 91-111 AT du 17 octobre 1991 relative aux cessions d'actions détenues par le territoire dans les sociétés commerciales.

NOR : FCO9801722DL

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-111 AT du 17 octobre 1991 fixant le cadre des modalités de cession des actions détenues par le territoire dans les sociétés commerciales ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1441 CM du 5 novembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1437-98 SG/APF du 6 novembre 1998 portant convocation des conseillers territoriaux en séance ;

Vu le rapport n° 172-98 du 17 novembre 1998 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 19 novembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— L'article 1er de la délibération n° 91-111 AT du 17 octobre 1991 est modifié comme suit :

“Les dispositions de la présente délibération déterminent les conditions de cession d'actions détenues par le territoire dans les sociétés commerciales.”

Art. 2.— L'article 2 de la délibération n° 91-111 AT du 17 octobre 1991 est modifié comme suit :

“Les cessions peuvent concerner après expertise l'intégralité des actions détenues par le territoire.”

Art. 3.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Justin ARAPARI.

DELIBERATION n° 98-185 APF du 19 novembre 1998 modifiant la délibération n° 95-232 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique du territoire de la Polynésie française.

NOR : PEL8801629DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-232 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1405 CM du 23 octobre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1437-98 APF/SG du 6 novembre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 175-98 du 17 novembre 1998 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Dans sa séance du 19 novembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Le tableau de correspondance de l'article 19 de la délibération n° 95-232 AT du 14 décembre 1995 susvisée est modifié comme suit :

Situation ancienne (ANFA)			Situation nouvelle	
Emploi : agent contractuel de 3e et 4e catégories Ancienneté acquise : 1 an entre le 1er et le 2e échelon et 2 ans et 6 mois par échelon supplémentaire			Cadre d'emplois : agent technique Durée de référence pour le classement dans les grades et échelons : durée minimale	
Echelon	Ancienneté obtenue	Grade	Echelon	Ancienneté conservée
9e échelon	18 ans 6 mois	agent technique principal	9e échelon	6 mois

Le reste du tableau est sans changement.

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Justin ARAPARI.

DELIBERATION n° 98-186 APF du 19 novembre 1998 modifiant la délibération n° 95-249 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique du territoire de la Polynésie française.

NOR : PEL8801630DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française,

ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-249 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1406 CM du 23 octobre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1437-98 APF/SG du 6 novembre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 176-98 du 17 novembre 1998 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Dans sa séance du 19 novembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Le tableau de correspondance de l'article 17 de la délibération n° 95-249 AT du 14 décembre 1995 susvisée est modifié comme suit :

Situation ancienne (ANFA)			Situation nouvelle	
Emploi : agent contractuel de 3e et 4e catégories (adjoint de soins et aide-soignant) Ancienneté acquise : 1 an entre le 1er et le 2e échelon et 2 ans et 6 mois par échelon supplémentaire			Cadre d'emplois : auxiliaire de soins Durée de référence pour le classement dans les grades et échelons : durée minimale	
Echelon	Ancienneté obtenue	Grade	Echelon	Ancienneté conservée
9e échelon	18 ans 6 mois	auxiliaire de soins principal de 2e classe	9e échelon	6 mois

Le reste du tableau est sans changement.

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Justin ARAPARI.

DELIBERATION n° 98-187 APF du 19 novembre 1998 modifiant la délibération n° 95-250 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique du territoire de la Polynésie française.

NOR : PEL 9801631DL

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-250 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1407 CM du 23 octobre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1437-98 APF/SG du 6 novembre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 177-98 du 17 novembre 1998 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Dans sa séance du 19 novembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Le tableau de correspondance de l'article 19 de la délibération n° 95-250 AT du 14 décembre 1995 susvisée est modifié comme suit :

Situation ancienne (ANFA)			Situation nouvelle	
Emploi : agent contractuel de 3e et 4e catégories (adjoint de soins et aide-soignant) Ancienneté acquise : 1 an entre le 1er et le 2e échelon et 2 ans et 6 mois par échelon supplémentaire			Cadre d'emplois : agent médico-technique Durée de référence pour le classement dans les grades et échelons : durée minimale	
Echelon	Ancienneté obtenue	Grade	Echelon	Ancienneté conservée
9e échelon	18 ans 6 mois	agent médico-technique principal	9e échelon	6 mois

Le reste du tableau est sans changement.

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Justin ARAPARI.

DELIBERATION n° 98-188 APF du 19 novembre 1998 fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique du territoire de la Polynésie française.

NOR : PEL9801700DL

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1440 CM du 5 novembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1437-98 APF/SG du 6 novembre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 178-98 du 17 novembre 1998 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Dans sa séance du 19 novembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— La présente délibération s'applique aux agents qui ont satisfait à l'une des procédures de recrutement prévues aux articles 53, 56 et 57 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française et qui ont vocation à être titularisés après la période probatoire ou la période de formation qui est exigée par le statut particulier du cadre d'emplois dans lequel ils ont été recrutés.

Pour l'application de la présente délibération, les agents mentionnés à l'alinéa précédent sont désignés ci-après sous l'appellation de "fonctionnaires stagiaires".

TITRE 1er - DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2.— Les fonctionnaires stagiaires sont soumis aux dispositions de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 susvisée et des textes pris pour son application.

Art. 3.— La nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire de l'agent qui a satisfait à l'une des procédures de recrutement prévues dans les articles 53, 56 et 57 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 visée ci-dessus peut être reportée pour prendre effet après l'accomplissement des obligations du service national, lorsque l'intéressé ne bénéficie pas d'un sursis d'incorporation lui permettant de commencer le stage avant d'être appelé à accomplir les obligations du service national.

Est également reportée, pour prendre effet après l'accomplissement des obligations du service national, la nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire de l'agent dont l'incorporation doit interrompre un stage qui ne peut, compte tenu de ses modalités, donner à l'intéressé la formation appropriée à l'exercice de ses fonctions qu'au cours d'une période continue.

Art. 4.— La nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire d'une femme qui, ayant satisfait à l'une des procédures de recrutement prévues dans les articles 53, 56 et 57 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 susvisée, se trouve en état de grossesse, est reportée, sur la demande de l'intéressée, sans que ce report ne puisse excéder un an.

Art. 5.— Le fonctionnaire stagiaire ne peut être placé dans la position de disponibilité.

Son affectation ne peut être modifiée qu'à titre exceptionnel et par nécessité de service.

Art. 6.— Le fonctionnaire stagiaire peut être détaché par nécessité de service dans les mêmes conditions que les fonctionnaires titulaires.

La titularisation du fonctionnaire stagiaire détaché intervient dans son cadre d'emplois d'origine, par décision de l'autorité territoriale à la fin de la période de stage.

Art. 7.— Le fonctionnaire stagiaire ne peut être licencié pour insuffisance professionnelle que lorsqu'il est en stage depuis un temps au moins égal à la moitié de la durée normale du stage.

La décision de licenciement est prise après avis de la commission administrative paritaire du cadre d'emplois dans lequel le fonctionnaire stagiaire concerné a vocation à être titularisé.

Lorsque le fonctionnaire stagiaire a la qualité de fonctionnaire titulaire détaché d'un autre cadre d'emplois ou emploi, il est mis fin à son détachement et l'intéressé est réintégré dans son administration d'origine dans les conditions prévues par le statut dont il relève.

Art. 8.— Le fonctionnaire stagiaire peut être suspendu dans les conditions qui sont prévues, pour les fonctionnaires titulaires, par l'article 16 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 susvisée.

La durée de la suspension n'entre pas en compte comme période de stage.

Art. 9.— Le fonctionnaire stagiaire qui veut démissionner doit formuler une demande écrite, un mois avant la date prévue pour la cessation de ses fonctions dans les conditions fixées par l'article 92 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 susvisée.

La démission, une fois acceptée, est irrévocable.

TITRE II - DE LA REMUNERATION

Art. 10.— Sauf dispositions contraires des statuts particuliers, pendant la durée de son stage, le fonctionnaire stagiaire perçoit, après service fait, la rémunération correspondant au 1er échelon du grade de recrutement du cadre d'emplois dans lequel il a vocation à être titularisé.

Art. 11.— Sauf disposition contraire du statut particulier applicable à son cadre d'emplois, le fonctionnaire stagiaire qui avait auparavant la qualité de fonctionnaire titulaire, perçoit le traitement indiciaire correspondant à sa situation antérieure si ce traitement est supérieur à celui correspondant au 1er échelon du grade de recrutement du cadre d'emplois.

TITRE III - DE LA DISCIPLINE

Art. 12.— Les sanctions disciplinaires susceptibles d'être infligées au fonctionnaire stagiaire sont :

- 1°) l'avertissement ;
- 2°) le blâme ;
- 3°) l'exclusion temporaire, avec retenue de rémunération, pour une durée maximale de deux mois ;

- 4°) le déplacement d'office ;
5°) le licenciement ou l'exclusion définitive.

Art. 13.— L'exclusion définitive est prononcée à l'encontre d'un fonctionnaire stagiaire qui a la qualité de fonctionnaire titulaire dans un autre cadre d'emplois ou emploi.

Il est alors mis fin au détachement de l'intéressé sans préjudice des mesures disciplinaires qui pourraient être prises à son encontre dans son cadre d'emplois ou emploi d'origine.

Art. 14.— Le pouvoir disciplinaire appartient à l'autorité ayant le pouvoir de nomination.

Art. 15.— L'administration doit, lorsqu'elle engage une procédure disciplinaire, informer l'intéressé qu'il a le droit d'obtenir la communication intégrale de son dossier individuel et qu'il peut se faire assister par un ou plusieurs défenseurs de son choix.

Les sanctions autres que l'avertissement et le blâme sont prononcées après avis de la commission administrative paritaire siégeant en conseil de discipline du cadre d'emplois dans lequel le fonctionnaire stagiaire concerné a vocation à être titularisé.

L'avis de la commission et la décision qui prononce la sanction doivent être motivés.

Art. 16.— Les questions d'ordre individuel résultant de l'application des articles 8 et 13 de la présente délibération sont soumises pour avis à la commission administrative paritaire du cadre d'emplois dans lequel le fonctionnaire stagiaire concerné a vocation à être titularisé.

Lorsqu'elle se prononce sur la situation d'un fonctionnaire, la commission mentionnée à l'alinéa précédent comprend, en qualité de représentants du personnel, les membres qui représentent le grade de début du cadre d'emplois et les membres qui représentent le grade immédiatement supérieur.

Les fonctionnaires stagiaires ne peuvent être ni électeurs ni éligibles aux commissions administratives paritaires.

TITRE IV - DU TEMPS DE TRAVAIL

Art. 17.— Sauf dans le cas où le stage comporte un enseignement professionnel ou doit être accompli dans un établissement de formation, le stagiaire peut, sur sa demande, être autorisé à accomplir un service à temps non complet dans les conditions qui sont prévues par la réglementation applicable aux fonctionnaires titulaires.

Art. 18.— La durée du stage à accomplir par le fonctionnaire stagiaire qui bénéficie d'une autorisation de travail à temps non complet est augmentée pour tenir compte à due proportion du rapport existant entre la durée hebdomadaire du service effectué et la durée résultant des obligations hebdomadaires du service fixée pour les agents travaillant à temps plein.

Art. 19.— Pour la détermination des droits à l'avancement, à la promotion et à la formation, les périodes de travail à temps non complet sont prises en compte pour leur durée effective.

TITRE V - DES CONGES ANNUELS ET AUTRES CONGES

Chapitre 1 - Des congés annuels et autres congés

Section 1re - Congé annuel

Art. 20.— Le fonctionnaire stagiaire a droit à un congé annuel dont la durée et les conditions d'attribution sont identiques à celles du congé annuel qui est prévu pour les fonctionnaires titulaires par la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 relative aux congés, à l'organisation du comité médical et aux conditions d'aptitude physique des fonctionnaires.

Section 2 - Absences résultant d'obligations légales

Art. 21.— Le fonctionnaire stagiaire bénéficie d'un congé sans traitement lorsqu'il est appelé à accomplir les obligations du service national et d'un congé avec traitement lorsqu'il doit accomplir une période d'instruction militaire obligatoire.

Les périodes de congés prévues à l'alinéa précédent entrent en compte pour le classement ou l'avancement lors de sa titularisation.

Section 3 - Congés pour raisons personnelles ou familiales

Art. 22.— Le fonctionnaire stagiaire bénéficie, sur sa demande, d'un congé sans traitement d'une durée maximale d'un an, renouvelable deux fois :

- 1°) pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie graves ;
- 2°) pour élever un enfant de moins de huit ans ou pour donner des soins à un enfant à charge, ou au conjoint, ou à un ascendant atteint d'un handicap qui nécessite la présence d'une tierce personne ;
- 3°) pour suivre son conjoint lorsque celui-ci, en raison de sa profession, est astreint à établir sa résidence habituelle en un lieu éloigné du lieu où le fonctionnaire stagiaire intéressé exerce ses fonctions.

Le fonctionnaire stagiaire bénéficiaire de l'un des congés prévus à l'alinéa précédent doit demander à reprendre ses fonctions deux mois au moins avant l'expiration du congé en cours.

Art. 23.— Le fonctionnaire stagiaire a droit au congé parental prévu à l'article 75 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 susvisée dans les conditions qui sont fixées pour les fonctionnaires titulaires par les articles 41 à 46 de la délibération n° 95-219 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux différentes positions des fonctionnaires du territoire de la Polynésie française.

Lorsqu'un fonctionnaire stagiaire bénéficiaire d'un congé parental a la qualité de fonctionnaire titulaire, placé en position de détachement pour l'accomplissement de son stage, il est mis fin à ce détachement.

Lorsqu'un fonctionnaire titulaire qui se trouve en position de congé parental est appelé à suivre un stage préalable à une titularisation dans un autre cadre d'emplois, sa nomination en qualité de stagiaire dans le nouveau cadre d'emplois est, à sa demande, reportée pour prendre effet à la date d'expiration du congé parental.

La période de congé parental entre en compte, lors de la titularisation, pour la moitié de sa durée, dans le calcul des services retenus pour l'avancement et le classement.

Art. 24.— Le fonctionnaire stagiaire a droit au congé pour maternité ou pour adoption prévu au 1° de l'article 56 de la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 relative aux congés, à l'organisation du comité médical et aux conditions d'aptitude physique des fonctionnaires.

La titularisation du fonctionnaire stagiaire qui a bénéficié d'un congé pour maternité ou pour adoption prend effet à la date de la fin de la durée statutaire du stage, prolongé au prorata du congé de maternité ou d'adoption en application de l'article 60 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 susvisée.

Section 4 - Des autorisations spéciales d'absence

Art. 25.— Le fonctionnaire stagiaire a droit à des autorisations spéciales d'absence qui n'entrent pas en compte dans le calcul des congés annuels dans les mêmes conditions que celles fixées par l'article 56-5° de la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 susvisée.

Art. 26.— Le fonctionnaire stagiaire peut sous réserve des nécessités du service, obtenir un congé sans traitement, pour convenances personnelles, d'une durée maximale de trois mois.

Chapitre 2 - Des congés pour raison de santé

Art. 27.— Sauf dans le cas où il se trouve placé dans l'une des positions de congé que prévoient les articles 21, 22 et 23 de la présente délibération, le fonctionnaire stagiaire a droit au congé de maladie, au congé de longue maladie et au congé de longue durée mentionnés à l'article 29 de la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 relative aux congés, à l'organisation du comité médical et aux conditions d'aptitude physique des fonctionnaires dans les conditions qui sont fixées par la réglementation applicable aux fonctionnaires titulaires en activité sous réserve des dispositions ci-après :

1° Dans le cas mentionné au deuxième alinéa du 1° de l'article 29 de la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 susvisée, la durée du congé ouvrant droit au bénéfice de cette disposition est limitée à cinq ans.

2° Le fonctionnaire stagiaire qui est inapte à reprendre ses fonctions à l'expiration d'un congé pour raison de santé est placé en congé sans traitement pour une période maximale d'un an renouvelable deux fois.

La mise en congé et son renouvellement sont prononcés après avis du comité médical en application de la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 relative aux congés, à l'organisation du comité médical et aux conditions d'aptitude physique des fonctionnaires.

3° Lorsque, à l'expiration des droits à congé avec traitement ou d'une période de congé sans traitement accordés pour raison de santé, le fonctionnaire stagiaire est reconnu par la commission de réforme, prévue à la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 susvisée, dans l'impossibilité définitive et absolue de reprendre ses fonctions, il est licencié ou, s'il a la qualité de fonctionnaire titulaire, remis à la disposition de son administration d'origine.

Art. 28.— En cas de décès du fonctionnaire stagiaire consécutif à un accident de service ou à une maladie contractée dans l'exercice de ses fonctions, les ayants droit bénéficient d'un capital décès dans les conditions prévues par la réglementation relative au capital décès des fonctionnaires titulaires.

Ce capital décès est liquidé et payé par l'administration ou l'établissement public administratif qui employait le fonctionnaire stagiaire.

Chapitre 3 - Dispositions diverses

Art. 29.— Les périodes de congé avec traitement accordés à un fonctionnaire stagiaire entrent en compte, lors de la titularisation, dans le calcul des services retenus pour l'avancement.

Le total des congés rémunérés de toute nature accordés aux stagiaires en sus du congé annuel ne peut être pris en compte comme temps de stage que pour un dixième de la durée statutaire de celui-ci.

Art. 30.— Quand, du fait des congés successifs de toute nature, autres que le congé annuel, le stage a été interrompu pendant au moins trois ans, l'intéressé doit, à l'issue du dernier congé, recommencer la totalité du stage qui est prévu par le statut particulier en vigueur.

Si l'interruption a duré moins de trois ans, l'intéressé ne peut être titularisé avant d'avoir accompli la période complémentaire de stage qui est nécessaire pour atteindre la durée normale du stage prévu par le statut particulier en vigueur.

Art. 31.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Justin ARAPARI.

DELIBERATION n° 98-189 APF du 19 novembre 1998 réglementant l'information du consommateur en matière de denrées alimentaires au moyen de l'étiquetage.

NOR : SAE9801719CL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 77-116 du 14 octobre 1977 portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 716 AE du 17 février 1977 réglementant l'affichage des prix de la viande chez les bouchers et les détaillants ;

Vu la décision n° 438 AE du 7 mars 1984 fixant le cadre général applicable au prix des œufs locaux dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 478 CM du 13 mai 1997 relatif aux conditions d'hygiène de la collecte et de la commercialisation des œufs ;

Vu l'avis du comité technique de coordination des contrôles institué par l'article 9 de l'arrêté n° 158 CM du 20 mai 1986, réuni le 16 juin 1998 ;

Vu l'arrêté n° 1442 CM du 5 novembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1437-98 APF/SQ du 6 novembre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 181-98 du 17 novembre 1998 de la commission de l'économie ;

Dans sa séance du 19 novembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Il est interdit de détenir en vue de la vente ou de la distribution à titre gratuit, de mettre en vente, de vendre ou de distribuer à titre gratuit des denrées alimentaires dont l'étiquetage ou la présentation ne sont pas conformes aux prescriptions de la présente délibération.

CHAPITRE I - Dispositions générales

Art. 2.— Au sens de la présente délibération, on entend par :

Denrée alimentaire : toute denrée, produit ou boisson destiné à l'alimentation de l'homme.

Denrée alimentaire préemballée : l'unité de vente constituée par une denrée alimentaire et l'emballage dans lequel elle a été conditionnée avant sa présentation à la vente, que cet emballage la recouvre entièrement ou partiellement, mais de telle façon que le contenu ne puisse être modifié sans que l'emballage subisse une ouverture ou une modification.

Etiquetage : les mentions, indications, marques de fabrique ou de commerce, images ou signes se rapportant à une denrée alimentaire et figurant sur tout emballage, document, écriteau, étiquette, bague ou collerette accompagnant ou se référant à cette denrée alimentaire.

Art. 3.— L'étiquetage et les modalités selon lesquelles il est réalisé ne doivent pas être de nature à créer une confusion dans l'esprit de l'acheteur ou du consommateur, notamment sur les caractéristiques de la denrée alimentaire et plus particulièrement sur la nature, l'identité, les qualités, la composition, la quantité, la durabilité, la conservation, l'origine ou la provenance, le mode de fabrication ou d'obtention.

L'étiquetage ne doit comporter aucune mention tendant à faire croire que la denrée alimentaire possède des caractéristiques particulières alors que toutes les denrées alimentaires similaires possèdent ces mêmes caractéristiques.

Sous réserve des dispositions applicables aux denrées destinées à une alimentation particulière ainsi qu'aux eaux minérales naturelles, l'étiquetage d'une denrée alimentaire ne doit pas faire état de propriétés de prévention, de traitement et de guérison d'une maladie humaine, ni évoquer ces propriétés.

Les interdictions ou restrictions prévues à cet article s'appliquent également à la présentation des denrées alimentaires, notamment à la forme ou à l'aspect donné à celles-ci ou

à leur emballage, au matériau d'emballage utilisé, à la manière dont elles sont disposées ainsi qu'à l'environnement dans lequel elles sont exposées.

Art. 4.— Toutes les mentions d'étiquetage prévues par la présente délibération doivent être facilement compréhensibles, rédigées en langue française, tahitienne ou anglaise. Elles sont inscrites à un endroit apparent et de manière à être visibles, clairement lisibles et indélébiles. Elles ne doivent en aucune façon être dissimulées, voilées ou séparées par d'autres indications ou images.

CHAPITRE II - Dispositions relatives aux denrées alimentaires préemballées

Section 1 - Mentions d'étiquetage

Art. 5.— Sans préjudice des dispositions relatives au contrôle métrologique, et nonobstant les dispositions déjà existantes concernant l'étiquetage et la présentation de certaines denrées alimentaires, l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées comporte, dans les conditions et sous réserve des dérogations prévues aux articles ci-dessous, les mentions obligatoires suivantes :

- 1) La dénomination de vente ;
- 2) La liste des ingrédients ;
- 3) La quantité nette ;
- 4) La date jusqu'à laquelle la denrée conserve ses propriétés spécifiques ainsi que l'indication des conditions particulières de conservation ;
- 5) Le nom ou la raison sociale et l'adresse de la personne physique ou morale responsable soit de la fabrication, soit du conditionnement, soit de la commercialisation de la marchandise ;
- 6) Le lieu d'origine ou de provenance, chaque fois que l'omission de cette mention est de nature à créer une confusion dans l'esprit de l'acheteur sur l'origine ou la provenance réelle de la denrée alimentaire ;
- 7) Le mode d'emploi chaque fois que son omission ne permet pas de faire un usage approprié de la denrée alimentaire ainsi que, le cas échéant, les conditions particulières d'utilisation, notamment les précautions d'emploi ;
- 8) Pour les boissons titrant plus de 1,2 % d'alcool en volume, la mention du titre alcoométrique volumique acquis ;
- 9) Pour les œufs, la date de conditionnement, annoncée par l'une des formules suivantes "emballé le ..." ou "conditionné le ...", suivie du jour et du mois ;
- 10) Le cas échéant, les autres mentions obligatoires prévues par les dispositions réglementaires relatives à certaines denrées.

Des arrêtés pris en conseil des ministres peuvent prescrire, en ce qui concerne certaines denrées alimentaires déterminées, une indication permettant d'identifier le lot de fabrication.

Art. 6.— 1) Lorsque les denrées alimentaires préemballées sont destinées à être présentées en l'état au consommateur, les mentions prévues à l'article 5 sont portées sur le préemballage ou sur une étiquette liée à celui-ci : celles énumérées aux 1, 3 et 4 dudit article sont regroupées dans le même champ visuel.

2) Lorsque les denrées alimentaires préemballées ne sont pas destinées à être présentées en l'état au consommateur, doivent être portées sur le préemballage ou sur une étiquette liée à celui-ci : l'indication du lot de fabrication lorsqu'elle est

prescrite, la date limite de consommation dans les conditions fixées à l'article 19, la dénomination de vente ainsi que les mentions prévues au 8 de l'article 5.

Les autres mentions peuvent ne figurer que sur les fiches, bons de livraisons ou documents commerciaux remis au destinataire de la marchandise et qui doivent être détenus sur les lieux d'utilisation.

3) Dans le cas des ventes par correspondance, les catalogues, brochures, prospectus ou annonces faisant connaître au consommateur les produits offerts à la vente et lui permettant d'effectuer directement sa commande doivent comporter les mentions prévues aux 1, 2, 3, 6 et 8 de l'article 5.

Art. 7.— Des arrêtés pris en conseil des ministres fixent, en tant que de besoin, les modalités pratiques d'application des articles 4 et 5.

Section 2 - Dénomination de vente

Art. 8.— La dénomination de vente d'une denrée alimentaire est celle fixée par la réglementation en vigueur en matière de répression des fraudes ou, à défaut, par d'autres réglementations ou par les usages commerciaux. En l'absence de réglementation ou d'usages, cette dénomination doit consister en une description de la denrée alimentaire et, si nécessaire, de son utilisation, suffisamment précise pour permettre à l'acheteur d'en connaître la nature réelle et de la distinguer des produits avec lesquels elle pourrait être confondue.

Dans tous les cas, la dénomination de vente doit être indépendante de la marque de commerce ou de fabrique ou de la dénomination de fantaisie.

La dénomination de vente comporte une indication de l'état physique dans lequel se trouve la denrée alimentaire ou du traitement spécifique qu'elle a subi, tel que notamment : en poudre, lyophilisé, surgelé, congelé, décongelé, pasteurisé, stérilisé, reconstitué, concentré, fumé, chaque fois que l'omission de cette indication est de nature à créer une confusion dans l'esprit de l'acheteur.

Pour ce qui concerne les viandes et abats n'ayant subi aucun traitement autre le parage et la conservation par le froid, la dénomination de vente consiste en l'indication du nom de l'espèce animale tenant compte de l'âge (veau, bœuf, porc, agneau, coquelet, lapin...) et de la dénomination du morceau (filet, rumsteack, gigot, entrecôte...).

Section 3 - Liste des ingrédients

Art. 9.— La liste des ingrédients est précédée de la mention "Ingrédients" ou sa traduction. On entend par ingrédient toute substance, y compris les additifs, utilisée dans la fabrication ou la préparation d'une denrée alimentaire et qui est encore présente dans le produit fini, éventuellement sous une forme modifiée.

Les ingrédients sont désignés sous leur nom spécifique. Toutefois, les ingrédients dont la liste des catégories est fixée en annexe I doivent être désignés sous le nom de leur catégorie, suivi soit de leur nom spécifique, soit de leur identification conventionnelle prescrite par la numérotation de la Communauté économique européenne.

Les ingrédients dont la liste des catégories est fixée en annexe II peuvent être désignés sous le nom de leur catégorie au lieu de leur nom spécifique.

Art. 10.— Toutefois ne sont pas considérés comme ingrédients, au sens de l'article 9 :

- 1) Les constituants d'un ingrédient qui, au cours du processus de fabrication, auraient été temporairement soustraits pour être réincorporés ensuite en quantité ne dépassant pas la teneur initiale ;
- 2) Les additifs dont la présence dans une denrée alimentaire est uniquement due au fait qu'ils étaient contenus dans un ou plusieurs ingrédients de cette denrée et sous réserve qu'ils ne remplissent plus de fonction technologique dans le produit fini ;
- 3) Les auxiliaires technologiques ;
- 4) Les substances utilisées aux doses strictement nécessaires comme solvants ou supports pour les additifs ou les arômes.

Art. 11.— La liste des ingrédients est constituée par l'énumération de tous les ingrédients de la denrée alimentaire dans l'ordre décroissant de leur importance pondérale au moment de leur mise en œuvre.

Sont dispensées de l'indication de leurs ingrédients les denrées alimentaires suivantes :

- fruits et légumes frais, y compris les pommes de terre, qui n'ont pas fait l'objet d'un épluchage, coupage ou autre traitement similaire ;
- eaux gazeuses dont la dénomination fait apparaître cette caractéristique ;
- vinaigres de fermentation provenant exclusivement d'un seul produit de base et n'ayant subi l'adjonction d'aucun autre ingrédient ;
- fromage, beurre, laits et crèmes fermentés, dans la mesure où ces denrées n'ont subi l'adjonction que de produits lactés, d'enzymes et de cultures de micro-organismes, nécessaires à la fabrication ou que du sel nécessaire à la fabrication des fromages autres que frais ou fondus ;
- produits constitués d'un seul ingrédient ;
- agents d'aromatisation dont le support et les additifs devront être indiqués.

Art. 12.— Lorsque la dénomination de vente d'une denrée alimentaire ou son étiquetage fait référence à la présence ou à la faible teneur d'un ou plusieurs ingrédients qui sont essentiels pour les caractéristiques de cette denrée, leur quantité, minimale ou maximale, selon le cas, doit être indiquée, sauf s'ils ont été utilisés exclusivement à faible dose comme aromatisants. Cette quantité est exprimée en pourcentage ou, dans les cas fixés par arrêtés en conseil des ministres, en valeur absolue.

Cette mention doit être indiquée soit à proximité immédiate de la dénomination de vente, soit dans la liste des ingrédients.

Art. 13.— Lorsqu'un ingrédient d'une denrée alimentaire a été élaboré à partir de plusieurs ingrédients, ces derniers sont considérés comme ingrédients de cette denrée.

Les ingrédients utilisés sous une forme concentrée ou déshydratée et reconstitués pendant la fabrication peuvent être indiqués dans la liste des ingrédients en fonction de leur importance pondérale avant la concentration ou la déshydratation.

Lorsqu'il s'agit d'aliments concentrés ou déshydratés, auxquels il faut ajouter de l'eau, l'énumération peut se faire selon l'ordre des proportions dans le produit reconstitué, pourvu que la liste des ingrédients soit accompagnée d'une mention telle que "Ingrédients du produit reconstitué" ou "Ingrédients du produit prêt à la consommation" ou sa traduction.

Dans le cas de mélanges de fruits ou de légumes ou d'épices ou de plantes aromatiques, dont aucun ne prédomine en poids d'une manière significative, ces ingrédients peuvent être énumérés selon un ordre différent sous réserve que la liste des ingrédients soit accompagnée d'une mention telle que "En proportion variable" ou sa traduction.

L'eau ajoutée et les ingrédients volatiles sont indiqués dans la liste en fonction de leur importance pondérale dans le produit fini. La quantité d'eau ajoutée comme ingrédient dans une denrée alimentaire est déterminée en soustrayant de la quantité totale du produit fini la quantité totale des autres ingrédients mis en œuvre. Si cette quantité n'excède pas 5 % en poids du produit fini, la mention de l'eau n'est pas requise.

L'indication de l'eau n'est pas non plus exigée lorsque l'eau est utilisée lors du processus de fabrication, uniquement pour permettre la reconstitution dans son état d'origine d'un ingrédient utilisé sous forme concentrée ou déshydratée, ou lorsqu'elle sert de liquide de couverture qui n'est normalement pas consommé.

Art. 14.— Lorsqu'un ingrédient a été élaboré à partir de plusieurs autres, cet ingrédient composé peut figurer dans la liste des ingrédients sous sa dénomination, dans la mesure où celle-ci est prévue par la réglementation ou consacrée par l'usage, et à la place correspondant à son importance pondérale globale, à condition d'être immédiatement suivi de l'énumération de ses propres ingrédients.

Cette énumération n'est toutefois pas obligatoire lorsque l'ingrédient composé constitue une denrée pour laquelle la réglementation n'exige pas la liste des ingrédients ou lorsqu'il intervient pour moins de 25 % dans le produit fini, les additifs contenus dans l'ingrédient composé devant cependant toujours être indiqués, sauf s'ils répondent aux conditions prévues à l'article 10.

Section 4 - Quantité nette des denrées préemballées

Art. 15.— L'indication de la quantité nette est exprimée en unité de volume pour les produits liquides et en unité de masse pour les autres denrées en utilisant, selon le cas, le litre, le centilitre, le millilitre ou bien le kilogramme ou le gramme.

Toutefois, en ce qui concerne les crèmes glacées, ice-cream, glaces, glaces à la crème et les sorbets, l'indication de la quantité nette est exprimée en unité de volume.

Concernant les œufs, cette quantité est exprimée par le nombre d'œufs et la gamme de poids ou les termes correspondant à cette gamme. Chaque préemballage ne peut contenir que des œufs d'une même catégorie de qualité et de poids.

Art. 16.— Lorsqu'un préemballage est constitué de plusieurs préemballages contenant la même quantité du même produit, l'indication de la quantité nette est donnée en

mentionnant la quantité nette contenue dans chaque préemballage individuel et leur nombre total.

Art. 17.— L'indication de la quantité nette des denrées alimentaires préemballées n'est pas obligatoire pour :

- 1) les produits dont la quantité nette est inférieure à cinq grammes ou cinq millilitres, à l'exception toutefois des épices et plantes aromatiques ;
- 2) les produits de confiserie dont le poids net est inférieur à 20 grammes, traditionnellement vendus à la pièce ;
- 3) les confitures, gelées, marmelade de fruits, crèmes de pruneaux, crèmes de marrons et autres fruits à coque, confits de pétales ou de fruits confits et raisinés de fruits d'une quantité nette inférieure à 50 grammes ;
- 4) les fromages traditionnellement vendus à la pièce.

Art. 18.— Des arrêtés pris en conseil des ministres peuvent fixer les modes d'expression de la quantité selon la nature des denrées alimentaires ou dispenser certaines denrées de cette indication. Des arrêtés pris dans les mêmes formes peuvent également prévoir des modalités particulières d'expression de la quantité dans les cas de réunion d'emballages ou de préemballages.

Section 5 - Indication d'une date

Art. 19.— L'étiquetage comporte l'inscription, sous la responsabilité du conditionneur, d'une date jusqu'à laquelle la denrée conserve ses propriétés spécifiques dans des conditions appropriées.

Dans le cas des denrées microbiologiquement très périssables et qui, de ce fait, sont susceptibles après une courte période, de présenter un danger immédiat pour la santé humaine et dans le cas des denrées pour lesquelles la réglementation en matière de contrôle sanitaire fixe une durée de conservation, cette date est une date limite de consommation.

Dans les autres cas, cette date est une date limite d'utilisation optimale.

La date limite d'utilisation optimale est annoncée par la mention ou sa traduction : "A consommer de préférence avant..." lorsqu'elle comporte l'indication du jour, ou "A consommer de préférence avant fin..." dans les autres cas. Cette mention est suivie soit de la date elle-même, soit de l'indication de l'endroit où elle figure dans l'étiquetage.

Les denrées microbiologiquement très périssables définies ci-dessus portent la date limite de consommation annoncée par l'une des mentions ou leur traduction : "A consommer avant...", "A consommer avant la date figurant...", "A consommer jusqu'au..." ou "A consommer jusqu'à la date figurant..." suivie soit de la date elle-même, soit de l'indication de l'endroit où elle figure dans l'étiquetage.

Dans le cas où il existe une impossibilité d'inscrire l'une de ces formules, en raison notamment de la taille réduite de l'étiquetage, celle-ci pourra être remplacée par l'abréviation "D.L.C." ou "D.L.U.O." ou leur équivalent, suivant le cas.

La date est accompagnée, le cas échéant, par l'indication des conditions de conservation, notamment de la température à respecter, en fonction desquelles elle a été déterminée.

Art. 20.— La date limite de consommation et la date limite d'utilisation optimale se composent de l'indication en clair du jour, du mois et de l'année.

Toutefois, elles peuvent ne comprendre que l'indication :

- du jour et du mois lorsque la durabilité estimée n'excède pas trois mois ;
- du mois et de l'année lorsqu'elle est comprise entre trois mois et dix-huit mois ;
- de l'année lorsqu'elle est supérieure à dix-huit mois.

Des arrêtés pris en conseil des ministres fixent en tant que de besoin les modalités pratiques d'indication des dates mentionnées au présent article.

Art. 21.— Sont dispensées de l'indication d'une date limite les denrées alimentaires suivantes :

- Fruits et légumes frais, y compris les pommes de terre, qui n'ont pas fait l'objet d'un épluchage, coupage ou autre traitement similaire ;
- Vins, vins de liqueur, vins mousseux, vins aromatisés et produits similaires obtenus à partir de fruits autres que le raisin ;
- Boisson titrant 10 % ou plus en volume d'alcool ;
- Produits de la boulangerie ou de la pâtisserie qui, de par leur nature, sont consommés dans le délai de vingt-quatre heures après la fabrication ;
- Vinaigres ;
- Sel de cuisine ;
- Sucres à l'état solide ;
- Produits de confiserie consistant presque uniquement en sucres aromatisés et/ou colorés ;
- Gommages à mâcher ou chewing-gum et produits similaires à mâcher ;
- Huîtres, moules et autres coquillages vivants ;
- Doses individuelles de glaces alimentaires ;
- Sauces d'origine asiatique à base de soja, de poissons ou d'huîtres ;
- Œufs.

Art. 22.— Sans préjudice des peines prévues à l'article 21 de la délibération n° 77-116 du 14 octobre 1977, sont interdites la détention en vue de la vente, la mise en vente, la vente ou la distribution à titre gratuit des denrées alimentaires comportant une date limite de consommation, dès lors que cette date est atteinte.

Sont également interdites la détention en vue de la vente, la mise en vente, la vente ou la distribution à titre gratuit des denrées alimentaires entreposées dans des conditions non conformes à celles qui sont prescrites dans leur étiquetage.

CHAPITRE III - Dispositions relatives aux denrées alimentaires non préemballées

Art. 23.— Toute denrée alimentaire présentée non préemballée à la vente au consommateur final doit être munie sur elle-même ou à proximité immédiate, sans risque de confusion, d'une affiche, d'un écriteau ou de tout autre moyen approprié comportant la dénomination de vente dans les conditions prévues à l'article 8.

Pour ce qui concerne les viandes et abats n'ayant subi aucun traitement autre que le parage et la conservation par le froid, la dénomination de vente est complétée par le lieu d'origine.

Pour ce qui concerne les fruits et légumes, la dénomination de vente doit être complétée par le lieu d'origine ou de provenance. Toutefois, la mention "local" ou "importé" peut s'y substituer.

CHAPITRE IV - Sanctions et dispositions diverses

Art. 24.— Sont qualifiés pour procéder dans l'exercice de leurs fonctions à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions de la présente délibération les agents du service des affaires économiques.

Le Président du gouvernement peut désigner en outre des agents de l'administration d'une compétence particulière, qu'il soumissionne à cet effet.

Art. 25.— Le chapitre II de la présente délibération n'est pas applicable à l'étiquetage et à la présentation des denrées préemballées, livrées et destinées à être vendues directement par le fabricant le jour même de leur préparation. Toutefois, doivent figurer le nom ou la raison sociale et l'adresse de la personne physique ou morale responsable.

Art. 26.— Les infractions aux dispositions de la présente délibération sont passibles de contraventions de troisième classe.

Art. 27.— L'article 3 de l'arrêté n° 716 AE du 17 février 1977, l'article 6 de la décision n° 438 AE du 7 mars 1984 ainsi que les arrêtés n° 984 CM du 7 septembre 1990, n° 1213 CM du 7 novembre 1991 et n° 844 CM du 24 septembre 1993 sont abrogés.

Art. 28.— Les dispositions relatives à la liste des ingrédients (article 5-2) entreront en vigueur le 1er juillet 1999.

Art. 29.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et entrera en vigueur le 1er janvier 1999.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Justin ARAPARI.

ANNEXE I

*Liste des catégories d'ingrédients
qui doivent être désignés sous le nom de leur catégorie
suivi de leur nom spécifique ou de leur numéro C.E.E*

Colorant ;
Conservateur ;
Antioxygène ;
Emulsifiant ;
Épaississant ;
Gélifiant ;
Stabilisant ;
Exhausteur de goût ;
Acidifiant ;
Correcteur d'acidité ;
Antiagglomérant ;
Amidon modifié (1) ;
Poudre à lever ;
Agent d'enrobage ;
Sel de fonte (2).

(1) L'indication du nom spécifique ou du numéro C.E.E. n'est pas requise.

(2) Uniquement dans le cas où les fromages fondus et des produits à base de fromage fondu.

ANNEXE II

Liste des catégories d'ingrédients pour lesquels l'indication de la catégorie peut remplacer celle du nom spécifique

Catégories d'ingrédients	Désignation de la catégorie
Huiles raffinées autres que l'huile d'olive	"Huile", complétée : - par le qualificatif, selon le cas, "végétale" ou "animale" ou par l'indication de l'origine spécifique végétale ou animale ; - par la mention "hydrogénée" s'il a été fait usage d'un tel traitement, dès lors qu'il s'agit d'une huile végétale ou que l'origine spécifique végétale ou animale est indiquée
Graisses raffinées	"Graisse", complétée par le qualificatif selon le cas, "végétale" ou "animale" ou par l'indication de l'origine spécifique végétale ou animale
Lorsqu'il s'agit d'une denrée alimentaire essentiellement constituée de matières grasses, ou de sauces émulsionnées, l'indication de la catégorie suivie du nom spécifique de chacune des huiles ou graisses utilisées est obligatoire, ainsi que la mention "hydrogénée", lorsqu'il a été fait usage d'un tel traitement.	
Mélanges de farines provenant de deux ou de plusieurs espèces de céréales	"Farine" suivie de l'énumération des espèces de céréales dont elle provient par ordre d'importance pondérale décroissant
Amidon et féculés natifs et amidons et féculés modifiés par voie physique ou enzymatique	Amidon, fécule
Toute espèce de poisson lorsque le poisson constitue un ingrédient d'une autre denrée alimentaire et sous réserve que la dénomination et la présentation de cette denrée ne se réfèrent pas à une espèce de poisson	Poisson
Toute espèce de viande de volaille lorsque cette viande constitue un ingrédient d'une autre denrée alimentaire et sous réserve que la dénomination et la présentation de cette denrée ne se réfèrent pas à une espèce précise de viande de volaille	Viande de volaille
Toute espèce de fromage lorsque le fromage ou un mélange de fromages constitue un ingrédient d'une autre denrée alimentaire et sous réserve que la dénomination et la présentation de cette denrée ne se réfèrent pas à une espèce précise de fromage	Fromage
Toutes épices et leurs extraits n'excédant pas 2 % en poids de la denrée	Epice(s) ou mélange d'épices
Toutes plantes ou parties de plantes aromatiques n'excédant pas 2 % en poids de la denrée	Plante(s) aromatique(s) ou mélange de plantes aromatiques
Toutes préparations de gommes utilisées dans la fabrication de gomme base pour les gommes à mâcher	Gomme base
Chapelure de toute origine	Chapelure
Toutes catégories de saccharose	Sucre
Dextrose anhydre ou monohydraté	Dextrose
Sirop de glucose et sirop de glucose déshydraté	Sirop de glucose
Caséinâtes de toute nature	Caséinâtes
Beurre de cacao de pression, d'expeller ou raffiné	Beurre de cacao
Tous fruits confits n'excédant pas en poids 10 % de la denrée	Fruits confits

RECTIFICATIF à la délibération n° 98-189 APF du 19 novembre 1998.

A l'article 8, dernier alinéa, il faut lire : ... aucun traitement autre "que" le parage...

DELIBERATION n° 98-190 APF du 19 novembre 1998 portant approbation du compte financier de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95 205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1450 CM du 9 novembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1437-98 SG/APF du 6 novembre 1998 portant convocation des conseillers territoriaux en séance ;

Vu le rapport n° 173-98 du 17 novembre 1998 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 19 novembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de quatre cent trente-quatre millions quatre cent quarante-sept mille six cent vingt francs CP (434.447.620 F CFP) se décomposant ainsi :

1) Section de fonctionnement :	361.216.607 F CFP
2) Section d'investissement :	73.231.013 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de quatre cent trente-huit millions six cent quarante-deux mille cinq cent quinze francs CP (438.642.515 F CFP) se décomposant ainsi :

1) Section de fonctionnement :	313.766.342 F CFP
2) Section d'investissement :	124.876.173 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs pour l'exercice 1997 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I	Section II	Total
Recettes	361.216.607	73.231.013	434.447.620
Dépenses	<u>313.766.342</u>	<u>124.876.173</u>	<u>438.642.515</u>
Résultat	+ 47.450.265	- 51.645.160	- 4.194.895

Art. 4.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 98-191 APF du 19 novembre 1998 portant application des dispositions du chapitre II du titre II du livre I de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative à la durée du travail des personnels navigants sur les courriers long trajet des aéronefs long-courrier.

NOR : TLS9801807DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-7 AT du 17 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre II du titre II du livre I de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative à la durée du travail ;

Vu la délibération n° 91-9 AT du 17 janvier 1991 modifiée portant application des dispositions du chapitre IV du titre II du livre I de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative au repos hebdomadaire ;

Vu la lettre n° 1224 MEF du 13 octobre 1998 contenant demande d'avis des organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives sur le plan territorial, des organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives concernées et des entreprises de transport aérien de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1476 CM du 13 novembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1437-98 APF/SG du 6 novembre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 170-98 du 17 novembre 1998 de la commission des affaires sociales ;

Dans sa séance du 19 novembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— L'article 37 de la délibération n° 91-7 AT du 17 janvier 1991 modifiée est complété comme suit :

A la première phrase de l'article, il est ajouté les mots suivants :

“et au personnel navigant sur les courriers long trajet des aéronefs long-courrier”.

Art. 2.— La présente délibération fixe les modalités d'application du chapitre II du titre II du livre I de la loi du 17 juillet 1986 modifiée aux personnels navigants sur les courriers long trajet des aéronefs long-courrier.

Art. 3.— Pour l'application des dispositions de la présente délibération, il est donné une définition de différents vocables :

Année : année civile.

Activité : toute tâche qu'un personnel navigant (P.N.) assure à la demande de la compagnie.

Arrêt nocturne : toute période de neuf heures consécutives comprises entre 21 heures et 9 heures de l'escale considérée.

Astreinte : période définie pendant laquelle le P.N. n'a aucune activité assignée mais doit être à la disposition de la compagnie pour assurer une éventuelle activité.

Courrier : période d'activité aérienne qui consiste à effectuer un ou plusieurs services de vol entre deux repos à la base d'affectation. Cette période est définie en itinéraire, horaire et repos.

Courrier long trajet : un courrier donné est considéré comme une activité long trajet lorsque le voyage aérien répond à la définition du vol long courrier.

Décalage horaire : nombre d'heures, calculé par nombre de fuseaux horaires, séparant la base d'affectation de l'escale considérée ou entre deux escales.

Equipage de conduite de base : composition minimale requise par le règlement du transport aérien.

Equipage doublé : équipage de conduite de base augmenté d'un nombre équivalent de membres d'équipage pour la fonction de pilotage. Ces membres doivent posséder les mêmes licences et qualifications que les membres d'équipage qu'ils viennent doubler. L'équipage dispose d'un poste de repos adéquat.

Equipage renforcé : équipage de conduite de base, augmenté d'un membre d'équipage, permettant à un membre d'équipage de quitter son poste et d'être remplacé par un autre membre d'équipage de conduite possédant les mêmes licences et la qualification de type de l'aéronef concerné. L'équipage dispose d'un poste de repos adéquat.

Escale : arrêt technique ou commercial au cours d'un courrier.

Etape : temps de vol à l'intérieur d'une période de vol entre 2 escales.

Jour : période calendaire comprise entre 0 h et 24 h (par décompte en temps universel).

Jour local : période allant de 0 h à 24 h en heure locale.

Jour d'inactivité : période comprise entre 0 h et 24 h, heure locale de la résidence d'affectation. Il peut inclure tout ou partie d'un temps d'arrêt à la résidence d'affectation.

Mise en place : tout déplacement d'un P.N. quel que soit le moyen de transport, à l'initiative de la compagnie, effectué en passager et rendu nécessaire pour l'exécution d'une activité.

Mois : mois civil.

Période de vol : la somme des temps de vol bloc entre deux temps d'arrêt successifs ou entre deux repos nocturnes ou entre un temps d'arrêt et un repos nocturne.

Personnel navigant : par abréviation P.N. : personnel de l'équipage de conduite titulaire des autorisations administratives l'autorisant à exercer sa fonction ; personnel de l'équipage commercial titulaire des autorisations administratives l'autorisant à exercer sa fonction.

Rapport du commandant de bord : rapport de commandant de bord consistant en un outil écrit permettant de mentionner les particularités de l'exploitation (irrégularités, dysfonctionnements, etc.).

Poste de repos adéquat : est soit une couchette à la disposition du P.N. dans une zone isolée des passagers (P.N.T.), soit un siège confortable permettant un repos (P.N.C.).

Repos / temps de repos : durée décomptée en heures locales ou en jours locaux d'inactivité attribuée périodiquement à la résidence d'affectation pendant laquelle le navigant vaque librement à des occupations personnelles.

Base d'affectation : endroit constituant la base normale d'affectation du P.N.

Semaine : période de sept jours consécutifs.

Temps de vol bloc : temps décompté depuis le moment où l'avion commence à se déplacer par ses propres moyens en vue de gagner l'aire de décollage jusqu'au moment où il s'immobilise à la fin de son roulage au sol.

Temps de service : période pendant laquelle le P.N. est à la disposition de la compagnie pour accomplir une activité qui lui est fixée.

Temps de service de vol : temps décompté depuis le moment où le membre d'équipage doit se présenter à la demande de l'exploitant pour effectuer une période de vol. La présentation s'effectue selon la nature des vols et les contraintes de la compagnie avec un minimum de 30 minutes.

Temps d'arrêt : le temps décompté pour un équipage déterminé depuis le moment où l'avion s'immobilise à la fin de la dernière étape jusqu'au moment où l'avion commence à se déplacer pour effectuer la première étape d'une nouvelle période de vol.

Temps d'arrêt du passager-service : temps minimum de repos que doit avoir le personnel navigant avant d'entreprendre un vol en fonctions après une mise en place.

Temps de repos post-courrier : temps de repos attribué depuis la fin du temps d'absence d'un courrier sans possibilité de report ni de réduction.

Temps d'absence : temps compté depuis le début jusqu'à la fin du temps de service de vol.

Trimestre : les périodes de calendrier commençant respectivement les 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et 1er octobre.

Vol long courrier : voyage aérien qui éloigne un membre d'équipage d'un aéronef de plus de trois mille milles nautiques de sa base d'affectation ou dont l'itinéraire préétabli comporte, entre deux escales consécutives, un parcours supérieur à mille deux cents milles nautiques.

Tous les temps ci-dessus s'entendent en heures programmées.

Art. 4. — Pour les personnels navigants sur les courriers long trajet des aéronefs long-courrier, il est admis qu'à la durée de travail effectif prévue à l'article 24 de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée, correspond une durée mensuelle moyenne de vol de soixante-quinze (75) heures réparties sur l'année.

Sauf dérogation prévue à l'article 10 ci-dessous, la durée de vol de ces personnels navigants ne peut excéder dans un mois considéré isolément quatre-vingt-quinze (95) heures, celle effectuée dans deux mois civils consécutifs cent quatre-vingts (180) heures, celle effectuée dans trois mois civils consécutifs deux cent cinquante-cinq (255) heures, par semestre civil cinq cent dix (510) heures et neuf cents (900) heures par an.

Pour l'application de l'alinéa précédent, la limitation mensuelle de 95 heures doit être respectée aussi bien entre le premier et le dernier jour de chaque mois civil qu'entre le 16 d'un mois civil et le 15 du mois suivant.

Art. 5.— Le personnel navigant sur les courriers long trajet des aéronefs long-courrier bénéficie, à sa base d'affectation, d'un minimum de sept (7) jours d'inactivité par mois et de vingt-quatre (24) jours d'inactivité par trimestre. Au cours d'un mois, il est attribué au minimum trois (3) jours d'inactivité consécutifs.

Art. 6.— La durée d'une période de vol ne peut excéder dix (10) heures dans un temps de service de vol de quatorze (14) heures, sauf exception visée à l'article 8 ci-après.

Lorsqu'un navigant affecté aux services d'un vol long courrier effectue un vol comme passager-service avant d'entreprendre un vol comme membre d'équipage, sans qu'entre ces deux vols, un temps d'arrêt d'au moins douze (12) heures lui ait été accordé, le temps de vol, correspondant à ce vol comme passager-service, est compté pour moitié et son temps de service de vol est compté intégralement pour l'application des maxima fixés au 1er alinéa.

La durée de temps de vol effectué comme passager-service n'est pas considérée comme un repos lorsque le déplacement est imposé par des nécessités de service.

Art. 7.— Lorsque la durée d'une période de vol est inférieure à dix (10) heures, le temps d'arrêt en escale est au minimum de douze (12) heures. Lorsqu'elle est supérieure ou égale à dix (10) heures, le temps d'arrêt en escale est au minimum de vingt-quatre (24) heures.

Le temps d'arrêt minimum est égal au temps de service en vol effectué avec un minimum de douze (12) heures. Lorsque la période de vol est supérieure à huit (8) heures, le temps d'arrêt à la base d'affectation est au minimum de trente-six (36) heures dont un arrêt nocturne normal.

Pour tout décalage horaire supérieur ou égal à six (6) heures entre la base d'affectation et l'escale la plus éloignée du courrier, quelle que soit la durée de la période de vol, le temps d'arrêt à la base d'affectation est au minimum de quarante-huit (48) heures dont deux arrêts nocturnes normaux.

Art. 8.— Lorsque la durée d'une période de vol est comprise entre dix (10) heures et treize (13) heures ou lorsque le temps de service en vol est compris entre quatorze (14) heures et seize (16) heures, l'équipage doit être renforcé.

Lorsque la durée d'une période de vol est supérieure à treize (13) heures ou lorsque le temps de service en vol est compris entre seize (16) heures et dix-huit (18) heures, l'équipage doit être doublé. Dans ce cas, il ne peut être effectué qu'un maximum de deux étapes.

Pour des périodes de vol programmées de plus de dix (10) heures au départ de la base d'affectation, le repos pré-courrier ne peut être inférieur à trente-six (36) heures à ladite base d'affectation.

En aucun cas, le temps de service de vol ne peut excéder dix-huit (18) heures.

Art. 9.— L'horaire de travail est établi par lignes, par groupe de lignes et par tronçons de lignes suivant le cas.

L'horaire de travail est dressé en temps universel coordonné et indique les heures auxquelles commence et finit chaque période de vol.

Toute modification de la répartition des heures de vol doit donner lieu avant sa mise en service à une rectification de l'horaire établi.

Dans le cas d'irrégularité d'exploitation, l'extension maximum du temps de service en vol est limitée à deux heures et la réduction maximum du temps de repos ne peut excéder deux heures. La décision appartient au commandant de bord qui doit satisfaire au respect de la sécurité. La justification de cette décision doit être réitérée par écrit, par le commandant de bord à la direction de la compagnie, au plus tard cinq (5) jours à partir du retour base.

Art. 10.— Il peut être dérogé aux limitations prévues à l'article 4 dans les conditions suivantes :

1 - Vols urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire :

- a) pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus, soit aux matériels, soit aux installations ;
- b) pour assurer le dépannage des aéronefs.

2 - Pour assurer l'achèvement d'un vol que des circonstances imprévues n'auraient pas permis d'effectuer dans les limites préétablies.

3 - Vols effectués dans l'intérêt de la sûreté ou de la défense nationale ou d'un service public d'Etat sur réquisition du haut-commissaire constatant la nécessité de la dérogation. Les limites sont à fixer par les autorités compétentes en matière d'aviation civile.

4 - Vols effectués dans l'intérêt général de la Polynésie française, sur réquisition de l'autorité compétente, constatant la nécessité de la dérogation. Les limites sont à fixer par les autorités compétentes en matière d'aviation civile.

Art. 11.— Les heures de vol effectuées en application des dérogations visées à l'article 10 ne peuvent avoir pour effet de porter la durée totale des heures de vol au-delà des maxima ci-après :

- dans le mois : cent dix (110) heures,
- dans une période de deux mois consécutifs : deux cent cinq (205) heures,
- dans une période de trois mois consécutifs : trois cents (300) heures,
- dans le semestre : cinq cent soixante-quinze (575) heures,
- dans l'année : neuf cent quatre-vingt-quinze (995) heures.

Art. 12.— Les heures de vol, effectuées en application des dérogations visées à l'article 10, comptabilisées par trimestre,

sont considérées à partir de la 256e heure comme heure exceptionnelle et donnent lieu à majoration de 25 % portant sur les éléments de la rémunération à l'exclusion des remboursements de frais.

Indépendamment du paiement trimestriel des heures supplémentaires, il est procédé en fin d'année à la comptabilisation des heures effectuées au cours des quatre trimestres.

Si le total des heures effectuées dépasse neuf cents (900), les heures faites en excédent, qui n'auraient pas donné lieu à paiement trimestriel, seront considérées comme heures supplémentaires et rémunérées dans les conditions fixées aux alinéas précédents.

Art. 13.— Toute infraction aux dispositions de la présente délibération donne lieu aux pénalités prévues à la section VII de la délibération n° 91-7 AT du 17 janvier 1991 relative à la durée du travail.

Art. 14.— Des arrêtés pris en conseil des ministres pourront préciser les modalités d'application de la présente délibération.

Art. 15.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 98-192 APF du 19 novembre 1998 suspendant, pendant une durée de 1 an, l'instruction des demandes d'autorisation de création d'officines dans les archipels des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, prévues aux articles 25 et 26 de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie.

NOR : DSP9801730DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 89-15 AT du 13 avril 1989 portant création du conseil territorial de la santé publique ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'arrêté n° 610 CM du 9 mai 1989 portant application de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'avis du 7 octobre 1998 du conseil territorial de la santé publique ;

Vu l'arrêté n° 1477 CM du 13 novembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1437-98 APF/SG du 6 novembre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 171-98 du 17 novembre 1998 de la commission des affaires sociales ;

Dans sa séance du 19 novembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Dans le cadre de la mise en œuvre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents de la Polynésie française, la présente délibération a pour objet de concourir à la maîtrise de l'évolution des dépenses pharmaceutiques.

A cet effet, le dépôt de dossier et l'instruction des demandes d'autorisation de création d'officines dans les archipels des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, tels que prévus aux articles 25 et 26 de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie, sont suspendus pendant une durée de 1 an à compter de la publication de la présente délibération.

Art. 2.— Pendant la période définie à l'article 1er ci-dessus, les dispositions des articles 25 et 27 de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie continuent à s'appliquer aux demandes de transfert d'officine.

Art. 3.— A l'issue de cette période, de nouvelles modalités d'examen des demandes de création et de transfert d'officines de pharmacie et une nouvelle définition des besoins en offres de soins pourront être précisées par délibération de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 4.— Les dispositions de l'article 1er de la présente délibération s'appliquent à toute demande d'autorisation, y compris les dossiers en cours d'instruction non assortis de l'ensemble des pièces justificatives.

Art. 5.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 98-193 APF du 19 novembre 1998 portant approbation du compte financier 1997 et affectation des résultats du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (C.T.R.D.P.)

NOR : ADP981714DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 83-120 AT du 28 juillet 1983 portant création d'un Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques, modifiée par la délibération n° 97-189 APF du 2 octobre 1997 ;

Vu la décision n° 1688 CG du 7 décembre 1983 relative à l'organisation et au fonctionnement du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (C.T.R.D.P.), ensemble les textes qui l'ont modifiée et notamment l'arrêté n° 1437 CM du 22 décembre 1997 ;

Vu l'arrêté n° 1473 CM du 12 novembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1437-98 SG/APF du 6 novembre 1998 portant convocation des conseillers territoriaux en séance ;

Vu le rapport n° 174-98 du 17 novembre 1998 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 19 novembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de 31.497.931 F CFP (*trente et un millions quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent trente et un francs CFP*) :

- Section de fonctionnement :	22.163.686 F CFP
- Section d'investissement :	<u>9.334.245 F CFP</u>
Total général :	31.497.931 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de 22.417.438 F CFP (*vingt-deux millions quatre cent dix-sept mille quatre cent trente huit-francs CFP*) :

- Section de fonctionnement :	17.663.132 F CFP
- Section d'investissement :	<u>4.754.306 F CFP</u>
Total général :	22.417.438 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du Centre territorial de recherche et des documentation pédagogiques pour l'exercice 1997 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- Recettes :	31.497.931 F CFP
- Dépenses :	<u>22.417.438 F CFP</u>
Résultats :	9.080.493 F CFP

Art. 4.— Le résultat créditeur de fonctionnement de l'exercice 1997 :

- Recettes :	22.163.686 F CFP
- Dépenses :	<u>17.663.132 F CFP</u>
Résultats :	4.500.554 F CFP

d'un montant de 4.500.554 F CFP (*quatre millions cinq cent mille cinq cent cinquante-quatre francs CFP*) est affecté au compte 110 "Report à nouveau".

Art. 5.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 98-194 APF du 19 novembre 1998 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1454 DRCL du 5 octobre 1998 du haut-commissaire de la République soumettant pour avis à l'assemblée de la Polynésie française le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements ;

Vu la lettre n° 1437-98 APF/SG du 6 novembre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 180-98 du 17 novembre 1998 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Dans sa séance du 19 novembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée de la Polynésie française émet un avis défavorable au projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

Art. 2.— Toutefois, si l'agrément du conseil des ministres était sollicité conformément aux dispositions de l'article 28 du statut du territoire, l'assemblée de la Polynésie française émet le souhait qu'il ne dispensera pas l'Etat étranger ou la partie dont l'investisseur est un ressortissant, de ses engagements envers le territoire par l'intermédiaire de la France, en ce qui concerne la garantie des investissements terrestres ou maritimes prévue à l'article 7 de l'accord susvisé.

Art. 3.— De même, dans le cadre de la protection réciproque des investissements, dont le principe est posé à l'article 5 de l'accord susvisé, l'assemblée de la Polynésie française émet le souhait que la France garantira le paiement de l'indemnité à laquelle donnent lieu toutes mesures de dépossession autres que l'expropriation par le territoire, frappant les nationaux et sociétés dont l'investissement sur le territoire de la Polynésie française aura reçu l'agrément du conseil des ministres.

Art. 4.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,
Robert TANSEAU.

DELIBERATION n° 98-197 APF du 27 novembre 1998 instituant une réduction d'impôt en faveur du parrainage des manifestations de l'an 2000.

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des impôts ;

Vu l'arrêté n° 1497 CM du 17 novembre 1998 soumettant un projet de délibération à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1501-98 APF/SG du 19 novembre 1998 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 184-98 du 24 novembre 1998 de la commission de l'économie ;

Dans sa séance du 27 novembre 1998,

Adopte :

Article 1er.— Il est ajouté au code des impôts un nouvel article ainsi rédigé :

"Réduction d'impôt en faveur du parrainage des manifestations de l'an 2000"

Art. 363 I.— 1. Les personnes passibles de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur les transactions bénéficient d'une réduction d'impôt pour toutes dépenses de parrainage, effectuées avant le 31 décembre 2000, d'un montant annuel égal ou supérieur à 20 millions de francs, effectuées au profit d'un organisme à but non lucratif fonctionnant conformément aux dispositions légales et statutaires qui le régissent, organisant dans le cadre des célébrations de l'an 2000 des manifestations de caractère culturel, sportif, éducatif, scientifique, artisanal ou agricole.

Le montant de la réduction d'impôt s'élève à 30 % du montant des dépenses. Elle ne peut excéder 2 % du chiffre d'affaires de l'exercice précédent.

2. Le bénéfice de la réduction d'impôt est subordonné aux conditions suivantes.

Le projet des manifestations doit être agréé par arrêté pris en conseil des ministres, sur demande présentée par l'organisateur.

Les dépenses doivent :

- être exposées dans l'intérêt direct de l'entreprise ou se rattacher à la gestion normale de celle-ci ;
- être proportionnées à la contrepartie attendue ;
- correspondre à une charge effective ;
- être appuyées par la fourniture d'une copie du contrat ou de la convention de parrainage conclu entre le contribuable et l'organisateur de la manifestation.

3. Cette réduction s'applique sur l'impôt établi au titre du seul exercice de l'engagement de la dépense, sur présentation de la copie du contrat ou de la convention de parrainage ainsi

que d'une attestation précisant les modalités du financement délivrée par l'organisateur.

4. Cet avantage est remis en cause, et l'impôt dont la réduction a été préalablement accordée devient immédiatement exigible, nonobstant le cas échéant l'expiration des délais de prescription, dans les circonstances suivantes :

- non-respect des conditions prévues par les dispositions du présent article ;
- tout manquement, par le contribuable qui a obtenu le crédit d'impôt, à ses obligations déclaratives prévues par le présent code, après avoir été mis en demeure par le service des contributions de régulariser sa situation.

Le montant de l'impôt à reverser est majoré des intérêts et pénalités de retard prévus par le présent code."

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Justin ARAPARI.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1504 CM du 23 novembre 1998 portant nomination de M. Christian Fourmont en qualité de directeur du Centre hospitalier territorial de Mamao.

NOR : CHT9601845AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 27 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1399 CM du 17 décembre 1997 portant nomination de M. Olivier Lafont en qualité de directeur du Centre hospitalier territorial de Mamao par intérim ;

Vu l'avis du conseil d'administration du Centre hospitalier territorial en sa séance du 17 novembre 1998 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 18 novembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— M. Christian Fourmont est nommé directeur du Centre hospitalier territorial de Mamao à compter du 1er mars 1999.

Art. 2.— Il est mis fin aux fonctions de M. Olivier Lafont en qualité de directeur du Centre hospitalier territorial de Mamoï par intérim à compter du 1er mars 1999.

Art. 3.— Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 1998.

Pour le Président absent :

Le vice-président,

Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre de la santé

et de la recherche,

Patrick Tahiaïa HOWELL.

ARRETE n° 1507 CM du 24 novembre 1998 fixant les règles sanitaires applicables aux produits de la pêche destinés à l'exportation vers l'Union européenne.

NOR : SDR9801822AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 583 S réglementant l'hygiène et la salubrité publiques dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération n° 77-116 du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1391 CM du 23 octobre 1998 relatif aux critères microbiologiques auxquels doivent satisfaire certaines denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 novembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté fixe les règles sanitaires spécifiques applicables aux produits de la pêche destinés à l'exportation vers l'Union européenne.

Art. 2.— Aux fins du présent arrêté, on entend par :

1) *bateau de pêche* : un bateau armé pour la capture et la conservation des produits de la pêche, à bord duquel ceux-ci sont, éventuellement, manipulés pour la saignée, l'étéage, l'éviscération, l'enlèvement des nageoires, la réfrigération ou la congélation ;

2) *conditionnement* : l'opération qui réalise la protection des produits de la pêche par l'emploi d'une enveloppe ou d'un contenant au contact direct des produits et, par extension, cette enveloppe ou ce contenant ;

3) *conserve* : le procédé consistant à conditionner les produits dans des récipients hermétiquement fermés et à les soumettre à un traitement thermique suffisant pour détruire ou inactiver tous les micro-organismes qui pourraient proliférer, quelle que soit la température à laquelle le produit est destiné à être entreposé ;

4) *eau de mer propre* : l'eau de mer ou l'eau saumâtre ne présentant pas de contamination microbiologique, de substances nocives et/ou de plancton marin toxique en quantités susceptibles d'avoir une incidence sur la qualité sanitaire des produits de la pêche ;

5) *eau potable* : eau satisfaisant aux paramètres organoleptiques, physico-chimiques, microbiologiques et aux paramètres concernant les substances indésirables ou toxiques tels que définis à l'annexe IV du présent arrêté ;

6) *emballage* : l'opération qui consiste à placer dans un contenant des produits de la pêche conditionnés ou non, et, par extension, ce contenant ;

7) *envoi* : la quantité de produits de la pêche destinée à un ou plusieurs preneurs dans un pays destinataire et chargée dans un seul moyen de transport ;

8) *établissement* : tout local où des produits de la pêche sont préparés, transformés, réfrigérés, congelés, emballés ou entreposés. (Les halles de criée et les marchés de gros dans lesquels se fait exclusivement l'exposition et la vente en gros ne sont pas considérés comme des établissements.) ;

9) *lieux de vente en gros* : tous les lieux où les produits, sous quelque présentation que ce soit, sont exposés à la vente, mis en vente ou vendus en gros ou en demi-gros, notamment les lieux de débarquement équipés ou non de halles de criée et les marchés de gros ;

10) *lot* : la quantité de produits de la pêche obtenue dans des circonstances pratiquement identiques ;

11) *moyens de transport* : les parties réservées au chargement dans les véhicules automobiles, les véhicules circulant sur rails, les aéronefs, ainsi que les cales des bateaux ou les conteneurs pour le transport par terre, mer ou air ;

12) *navire-usine* : un navire à bord duquel les produits de la pêche subissent une ou plusieurs des opérations suivantes, obligatoirement suivies d'un conditionnement et éventuellement d'un emballage : filetage, tranchage, pelage, hachage, congélation, transformation. (Ne sont pas considérés comme navires-usines les navires de pêche qui ne pratiquent à bord que la congélation, dits navires-congélateurs, que cette opération soit ou non suivie d'un conditionnement ou emballage. Ne sont considérés ni comme navires de pêche ni comme navires-usines les navires conchylicoles.) ;

13) *produit congelé* : tout produit de la pêche qui a subi une congélation permettant d'obtenir une température à cœur d'au minimum - 18° C, après stabilisation thermique ;

14) *produit d'aquaculture* : tout produit de la pêche né en captivité ou capturé à l'état juvénile dans le milieu naturel dont la croissance est contrôlée par l'homme jusqu'à l'exportation vers l'Union européenne en tant que denrée alimentaire ;

15) *produit de la pêche* : tous les animaux ou parties d'animaux marins ou d'eau douce, y compris leurs œufs et laitiages, à l'exclusion des mammifères aquatiques ;

16) *produit frais* : tout produit de la pêche, entier ou préparé, y compris les produits conditionnés sous vide ou en atmosphère modifiée, qui n'ont subi aucun traitement en vue de leur conservation autre que la réfrigération ;

17) *produit préparé* : tout produit de la pêche qui a subi une opération modifiant son intégrité anatomique, telle que l'éviscération, l'étêtage, le tranchage, le filetage, le hachage, etc. ;

18) *produit transformé* : tout produit de la pêche qui a subi un procédé chimique ou physique tel que le chauffage, la fumaison, le salage, la dessiccation, le marinage, etc., appliqué aux produits réfrigérés ou congelés associés ou non à d'autres denrées alimentaires, ou à une combinaison de ces différents procédés ;

19) *réfrigération* : le procédé consistant à abaisser la température des produits de la pêche de manière qu'elle soit voisine de celle de la glace fondante.

Art. 3.— Pour pouvoir être exportés vers l'Union européenne, les produits de la pêche capturés dans le milieu naturel doivent avoir été soumis aux conditions suivantes :

a) ils doivent :

- avoir été capturés et éventuellement manipulés pour la saignée, l'étêtage, l'éviscération et l'enlèvement des nageoires, réfrigérés ou congelés, à bord des bateaux de pêche conformément aux règles d'hygiène fixées par le chapitre I de l'annexe I ; les navires équipés pour la réfrigération en eau de mer refroidie ou les navires-congélateurs utilisés à cette fin doivent être enregistrés suivant l'article 14 ;
- avoir, le cas échéant, été manipulés dans des navires-usines agréés conformément à l'article 14, dans le respect des exigences du chapitre II de l'annexe I.

b) pendant et après le débarquement, ils doivent avoir été manipulés conformément au chapitre III de l'annexe I, et en tout état de cause dans des halles de criée ou des marchés de gros enregistrés selon l'article 14 ;

c) ils doivent avoir été manipulés et, le cas échéant, emballés, préparés, transformés, congelés, décongelés ou entreposés, de façon hygiénique, dans des établissements agréés suivant l'article 14, dans le respect des exigences des chapitres IV et V de l'annexe I.

Par dérogation à l'annexe I chapitre III point 2, le chef du département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire peut autoriser le transvasement des produits frais de la pêche à quai dans des récipients destinés à être expédiés immédiatement dans un établissement agréé ou une halle de criée ou un marché de gros enregistré(e) pour y être contrôlés à l'arrivée ;

d) ils doivent avoir été soumis par le département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire au contrôle sanitaire prévu par les dispositions du chapitre VI de l'annexe I ;

e) ils doivent avoir été emballés de manière conforme aux exigences du chapitre VII de l'annexe I ;

f) ils doivent avoir été munis d'une identification, conformément au chapitre VIII de l'annexe I ;

g) ils doivent avoir été entreposés et transportés dans des conditions d'hygiène satisfaisantes conformément au chapitre IX de l'annexe I.

Art. 4.— Les navires-usines et les établissements élaborant des produits de la pêche destinés à l'exportation vers l'Union européenne doivent faire l'objet d'un auto contrôle sanitaire dont les modalités sont définies à l'annexe II.

Art. 5.— L'exportation vers l'Union européenne des produits d'aquaculture est soumise aux conditions suivantes :

- a) l'abattage doit intervenir dans des conditions d'hygiène appropriées. Les produits ne doivent pas être souillés de terre, de vase ou de fèces. S'ils ne sont pas transformés directement après l'abattage, ils doivent être maintenus réfrigérés ;
- b) les produits doivent, en outre, satisfaire aux exigences de l'article 3 points c) à g).

Art. 6.— Les critères de fraîcheur des produits de la pêche sont définis à l'annexe III, intitulée "Barème de cotation de fraîcheur", et permettent aux professionnels d'effectuer l'examen organoleptique et la classification des produits par catégorie de fraîcheur.

Art. 7.— Les produits de la pêche destinés à être exportés vers l'Union européenne à l'état vivant doivent être constamment maintenus dans les meilleures conditions de survie.

Art. 8.— Les navires équipés pour la réfrigération en eau de mer refroidie sont enregistrés dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 9 et 14 pour les navires-congélateurs.

Cette disposition ne s'applique pas aux bateaux disposant de conteneurs amovibles qui, sans préjudice du point 5 deuxième phrase du chapitre I de l'annexe I, n'exercent pas régulièrement les opérations de conservation des poissons en eau de mer refroidie.

Art. 9.— Tout armateur d'un navire-congélateur ou son représentant qui désire exporter ses produits vers l'Union européenne doit adresser au ministère chargé de l'agriculture (département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire) une demande d'enregistrement sanitaire.

Cette demande comporte les indications suivantes :

- l'identité ou la raison sociale, le domicile ou le siège social du déclarant ;
- les principales caractéristiques de l'unité ;
- la définition des produits finis ;
- le plan des installations où sont manipulés les produits de la pêche avec notice indiquant les lieux et l'équipement de travail, d'entreposage des produits bruts et finis et, le cas échéant, des conditionnements et emballages, ainsi que le circuit des denrées.

La demande d'enregistrement doit être renouvelée à chaque changement d'exploitant et lors de toute modification importante dans l'installation des lieux de travail et d'entreposage, leur aménagement, leur équipement et leur affectation.

Art. 10.— Tout armateur d'un navire-usine ou son représentant qui désire exporter ses produits vers l'Union européenne doit adresser au ministère chargé de l'agriculture (département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire) une demande d'agrément. Cette demande comporte les indications suivantes :

- l'identité ou la raison sociale, le domicile ou le siège social du déclarant ;
- les principales caractéristiques de l'unité ;
- la désignation du responsable de la qualité à bord comme prévue au chapitre II rubrique II point 1 de l'annexe I du présent arrêté ;
- la définition des produits finis ;
- le plan des installations où sont manipulés les produits de la pêche, avec notice indiquant les lieux et l'équipement de travail, d'entreposage des produits bruts et finis et des conditionnements et emballages, ainsi que le circuit des denrées ;
- la documentation concernant la mise en œuvre des auto-contrôles et leur vérification.

La demande d'agrément doit être renouvelée à chaque changement d'exploitant et lors de toute modification importante dans l'installation des lieux de travail et d'entreposage, leur aménagement, leur équipement et leur affectation.

Art. 11.— Tout exploitant ou responsable d'une halle de criée ou d'un marché de gros de produits de la pêche destinés à l'exportation vers l'Union européenne doit adresser au ministère chargé de l'agriculture (département qualité alimentaire et de l'action vétérinaire) une demande d'enregistrement sanitaire.

Cette demande comporte les indications suivantes :

- la raison sociale, le siège, la composition et les responsables des entités propriétaires et des entités chargées de l'exploitation ;
- la liste des utilisateurs et le type de relation avec ces entités.

La demande doit en outre être accompagnée :

- a) d'un plan des installations où sont manipulés les produits de la pêche, avec notice détaillée pour les installations communes indiquant les lieux et l'équipement pour le triage, l'exposition et l'entreposage, et pour le nettoyage et la désinfection des véhicules, des locaux et des emballages, ainsi que le circuit des produits destinés et non destinés à la consommation ;
- b) de la description du circuit d'approvisionnement en eau et, éventuellement, en glace, et du circuit d'élimination des eaux résiduaires ;
- c) d'une indication de l'importance moyenne des tonnages annuels et maximale des tonnages journaliers, transitant par les installations.

Cette demande doit être renouvelée lors de toute modification importante des installations, des gros équipements et de leur affectation.

Art. 12.— Tout responsable d'un établissement qui désire exporter ses produits vers l'Union européenne doit adresser au ministère chargé de l'agriculture (département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire) une demande d'agrément. Cette demande comporte les indications suivantes :

- a) pour les particuliers : l'identité et le domicile du demandeur, le siège de l'établissement, la désignation et la composition des produits finis ;
- b) pour les sociétés ou groupements de particuliers : la raison sociale, le siège social, la qualité du signataire, l'identité du responsable de la société ou du groupement, la désignation et la composition des produits finis.

La demande est accompagnée, en outre, d'un plan d'ensemble de l'établissement à l'échelle de 1/200 au minimum et d'une notice indiquant :

- la description détaillée des locaux affectés à la réception et à l'entreposage des matières premières, à l'entreposage des emballages et conditionnements, à la préparation des produits, au conditionnement et à l'emballage, à l'entreposage des produits finis, ainsi que le circuit des denrées ;
- la description du matériel utilisé ;
- la capacité de stockage des matières premières et des produits finis, ainsi que le tonnage de la production journalière prévue ;
- la documentation concernant la mise en œuvre des auto-contrôles et leur vérification.

La demande doit être renouvelée lors de toute modification importante dans l'installation des locaux, leur aménagement, leurs gros équipements ou leur affectation. Lors de simple changement d'exploitant, la demande ne comporte que les indications mentionnées aux points a) ou b) précités.

Art. 13.— Le ministère chargé de l'agriculture adresse copie des demandes d'enregistrement, des demandes d'agrément et de leurs renouvellements au ministère chargé de la mer pour consultation dans le domaine de ses compétences. Le chef du département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire s'assure que les établissements, les halles de criée, les marchés de gros, les navires-usines ou les navires-congélateurs concernés satisfont aux dispositions du présent arrêté.

Art. 14.— S'ils sont reconnus conformes, le ministère chargé de l'agriculture délivre :

- soit un numéro d'enregistrement aux navires-congélateurs, aux halles de criée et aux marchés de gros de produits de la pêche ;
- soit un numéro d'agrément aux navires-usines et aux établissements.

Ces numéros sont communiqués aux responsables concernés et, pour information, au ministère chargé de la mer.

Les navires-congélateurs, les navires-usines, les halles de criée, les marchés de gros et les établissements, enregistrés ou agréés, selon le cas, sont inscrits sur une liste officielle transmise à la Commission européenne.

Sauf cas de suspension ou de retrait d'agrément ou d'enregistrement, l'inscription a une durée de quatre ans renouvelable sur demande.

A défaut de respect d'une ou plusieurs des obligations auxquelles l'agrément ou l'enregistrement est subordonné, la suspension ou le retrait soit de l'agrément, soit de l'enregistrement est prononcé(e) par le ministère chargé de l'agriculture après consultation du ministère chargé de la mer dans le ressort de ses compétences.

Art. 15.— Les contrôles d'hygiène, de conformité et de salubrité ont lieu à bord des bateaux de pêche en tant que de besoin, et au moins une fois par an pour les navires inscrits sur la liste décrite dans l'article 14.

Ils ont lieu, si possible et si nécessaire, à l'occasion des visites annuelles auxquelles sont soumis les bateaux de pêche en application de la réglementation sur la sécurité maritime.

Art. 16.— Le présent arrêté abroge les dispositions de l'arrêté n° 719 CM du 10 juillet 1996 fixant les conditions d'agrément des navires-usines et des établissements traitant les produits de la pêche destinés à l'exportation vers la Communauté européenne. Il s'applique immédiatement, même aux navires-usines et établissements qui ont été précédemment agréés sur le fondement dudit arrêté.

Art. 17.— Le ministre de la santé et de la recherche, porte-parole du gouvernement, le ministre de l'agriculture et de l'élevage et le ministre de la mer et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 novembre 1998.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :
Le ministre de la santé et de la recherche,
Patrick HOWELL.

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage,
Patrick BORDET.

Le ministre de la mer et de l'artisanat,
Llewellyn TEMATAHOTOA.

ANNEXE I

CONDITIONS SANITAIRES APPLICABLES A LA FILIERE DE PRODUCTION DES PRODUITS DE LA PECHE

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS APPLICABLES AUX BATEAUX DE PECHE

I. Conditions générales d'hygiène applicables aux produits de la pêche à bord des bateaux de pêche

1.- Les parties des bateaux de pêche ou les récipients réservés à l'entreposage des produits de la pêche ne doivent pas contenir d'objets ou de produits susceptibles de transmettre aux denrées des propriétés nocives ou des caractères anormaux. Ces parties ou ces récipients doivent être constitués de façon à pouvoir être facilement nettoyés et de telle sorte que l'eau de fusion de la glace ne puisse séjourner au contact des produits de la pêche.

2.- Au moment de leur utilisation, les parties des bateaux de pêche ou les récipients réservés à l'entreposage des produits de la pêche doivent être en parfait état de propreté et, en particulier, ne pas pouvoir être souillés par le carburant utilisé pour la propulsion du bateau ou par les eaux sales des fonds du navire.

3.- Dès leur mise à bord, les produits de la pêche doivent être placés à l'abri des contaminations et être soustraits à

l'action du soleil ou de toute autre source de chaleur le plus tôt possible. Lorsqu'ils sont lavés, l'eau utilisée doit être soit de l'eau de mer propre, soit de l'eau douce d'une qualité telle qu'elle ne puisse nuire ni à leur qualité ni à leur salubrité. Lorsque l'éviscération est possible d'un point de vue technique et commercial, elle doit être pratiquée le plus rapidement possible après la capture.

4.- Les produits de la pêche sont manipulés et entreposés de façon à éviter qu'ils soient meurtris. L'utilisation d'instruments piquants est tolérée pour le déplacement de poissons de grande taille ou ceux présentant un risque de blessure pour le manipulateur, à condition que les chairs de ces produits ne soient pas détériorées.

5.- Les produits de la pêche, à l'exception des produits maintenus à l'état vivant, doivent être soumis à l'action du froid le plus rapidement possible après leur mise à bord. Toutefois, pour les bateaux de pêche où l'application du froid n'est pas réalisable d'un point de vue pratique, les produits de la pêche ne doivent pas être conservés à bord plus de huit heures.

6.- Lorsque la glace est utilisée pour la réfrigération des produits, elle doit être fabriquée avec de l'eau potable ou avec de l'eau de mer propre. Avant son utilisation, elle doit être entreposée dans des conditions ne permettant pas sa contamination.

7.- Le nettoyage des récipients, des instruments et des parties du bateau entrant en contact direct avec les produits de la pêche doit être effectué après déchargement de ces produits avec une eau potable ou une eau de mer propre.

8.- Lorsque les poissons sont étêtés et/ou éviscérés à bord, ces opérations doivent s'effectuer de manière hygiénique, les produits doivent être lavés abondamment au moyen d'eau potable ou d'eau de mer propre immédiatement après ces opérations. Les viscères et les parties pouvant constituer un danger pour la santé publique sont séparés et écartés des produits destinés à la consommation humaine. Les foies, les œufs et les laitances destinés à la consommation humaine sont conservés sous glace ou congelés.

9.- Les équipements utilisés pour l'éviscération, l'étêtage ou l'enlèvement des nageoires, les récipients, ustensiles et appareillages divers en contact avec les produits de la pêche sont constitués ou revêtus d'un matériau imperméable, impu-trescible, lisse, facile à nettoyer et à désinfecter. Au moment de leur utilisation, ils doivent être en parfait état de propreté.

10.- Le personnel affecté aux opérations de manipulation des produits de la pêche est tenu d'observer une bonne propreté vestimentaire et corporelle.

II. Conditions supplémentaires d'hygiène applicables aux bateaux de pêche conçus et équipés pour assurer une conservation des produits de la pêche à bord pendant plus de vingt-quatre heures (sauf à ceux équipés pour le maintien en vie des poissons, crustacés et mollusques sans autre moyen de conservation à bord)

1.- Les bateaux de pêche doivent être équipés de cales, de citernes ou de conteneurs pour l'entreposage des produits de la pêche à l'état réfrigéré ou congelé. Ces cales sont séparées du compartiment machine et des locaux réservés à l'équipage par des cloisons suffisamment étanches pour éviter toute contamination des produits de la pêche entreposés.

2.- Le revêtement intérieur des cales des citernes et des conteneurs est étanche, facile à laver et à désinfecter. Il est constitué d'un matériau lisse ou, à défaut, d'une peinture lisse entretenue en bon état et ne pouvant transmettre de substances nocives pour la santé humaine aux produits de la pêche.

3.- Les cales sont aménagées de telle sorte que l'eau de fusion de la glace ne puisse séjourner au contact des produits de la pêche.

4.- Les récipients utilisés pour l'entreposage des produits doivent pouvoir assurer leur conservation dans des conditions d'hygiène satisfaisantes et notamment permettre l'écoulement de l'eau de fusion de la glace. Au moment de leur utilisation, ils doivent être en parfait état de propreté.

5.- Les ponts de travail, l'équipement et les cales, les citernes et les conteneurs sont nettoyés après chaque utilisation. On utilisera à cet effet soit de l'eau potable, soit de l'eau de mer propre. Une désinfection, une désinsectisation ou une dératisation est réalisée chaque fois que cela est nécessaire.

6.- Les produits de nettoyage, désinfectants, insecticides ou toutes substances pouvant présenter une certaine toxicité sont entreposés dans des locaux ou des armoires verrouillées et sont utilisés sans risque de contamination des produits de la pêche.

7.- Lorsque les produits de la pêche sont congelés à bord, cette opération doit être réalisée dans les conditions fixées au chapitre II rubrique I point 4 de la présente annexe. Dans le cas d'une congélation en saumure, celle-ci ne doit pas constituer une source de contamination pour les poissons.

Toutefois, en raison des impératifs techniques liés à la méthode de congélation et à la manutention de ces produits, pour les poissons entiers congelés en saumure et destinés à la fabrication de conserves, des températures plus élevées, ne pouvant toutefois dépasser - 9° C, peuvent être tolérées.

8.- Les bateaux équipés pour la réfrigération des produits de la pêche dans l'eau de mer réfrigérée au moyen de la glace ou par des moyens mécaniques doivent satisfaire aux conditions suivantes :

a) les citernes doivent être équipées d'une installation adéquate pour le remplissage et le vidage de l'eau de mer et d'un système assurant une température homogène dans les citernes ;

a) les citernes doivent disposer d'un appareil pour enregistrer automatiquement la température dont la sonde est placée dans la partie de la citerne où la température est la plus élevée ;

c) le fonctionnement du système de citerne ou de conteneur doit assurer un taux de refroidissement qui garantit que le mélange de poissons et d'eau de mer atteint 3° C six heures au plus après le chargement et 0° C après seize heures au plus ;

d) les citernes, les systèmes de circulation et les conteneurs doivent être complètement vidés et nettoyés intensivement après chaque déchargement avec de l'eau potable ou de l'eau de mer propre ; le remplissage doit se faire avec de l'eau de mer propre ;

e) les enregistrements des températures des citernes doivent porter de façon claire la date et le numéro de la citerne. Ils doivent être conservés à la disposition du département QAAV.

9.- Les armateurs ou leurs représentants s'assurent que les membres d'équipage font l'objet d'un contrôle médical annuel. Ils doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour écarter du travail et de la manipulation des produits de la pêche les personnes susceptibles de les contaminer jusqu'à ce qu'il soit démontré que ces personnes sont aptes à le faire sans danger.

CHAPITRE II

CONDITIONS APPLICABLES AUX NAVIRES-USINES

I. Conditions concernant la construction et l'équipement

1.- Les navires-usines doivent disposer au moins :

- a) d'une aire de réception réservée à la mise à bord des produits de la pêche, conçue et disposée de façon à permettre de séparer des apports séquentiels. Cette aire de réception et ses éléments démontables doivent être aisément nettoyables. Elle doit être conçue de façon à protéger les produits de l'action du soleil ou des intempéries ainsi que de toute source de souillure ou de contamination ;
- b) d'un moyen d'acheminement des produits de la pêche, de l'aire de réception vers les lieux de travail, qui respecte les règles de l'hygiène ;
- c) des lieux de travail de dimensions suffisantes pour permettre de réaliser les préparations et les transformations des produits de la pêche dans des conditions d'hygiène convenables. Ils sont conçus et disposés de façon à éviter toute contamination des produits ;
- d) des lieux d'entreposage des produits finis de dimensions suffisantes, conçus de façon à pouvoir être facilement nettoyés. Si une unité de traitement des déchets fonctionne à bord, une cale séparée doit être destinée à l'entreposage de ces sous-produits ;
- e) d'un local d'entreposage du matériel d'emballage, séparé des locaux de préparation et de transformation des produits ;
- f) des équipements spéciaux pour évacuer soit directement à la mer, soit, si les circonstances l'exigent, dans une cuve étanche réservée à cet usage, les déchets et produits de la pêche impropres à la consommation humaine. Si ces déchets sont stockés et traités à bord en vue de leur assainissement, des locaux séparés doivent être prévus à cet usage ;
- g) d'une installation permettant l'approvisionnement en eau potable ou en eau de mer propre sous pression. L'orifice de pompage de l'eau de mer doit être situé à un emplacement tel que la qualité de l'eau pompée ne puisse être affectée par le rejet à la mer des eaux usées, des déchets et de l'eau de refroidissement des moteurs ;
- h) d'un nombre approprié de vestiaires, lavabos et cabinets d'aisance, ces derniers ne pouvant ouvrir directement sur les locaux où les produits de la pêche sont préparés, transformés ou entreposés. Les lavabos doivent être pourvus de moyens de nettoyage et d'essuyage répondant aux exigences de l'hygiène ; les robinets des lavabos ne doivent pas pouvoir être actionnés à la main.

2.- Dans les lieux où l'on procède à la préparation et à la transformation ou congélation/surgélation des produits de la pêche, il faut :

- a) un sol qui allie les qualités antidérapantes avec la facilité de nettoyage et de désinfection et qui soit pourvu de dispositifs permettant une évacuation facile de l'eau. Les structures et appareils fixés au sol doivent être munis d'anguillers de taille suffisante pour ne pas être obstrués par des déchets de poisson et laisser écouler l'eau facilement ;
- b) des parois et des plafonds faciles à nettoyer, en particulier au niveau des tuyaux, chaînes ou conduits électriques les traversant ;
- c) des circuits hydrauliques, lorsqu'ils sont nécessaires, qui soient disposés ou protégés de façon qu'une fuite éventuelle d'huile ne puisse contaminer les produits de la pêche ;
- d) une ventilation suffisante et, le cas échéant, une bonne évacuation des buées ;
- e) un éclairage suffisant ;
- f) des dispositifs pour le nettoyage et la désinfection des outils, du matériel et des installations ;
- g) des dispositifs pour le nettoyage et la désinfection des mains, dont les robinets ne doivent pas pouvoir être actionnés à la main et qui soient pourvus d'essuie-mains à usage unique.

3.- Les dispositifs et les outils de travail, comme par exemple les tables de découpe, les récipients, les bandes transporteuses, les machines à éviscérer, à fileter, etc, doivent être en matériaux résistant à la corrosion de l'eau de mer, faciles à nettoyer et à désinfecter et maintenus en bon état.

4.- Les navires-usines qui congèlent les produits de la pêche doivent disposer :

- a) d'une installation d'une puissance frigorifique suffisante pour soumettre les produits à un abaissement de température rapide permettant d'obtenir à cœur une température de -18°C ;
- b) des installations d'une puissance frigorifique suffisante pour maintenir dans les cales d'entreposage les produits de la pêche à une température à cœur de -18°C . Les cales d'entreposage doivent être munies d'un système d'enregistrement de la température placé de façon à pouvoir être consulté facilement. Les graphiques d'enregistrement sont gardés à la disposition des agents du département de la Qualité Alimentaire et de l'Action Vétérinaire (QAAV) au moins pendant la période de durabilité des produits.

II. Conditions d'hygiène concernant la manipulation et l'entreposage des produits de la pêche à bord

1.- Une personne qualifiée à bord du navire-usine doit être responsable de l'application de bonnes pratiques de fabrication des produits de la pêche. Elle doit être investie de l'autorité nécessaire pour faire respecter les prescriptions du présent arrêté. Elle tient à la disposition des agents du département QAAV le programme d'inspection et de vérification des points critiques appliqué à bord, un registre sur lequel sont consignées ses observations ainsi que les enregistrements thermiques éventuellement requis.

2.- Les conditions générales d'hygiène applicables aux locaux et aux matériels sont celles qui sont énoncées au chapitre IV point II. A de la présente annexe.

3.- Les conditions générales d'hygiène applicables aux personnels sont celles qui sont énoncées au chapitre IV point II. B de la présente annexe.

4.- Les opérations d'étêtage, d'éviscération et de filetage doivent s'effectuer dans les conditions d'hygiène énoncées au chapitre V points I, 2, I. 3 et I. 4 de la présente annexe.

5.- Les opérations de transformation des produits de la pêche effectuées à bord doivent l'être dans les conditions d'hygiène énoncées au chapitre V points III, IV et V de la présente annexe.

6.- Le conditionnement et l'emballage des produits de la pêche à bord doivent s'effectuer dans les conditions d'hygiène énoncées au chapitre VII de la présente annexe.

7.- L'entreposage des produits de la pêche à bord doit s'effectuer dans les conditions d'hygiène énoncées au chapitre IX points 1 et 2 de la présente annexe.

CHAPITRE III

CONDITIONS PENDANT ET APRES DEBARQUEMENT

1.- Le matériel de déchargement et de débarquement doit être constitué d'un matériau facile à nettoyer et doit être maintenu en bon état d'entretien et de propreté.

2.- Lors du déchargement et du débarquement, la contamination des produits de la pêche doit être évitée ; il doit notamment être assuré que :

- le déchargement et le débarquement sont effectués rapidement,
- les produits de la pêche sont placés sans retard dans un environnement protégé à la température requise en fonction de la nature du produit et, le cas échéant, mis sous glace dans les installations de transport, de stockage ou de vente ou dans un établissement,
- les équipements et les manipulations susceptibles de détériorer les parties comestibles de produits de la pêche ne sont pas autorisés.

3.- Les parties des halles de criée et des marchés de gros dans lesquelles les produits de la pêche sont exposés à la vente doivent :

- a) être couvertes et avoir des murs faciles à nettoyer ;
- b) avoir un sol imperméable, facile à laver et à désinfecter, et disposé de façon à permettre un écoulement facile de l'eau et avoir un dispositif permettant une évacuation hygiénique des eaux résiduaires ;
- c) être équipées d'installations sanitaires avec un nombre adéquat de lavabos et de cabinets d'aisance avec chasse d'eau. Les lavabos doivent être pourvus de moyens de nettoyage des mains, ainsi que d'essuie-mains à usage unique ;
- d) être bien éclairées pour faciliter le contrôle des produits de la pêche prévu au chapitre VI de la présente annexe ;
- e) lors de l'exposition ou l'entreposage des produits de la pêche, ne pas être utilisées à d'autres fins. Les véhicules émettant des gaz d'échappement susceptibles de nuire à la qualité des produits de la pêche ne doivent pas pouvoir pénétrer dans les halles. Les animaux indésirables ne doivent pas pénétrer dans les halles ;
- f) être régulièrement nettoyées, au moins à la fin de chaque vente. Les caisses doivent être nettoyées après chaque vente et rincées extérieurement et intérieurement, à l'eau potable ou avec de l'eau de mer propre ; si nécessaire, elles doivent être désinfectées ;
- g) être pourvues de pancartes d'interdiction de fumer, de cracher, de boire et de manger placées de façon visible ;

- h) pouvoir être fermées et maintenues fermées lorsque le chef du département QAAV l'estime nécessaire ;
- i) disposer d'une installation permettant l'approvisionnement en eau répondant aux conditions du chapitre IV point I.7 de la présente annexe ;
- j) disposer de conteneurs spéciaux étanches en matériau résistant à la corrosion et destinés à recevoir les produits de la pêche impropres à la consommation humaine ;
- k) dans la mesure où le département QAAV ne dispose pas de ses propres locaux sur place ou à proximité immédiate et en fonction des quantités exposées à la vente, comporter, pour les besoins dudit département, un local suffisamment aménagé, fermant à clé, et le matériel nécessaire à l'exercice des contrôles.

4.- Après le débarquement ou, le cas échéant, après la première vente, les produits de la pêche doivent être acheminés sans délai vers leur lieu de destination, dans les conditions énoncées au chapitre IX de la présente annexe.

5.- Toutefois, si les conditions indiquées au point 4 ne sont pas remplies, les halles dans lesquelles les produits de la pêche sont éventuellement entreposés avant leur exposition à la vente ou après la vente et dans l'attente de leur acheminement vers leur lieu de destination doivent disposer de chambres froides de capacité suffisante répondant aux conditions énoncées au chapitre IV point I.3 de la présente annexe. Les produits de la pêche doivent, dans ce cas, être entreposés à une température approchant celle de la glace fondante.

6.- Les conditions générales d'hygiène énoncées au chapitre IV point II - à l'exception du point B 1 a) - de la présente annexe s'appliquent *mutatis mutandis* aux halles où les produits de la pêche sont exposés à la vente ou entreposés.

7.- Les marchés de gros dans lesquels des produits de la pêche sont exposés à la vente ou entreposés sont soumis aux mêmes conditions que celles énoncées au présent chapitre points 3 et 5, ainsi qu'à celles énoncées au chapitre IV points I.4, I.10 et I.11 de la présente annexe.

Les conditions générales d'hygiène énoncées au chapitre IV point II de la présente annexe s'appliquent *mutatis mutandis* aux marchés de gros.

CHAPITRE IV

CONDITIONS GENERALES POUR LES ETABLISSEMENTS A TERRE

I. Conditions générales d'aménagement des locaux et d'équipement en matériel

Les établissements doivent comporter au moins :

1.- des lieux de travail de dimensions suffisantes afin que les activités professionnelles puissent s'y exercer dans des conditions d'hygiène convenables. Ces lieux de travail sont conçus et disposés de façon à éviter toute contamination du produit et à séparer nettement le secteur propre et le secteur souillé ;

2.- dans les lieux où l'on procède à la manipulation, à la préparation et à la transformation des produits visés :

- a) un sol en matériaux imperméables, facile à nettoyer et à désinfecter et disposé de façon à permettre un écoulement facile de l'eau ou pourvu d'un dispositif destiné à évacuer de l'eau ;

- b) des murs présentant des surfaces lisses faciles à nettoyer, résistantes et imperméables ;
- c) un plafond facile à nettoyer ;
- d) des portes en matériaux inaltérables, faciles à nettoyer ;
- e) une ventilation suffisante et, le cas échéant, une bonne évacuation des buées, fumées et odeurs ; les véhicules émettant des gaz d'échappement susceptibles de nuire à la qualité des produits ne doivent pas pouvoir pénétrer dans les établissements ;
- f) un éclairage suffisant ;
- g) un nombre suffisant de dispositifs pour le nettoyage et la désinfection des mains. Dans les locaux de travail et les toilettes, les robinets ne doivent pas pouvoir être actionnés à la main. Les dispositifs doivent être pourvus d'essuie-mains à usage unique ;
- h) des dispositifs pour le nettoyage des outils, du matériel et des installations ;

3.- dans les chambres froides où les produits de la pêche sont entreposés :

- le même aménagement que celui prévu au point 2 a), b), c), d) et f),
- le cas échéant, une installation d'une puissance frigorifique suffisante pour assurer le maintien des produits dans les conditions thermiques prévues par le présent arrêté ;

4.- des dispositifs appropriés de protection contre les animaux indésirables tels qu'insectes, rongeurs, oiseaux, etc. ;

5.- des dispositifs et des outils de travail tels que tables de découpe, récipients, bandes transporteuses et couteaux, en matériaux résistant à la corrosion, faciles à nettoyer et à désinfecter ;

6.- des conteneurs spéciaux, étanches, en matériaux résistant à la corrosion, destinés à recevoir des produits de la pêche non destinés à la consommation humaine et un local destiné à entreposer ces conteneurs quand ils ne sont pas évacués au minimum à l'issue de chaque journée de travail ;

7.- une installation permettant l'approvisionnement en eau potable, ou éventuellement en eau de mer propre ou rendue propre par un système d'épuration approprié, sous pression et en quantité suffisante. Toutefois, à titre exceptionnel, une installation fournissant de l'eau non potable est autorisée pour la production de vapeur, la lutte contre les incendies et le refroidissement des équipements frigorifiques, à condition que les conduites installées à cet effet ne permettent pas l'utilisation de cette eau à d'autres fins et ne présentent aucun risque de contamination des produits. Les conduites d'eau non potable doivent être bien différenciées de celles utilisées pour l'eau potable ou l'eau de mer propre ;

8.- un dispositif permettant une évacuation hygiénique des eaux résiduaires ;

9.- un nombre approprié de vestiaires dotés de murs et de sols lisses, imperméables et lavables, de lavabos et de cabinets d'aisance avec chasse d'eau. Ces derniers ne peuvent ouvrir directement sur les locaux de travail. Les lavabos doivent être pourvus de moyens de nettoyage des mains, ainsi que d'essuie-mains à usage unique ; les robinets des lavabos ne doivent pas pouvoir être actionnés à la main ;

10.- si la quantité de produits traités en nécessite la présence régulière ou permanente, un local suffisamment aménagé, fermant à clé, à la disposition exclusive du département QAAV ;

11.- des équipements appropriés pour le nettoyage et la désinfection des moyens de transport ;

12.- dans les établissements où sont maintenus des animaux vivants tels que les crustacés et les poissons, une installation appropriée permettant les meilleures conditions de survie, alimentée en eau ayant une qualité suffisante pour ne pas transmettre aux animaux des organismes ou des substances nuisibles.

II. Conditions générales d'hygiène

A. Conditions générales d'hygiène applicables aux locaux et aux matériels

1.- Le sol, les murs, le plafond et les cloisons, le matériel et les instruments utilisés pour le travail sur les produits de la pêche doivent être maintenus en bon état de propreté et d'entretien, de façon à ne pas constituer une source de contamination pour les produits.

2.- La destruction des rongeurs, des insectes et de toute autre vermine doit être systématiquement effectuée dans les locaux ou sur les matériels. Les raticides, insecticides, désinfectants ou toutes autres substances pouvant présenter une certaine toxicité sont entreposés dans des locaux ou armoires fermant à clé ; ils doivent être utilisés de manière à ne pas risquer de contaminer les produits.

3.- Les lieux de travail, les outils et le matériel ne doivent être utilisés que pour l'élaboration des produits destinés à l'exportation vers l'Union européenne. Toutefois, ils peuvent être utilisés pour l'élaboration simultanée, ou à des moments différents, d'autres produits alimentaires, après autorisation du chef du département QAAV.

4.- L'utilisation d'eau potable ou d'eau de mer propre est imposée pour tous les usages. Toutefois, peut être autorisée à titre exceptionnel l'utilisation d'eau non potable pour le refroidissement des machines, la production de vapeur ou la lutte contre les incendies, à condition que les conduites installées à cet effet ne permettent pas l'utilisation de cette eau à d'autres fins et ne présentent aucun risque de contamination des produits.

5.- Des détergents, désinfectants et substances similaires doivent être approuvés par le département QAAV et être utilisés de manière que l'équipement, le matériel et les produits ne soient pas affectés.

B. Conditions générales d'hygiène applicables au personnel

1.- Le plus parfait état de propreté est exigé de la part du personnel. En particulier :

- a) le personnel doit porter des vêtements de travail appropriés et propres ainsi qu'une coiffure propre enveloppant complètement la chevelure. Sont notamment concernées les personnes manipulant des produits de la pêche sujets à contamination ;
- b) le personnel affecté à la manipulation et à la préparation des produits de la pêche est tenu de se laver les mains au moins à chaque reprise du travail ; les blessures aux mains doivent être recouvertes par un pansement étanche ;
- c) il est interdit de fumer, de cracher, de boire et de manger dans les locaux de travail et d'entreposage des produits de la pêche.

2.- Les employeurs doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour écarter du travail et de la manipulation des produits de la pêche les personnes susceptibles de les contaminer jusqu'à ce qu'il soit démontré par présentation d'un certificat médical que ces personnes sont aptes à le faire sans danger.

Lors de l'embauche, toute personne affectée au travail et à la manipulation des produits de la pêche est tenue de prouver, par un certificat médical, que rien ne s'oppose à son affectation.

CHAPITRE V

CONDITIONS SPECIALES POUR LA MANIPULATION DES PRODUITS DE LA PECHE DANS LES ETABLISSEMENTS A TERRE

I. Conditions pour les produits frais

1.- Quand les produits réfrigérés, non conditionnés, ne sont pas distribués, expédiés, préparés ou transformés immédiatement après leur arrivée dans l'établissement, ils doivent être entreposés ou exposés dans des conditions permettant de maintenir les produits à une température conforme au présent arrêté. Lorsque de la glace est utilisée, un reglaçage doit être effectué aussi souvent que nécessaire ; la glace utilisée, avec ou sans sel, doit être fabriquée à partir d'eau potable ou d'eau de mer propre et entreposée hygiéniquement dans des conteneurs prévus à cet effet ; ces conteneurs doivent être maintenus propres et en bon état d'entretien. Les produits frais préemballés doivent être réfrigérés avec de la glace ou avec un appareil de réfrigération mécanique donnant les mêmes conditions de température.

2.- Les opérations telles que l'étêtage et l'éviscération, si elles n'ont pas été faites à bord, doivent s'effectuer de manière hygiénique ; l'éviscération doit être pratiquée le plus rapidement possible après le débarquement si elle est possible d'un point de vue technique et commercial ; les produits doivent être lavés abondamment au moyen d'eau potable ou d'eau de mer propre immédiatement après ces opérations.

3.- Les opérations telles que le filetage et le tranchage doivent s'effectuer de telle sorte que la contamination ou la souillure des filets et des tranches soit évitée et avoir lieu en un emplacement différent de celui utilisé pour l'étêtage et l'éviscération. Les filets et les tranches ne doivent pas séjourner sur les tables de travail au-delà du temps nécessaire à leur préparation et doivent être protégés des contaminations par un conditionnement approprié. Les filets et les tranches destinés à être vendus frais doivent être réfrigérés le plus vite possible après leur préparation.

4.- Les viscères et les parties pouvant constituer un danger pour la santé publique sont séparés et écartés des produits destinés à la consommation humaine.

5.- Les récipients utilisés pour la distribution ou l'entreposage des produits de la pêche frais doivent être conçus de telle sorte qu'ils assurent à la fois la protection contre la contamination et la conservation des produits dans des conditions d'hygiène satisfaisantes et qu'ils permettent notamment un écoulement facile de l'eau de fusion.

6.- À défaut d'un dispositif particulier mis en place en vue de l'évacuation continue des déchets, ceux-ci sont placés dans des récipients étanches munis d'un couvercle, faciles à nettoyer et à désinfecter. Les déchets ne doivent pas s'accumuler

dans les lieux de travail. Ils sont évacués soit en continu, soit chaque fois que les récipients sont pleins et au minimum à l'issue de chaque journée de travail dans les conteneurs ou dans le local visés au chapitre IV point I.6 de la présente annexe. Les récipients, conteneurs et/ou local réservés aux déchets sont soigneusement nettoyés et, en cas de besoin, désinfectés après chaque utilisation. Les déchets entreposés ne doivent pas constituer une source de contamination pour l'établissement ou de nuisance pour son entourage.

II. Conditions pour les produits congelés

1.- Les établissements doivent disposer :

- a) d'une installation d'une puissance frigorifique suffisante pour soumettre les produits à un abaissement de température rapide permettant d'obtenir les températures prévues par le présent arrêté ;
- b) des installations d'une puissance frigorifique suffisante pour maintenir dans les locaux d'entreposage les produits à une température ne pouvant être supérieure à celle prévue par le présent arrêté.

Toutefois, en raison des impératifs techniques liés à la méthode de congélation et à la manutention de ces produits, pour les poissons entiers congelés en saumure et destinés à la fabrication de conserves, des températures plus élevées, ne pouvant toutefois dépasser - 9° C, que celles prévues par le présent arrêté peuvent être tolérées.

2.- Les produits frais employés pour la congélation ou surgélation doivent satisfaire aux exigences du point I du présent chapitre.

3.- Les locaux d'entreposage doivent être munis d'un système d'enregistrement de la température placé de façon à pouvoir être consulté facilement. La partie thermosensible du thermomètre est placée dans la zone où la température est la plus élevée.

Les graphiques d'enregistrement sont gardés à la disposition des agents du département QAAV au moins pendant deux ans.

III. Conditions pour les produits décongelés

Les établissements qui procèdent à la décongélation doivent respecter les exigences suivantes :

1.- la décongélation des produits de la pêche doit être effectuée dans des conditions d'hygiène appropriées ; une contamination doit être évitée et un écoulement de l'eau de fusion doit être prévu.

Pendant la décongélation, la température des produits ne doit pas augmenter de façon excessive.

2.- après décongélation, les produits doivent être manipulés conformément aux conditions énoncées dans le présent arrêté. S'ils sont préparés ou transformés, les opérations en question doivent être effectuées dans les plus brefs délais. S'ils sont directement exportés vers l'Union européenne, une indication clairement visible concernant l'état décongelé du poisson doit figurer sur l'emballage, conformément à la réglementation européenne.

IV. Conditions pour les produits transformés

1.- Les produits frais, congelés ou décongelés utilisés pour la transformation doivent satisfaire aux exigences énoncées aux points I, II ou III du présent chapitre.

Lorsque des produits à base de viande sont élaborés en vue de leur incorporation dans des produits visés par le présent arrêté, ils doivent avoir été fabriqués dans un établissement satisfaisant aux conditions sanitaires européennes relatives aux produits de sa catégorie.

2.- Si un traitement destiné à inhiber le développement des micro-organismes pathogènes est appliqué, ou si ce traitement constitue un élément important pour assurer la conservation du produit, ce traitement doit être scientifiquement reconnu.

Le responsable de l'établissement doit tenir un registre comportant les traitements appliqués. Il importe, en fonction du type de traitement utilisé, d'enregistrer et de contrôler le temps et la température d'un traitement par la chaleur, la concentration en sel, le pH, le contenu en eau. Ces registres doivent être maintenus à la disposition du département QAAV pour une période qui doit être au moins égale à la période de conservation du produit.

3.- Les produits pour lesquels la conservation n'est garantie que pour une période limitée après application d'un traitement tel que le salage, la fumaison, la dessiccation ou le marinage, doivent être pourvus, sur l'emballage, d'une inscription clairement visible, indiquant les conditions d'entreposage.

En outre, les conditions énoncées ci-après doivent être respectées.

4.- Conserves

Pour la fabrication de produits de la pêche qui subissent une stérilisation dans des récipients hermétiquement fermés, il faut veiller à ce que :

- a) l'eau utilisée pour la préparation des conserves soit de l'eau potable ;
- b) le traitement thermique soit appliqué selon un procédé valable, défini selon des critères importants tels que la durée du chauffage, la température, le remplissage, la taille des récipients, etc., dont un registre doit être tenu. Le traitement appliqué doit être capable de détruire ou d'inactiver les germes pathogènes ainsi que les spores des micro-organismes pathogènes. L'appareillage de traitement thermique doit être muni de dispositifs de contrôle pour permettre de vérifier que les récipients ont bien subi un traitement valable par la chaleur. Le refroidissement des récipients après le traitement thermique doit être effectué avec de l'eau potable, sans préjudice de la présence d'éventuels additifs chimiques utilisés conformément aux bonnes pratiques technologiques pour empêcher la corrosion des appareillages et des conteneurs ;
- c) des contrôles supplémentaires par sondage soient effectués par le fabricant pour s'assurer que les produits transformés ont bien subi un traitement efficace, au moyen :
 - de tests d'incubation. L'incubation doit être effectuée à 37° C pendant 7 jours ou toute autre combinaison équivalente ;
 - d'examen microbiologiques du contenu des récipients en laboratoire ;
- d) la production journalière soit échantillonnée à des intervalles déterminés à l'avance, pour s'assurer de l'efficacité du sertissage ou de tout autre moyen de fermeture hermétique ;
- e) des contrôles soient effectués pour s'assurer que les récipients ne sont pas endommagés ;

f) tous les récipients ayant subi un traitement thermique dans des circonstances pratiquement identiques reçoivent une marque d'identification du lot, conformément à la réglementation européenne.

5.- Fumage

Les opérations de fumage doivent s'effectuer dans un local séparé ou en un emplacement particulier équipé, si nécessaire, d'un système de ventilation évitant que les fumées et la chaleur de la combustion n'affectent les autres locaux et emplacements où sont préparés, transformés ou entreposés les produits de la pêche.

a) Les matériaux utilisés pour la production de fumée pour le fumage du poisson doivent être entreposés à l'écart du lieu de fumage et doivent être employés de manière à ne pas contaminer les produits.

b) Le bois peint, vernis, collé ou traité est interdit pour la combustion et la production de fumée. L'emploi de résineux ainsi que de fours ou séchoirs à fioul est interdit lorsque les fumées de combustion sont amenées à être en contact avec les produits.

c) Après le fumage, les produits subissent un refroidissement rapide dans les meilleurs délais, en évitant tout phénomène de condensation à leur niveau. Les produits sont ensuite conditionnés et emballés puis maintenus à la température requise pour leur conservation jusqu'à l'exportation vers l'Union européenne.

6.- Salage

a) Les opérations de salage doivent s'effectuer dans des endroits différents et suffisamment écartés de ceux où s'effectuent les autres opérations.

b) Le sel employé pour le traitement des produits de la pêche doit être propre et être entreposé de façon que soient évitées les contaminations. Il ne doit pas être réutilisé.

c) Les cuves de saumurage doivent être construites de façon à éviter toute source de pollution pendant le saumurage.

d) La saumure ne doit pas constituer une source de contamination supplémentaire des produits.

e) Les cuves de saumurage et les aires de salage doivent être nettoyées avant l'emploi.

7.- Pulpe de poisson

La pulpe de poisson, obtenue par séparation mécanique des arêtes, doit être fabriquée dans les conditions suivantes :

- a) la séparation mécanique doit se faire sans délai indu après le filetage, à l'aide de matières premières exemptes de viscères et récoltées dans de bonnes conditions d'hygiène. Si du poisson entier est utilisé, il doit être éviscéré et lavé au préalable ;
- b) les machines doivent être nettoyées à de courts intervalles et au moins toutes les 2 heures ;
- c) le plus rapidement possible après sa fabrication, la pulpe doit être congelée ou incorporée dans un produit destiné à une congélation ou un traitement stabilisateur.

V. Conditions concernant les parasites

1.- Pendant la production et avant leur mise à la consommation humaine, les poissons et produits de poissons doivent être soumis à un contrôle visuel en vue de la recherche et de l'enlèvement des parasites visibles.

Les poissons manifestement parasités ou les parties de poissons manifestement parasitées qui sont enlevés ne doivent pas être exportés vers l'Union européenne.

2.- Les modalités du contrôle visuel des parasites sont les suivantes :

a) le contrôle visuel est exercé par sondage sur un nombre représentatif d'unités.

Les responsables des établissements à terre et les personnes qualifiées à bord des navires-usines déterminent en fonction de la nature des produits de la pêche, de leur origine géographique et de leur utilisation, l'amplitude et la fréquence des contrôles visés au point 1.

b) au cours de la production, le contrôle visuel du poisson éviscéré doit être exercé par les professionnels, sur la cavité abdominale et les foies et rogues destinés à la consommation humaine. Selon le système d'éviscération utilisé, le contrôle visuel doit être effectué :

- en cas d'éviscération manuelle, de façon continue par l'opérateur au moment de la séparation des viscères et du lavage ;
- en cas d'éviscération mécanique, par sondage exercé sur un nombre représentatif d'unités ne pouvant être inférieur à dix poissons par lot.

c) le contrôle visuel des filets ou des tranches de poisson doit être exercé par les professionnels pendant le parage après le filetage ou le tranchage. Lorsqu'un examen individuel n'est pas possible, en raison de la taille des filets ou des opérations de filetage, un plan d'échantillonnage doit être établi et tenu à la disposition des agents du département QAAV. Lorsque le mirage des filets est possible d'un point de vue technique, il devra être inclus dans le plan d'échantillonnage.

3.- Certains poissons et produits de poissons qui sont destinés à être consommés en l'état doivent, en outre, être soumis à un traitement par congélation à une température égale ou inférieure à - 20° C à l'intérieur du poisson pendant une période d'au moins 24 heures. Ce traitement par congélation doit être appliqué au produit cru ou au produit fini.

La liste des poissons et produits soumis à cette obligation est donnée au point 4.

4.- Les poissons et produits suivants sont soumis aux conditions énoncées au point 3 :

- a) poisson devant être consommé cru ou pratiquement cru ;
- b) les espèces qui doivent être traitées par un fumage à froid pendant lequel la température à l'intérieur du poisson est de moins de 60° C ;
- c) hareng mariné et/ou salé quand le traitement subi est insuffisant pour tuer les larves de nématodes.

Cette liste peut être modifiée, à la lumière de données scientifiques, et seront alors fixés les critères qui doivent permettre de définir les traitements considérés comme suffisants ou insuffisants pour détruire les nématodes.

5.- Les produits de la pêche visés au point 4 doivent, lors de leur exportation vers l'Union européenne, être accompagnés d'une attestation du fabricant indiquant le type de traitement auquel ils ont été soumis.

CHAPITRE VI

CONTROLE SANITAIRE ET SURVEILLANCE DES CONDITIONS DE PRODUCTION

I. Surveillance générale

1.- Les professionnels et le département QAAV soumettent à un contrôle sanitaire et à une surveillance les produits de la pêche destinés à l'exportation vers l'Union européenne ainsi que les bateaux de pêche, navires-usines, lieux de vente en gros et établissements exportant vers l'Union européenne.

2.- Le département QAAV veille à ce que les responsables des navires-usines et établissements exportant vers l'Union européenne prennent toutes les mesures nécessaires pour que, à tous stades de la production des produits de la pêche, les prescriptions du présent arrêté soient observées.

Les responsables tiennent à la disposition des inspecteurs le programme d'auto contrôles, de désinfection, de dératisation, de suivi médical et de formation hygiénique du personnel.

Les modalités d'application des auto contrôles sont définies dans l'annexe II. Ils sont fondés sur les principes suivants :

- identification des points critiques dans les navires-usines et établissements selon les procédés de fabrication utilisés ;
- définition et mise en œuvre de méthodes de surveillance et de contrôle de ces points critiques ;
- prélèvements d'échantillons pour analyse dans un laboratoire reconnu par le département QAAV, aux fins de contrôle des méthodes de nettoyage et désinfection et de vérification du respect des normes ;
- conservation d'une trace écrite ou enregistrée de façon indélébile des résultats des différents contrôles et tests précédents. Ces résultats doivent pouvoir, pendant deux ans au moins, être présentés à l'inspection.

Si les résultats des auto contrôles ou toute information dont disposent les responsables des navires-usines ou établissements révèlent l'existence ou permettent de soupçonner l'existence d'un risque sanitaire, ils en alertent sans délai le département QAAV et prennent sous contrôle officiel des mesures appropriées.

3.- Le département QAAV établit un système de contrôle et de surveillance aux fins de vérification du respect des prescriptions du présent arrêté.

Ce système de contrôle et de surveillance comporte notamment :

- a) un contrôle des bateaux de pêche, étant entendu que ce contrôle pourra être effectué lors du séjour dans les ports ;
- b) un contrôle destiné à vérifier les conditions du débarquement et de la première vente ;
- c) un contrôle des établissements à intervalles réguliers, destiné à vérifier en particulier que :

- les conditions d'agrément sont toujours remplies,
- les produits de la pêche sont manipulés proprement,
- les locaux, les installations et les instruments sont nettoyés correctement,
- l'hygiène du personnel est respectée,
- les marques sont appliquées de façon correcte ;
- d) un contrôle effectué sur les marchés de gros et dans les halles de criée ;
- e) un contrôle des conditions d'entreposage et de transport.

II. Conditions spécifiques

1.- L'exportation vers l'Union européenne des poissons vénéneux des familles suivantes est interdite : *Tetraodontidae*, *Molidae*, *Diodontidae* et *Canthigasteridae*.

2.- Contrôles organoleptiques

Chaque lot de produits de la pêche doit être présenté au département QAAV au moment du débarquement ou avant la première vente pour permettre de contrôler qu'ils sont propres à la consommation humaine. Cette inspection consiste en une évaluation organoleptique effectuée par échantillonnage.

Les produits de la pêche qui respectent les conditions de fraîcheur définies dans l'annexe III sont considérés comme remplissant les exigences organoleptiques nécessaires au respect des prescriptions du présent arrêté.

L'évaluation organoleptique est répétée après la première vente des produits de la pêche s'il s'avère que les exigences du présent arrêté n'ont pas été remplies ou quand cela est jugé nécessaire. Après la première vente, les produits de la pêche doivent satisfaire au moins aux exigences de fraîcheur les plus basses.

Si l'évaluation organoleptique montre que les produits de la pêche sont impropres à la consommation humaine, les mesures doivent être prises pour qu'ils soient retirés et dénaturés de telle sorte qu'ils ne puissent pas être réemployés pour la consommation humaine.

Si l'évaluation organoleptique révèle le moindre doute sur la fraîcheur des produits de la pêche, il peut être fait appel aux contrôles chimiques ou microbiologiques.

3.- Contrôles parasitaires

Avant leur exportation vers l'Union européenne, les poissons et produits de poissons doivent être soumis à un contrôle visuel par sondage en vue de la recherche de parasites visibles.

Les poissons manifestement parasités ou les parties de poissons manifestement parasitées qui sont enlevés ne doivent pas être exportés vers l'Union européenne.

Les modalités de ce contrôle sont fixées au chapitre V, point V.2 de la présente annexe.

4.- Contrôles chimiques

A. Histamine

Les poissons des familles suivantes : *Scombridae*, *Clupeidae*, *Engraulidae* et *Coryphaenidae* font l'objet d'un prélèvement d'échantillons en vue d'un examen de laboratoire pour le dosage de l'histamine, selon la procédure suivante :

Neuf échantillons sont prélevés sur chaque lot :

- la teneur moyenne ne doit pas dépasser 100 ppm,
- deux échantillons peuvent avoir une teneur dépassant 100 ppm mais n'atteignant pas 200 ppm,
- aucun échantillon ne doit avoir une teneur dépassant 200 ppm.

Toutefois, les poissons de ces familles qui ont subi un traitement de maturation enzymatique dans la saumure peuvent avoir des teneurs en histamine plus élevées mais ne dépassant pas le double des valeurs indiquées ci-dessus. Les examens doivent être effectués avec des méthodes fiables qui sont scientifiquement reconnues.

B. Contaminants présents en milieu aquatique

Les produits de la pêche ne doivent pas contenir dans leurs parties comestibles les contaminants présents en milieu aquatique, tels que les métaux lourds et les substances organohalogénées, à un taux tel que l'absorption alimentaire calculée dépasse les doses journalières ou hebdomadaires admissibles pour l'homme.

Un plan de surveillance est établi par le département QAAV pour le contrôle du taux de contamination des produits de la pêche par des contaminants.

Le cas du mercure est développé au point C ci-dessous.

C. Mercure

La teneur moyenne en mercure total est évaluée selon les modalités suivantes :

1) des plans d'échantillonnage sont fixés par le département QAAV pour les produits de la pêche frais ou congelés en tenant compte des catégories d'espèces suivantes :

a) Espèces

Requins (toutes espèces)
Thonidés (toutes espèces)
Espadon (*Xiphias gladius*)
Voilier (*Istiophorus platypterus*)
Marlin (*Makaira spp*)
Anguille (*Anguilla spp*)
Raies (*Raja spp.*)
Sabres (*Lepidopus caudatus*, *Aphanopus carbo*)

Le nombre minimal d'échantillons à prélever par lot pour cette catégorie d'espèces est de dix échantillons prélevés sur dix individus différents.

b) Autres espèces

Le nombre minimal d'échantillons à prélever par lot pour cette catégorie est de cinq échantillons prélevés sur cinq individus différents.

2) l'analyse est effectuée sur le mélange des échantillons finement homogénéisé pour obtenir la teneur moyenne en mercure.

En particulier, en cas de poissons des espèces de la catégorie a), hétérogènes en tailles, les échantillons prélevés doivent être représentatifs de la composition du lot.

3) la teneur moyenne en mercure total dans les parties comestibles des produits de la pêche ne doit pas dépasser 0.5 ppm de produit frais (0.5 milligramme par kilogramme de poids frais). Toutefois, cette teneur moyenne est portée à 1 ppm de produit frais (1 milligramme par kilogramme de poids frais) dans les parties comestibles des espèces de la catégorie a).

La teneur moyenne en mercure total sera revue lorsque de nouvelles doses hebdomadaires admissibles pour le mercure seront établies au niveau international.

D. Biotoxines marines

L'exportation vers l'Union européenne de produits de la pêche contenant des biotoxines telles que la ciguatoxine ou les toxines paralysantes des muscles est interdite.

5.- Contrôles microbiologiques

Des contrôles microbiologiques sont effectués sur les produits finis selon les critères microbiologiques définis dans l'arrêté n° 1391 CM du 23 octobre 1998 relatif aux critères microbiologiques auxquels doivent satisfaire certaines denrées alimentaires d'origine animale.

CHAPITRE VII

EMBALLAGE

1.- L'emballage doit être effectué dans des conditions hygiéniques satisfaisantes, de façon à éviter la contamination des produits de la pêche.

2.- Les matériaux d'emballage et les produits susceptibles d'entrer en contact avec les produits de la pêche doivent répondre à toutes les règles de l'hygiène, et notamment :

- ne pas pouvoir altérer les caractéristiques organoleptiques des préparations et des produits de la pêche,
- ne pas pouvoir transmettre aux produits de la pêche des substances nocives pour la santé humaine,
- être d'une solidité suffisante pour assurer une protection efficace des produits de la pêche.

3.- Le matériel d'emballage ne peut être réutilisé, exception faite de certains contenants particuliers en matériaux imperméables, lisses, résistants à la corrosion et faciles à nettoyer et à désinfecter, qui peuvent être réutilisés après nettoyage et désinfection. Le matériel d'emballage utilisé pour les produits frais maintenus sous glace doit permettre l'écoulement de l'eau de fusion de la glace.

4.- Le matériel d'emballage doit, avant son emploi, être entreposé dans un local séparé de l'aire de production ; il doit être protégé de la poussière et des contaminations.

CHAPITRE VIII

IDENTIFICATION

Il doit être possible de retrouver, à des fins d'inspection, l'origine des produits de la pêche exportés vers l'Union européenne par le marquage ou par le certificat sanitaire d'exportation.

A cet effet, les informations suivantes doivent figurer sur l'emballage ou, dans le cas d'un produit non emballé, sur le certificat sanitaire d'exportation :

- la mention « POLYNESIE FRANCAISE » ou « P.F. »,
- et selon le cas, le numéro d'enregistrement ou le numéro d'agrément prévus à l'article 14.

Ces mentions doivent être parfaitement lisibles et regroupées sur l'emballage à un endroit visible de l'extérieur sans qu'il soit nécessaire d'ouvrir ledit emballage, dans le cas d'un produit emballé.

CHAPITRE IX

ENTREPOSAGE ET TRANSPORT

1.- Les produits de la pêche doivent, lors de l'entreposage et du transport, être maintenus aux températures fixées dans le présent arrêté. En particulier :

- les produits de la pêche frais ou décongelés, ainsi que les produits de crustacés et de mollusques cuits et réfrigérés, doivent être maintenus à la température de la glace fondante,
- les produits de la pêche congelés, à l'exception des poissons congelés en saumure et destinés à la fabrication de conserves, doivent être maintenus à une température stable de - 18° C ou plus bas en tous les points du produit, avec éventuellement de brèves fluctuations, vers le haut, jusqu'à - 15° C maximum, pendant le transport,
- les produits transformés doivent être maintenus aux températures spécifiées par le fabricant.

2.- Lorsque les produits de la pêche congelés sont transportés d'un entrepôt frigorifique vers un établissement agréé pour y être décongelés dès leur arrivée, en vue d'une préparation et/ou transformation, et que la distance à parcourir est courte, n'excédant pas 50 km ou une heure de trajet, le département QAAV peut accorder une dérogation aux conditions du point 1 deuxième tiret.

3.- Les produits ne peuvent être entreposés ou transportés avec d'autres produits pouvant affecter leur salubrité ou les contaminer, sans qu'ils soient emballés de façon à assurer une protection satisfaisante.

4.- Les engins employés pour le transport des produits de la pêche doivent être construits et équipés de manière à assurer que les températures imposées par le présent arrêté peuvent être maintenues pendant la période de transport. Si de la glace est utilisée pour la réfrigération des produits, l'écoulement de l'eau de fusion doit être assurée afin d'éviter que cette eau séjourne au contact des produits. Le finissage des parois internes des moyens de transport doit être tel que la salubrité des produits de la pêche ne soit pas affectée. Les parois doivent être lisses et faciles à nettoyer et à désinfecter.

Les moyens de transport utilisés pour les produits de la pêche ne peuvent être utilisés pour le transport d'autres produits pouvant affecter ou contaminer les produits de la pêche, sauf si un nettoyage approfondi, suivi d'une désinfection, peuvent assurer une garantie de non-contamination des produits de la pêche.

6.- Les produits de la pêche ne peuvent pas être transportés dans des engins ou dans des conteneurs qui ne sont pas propres et qui auraient dû être désinfectés.

7.- Les conditions de transport de produits de la pêche exportés vers l'Union européenne à l'état vivant ne doivent pas avoir un effet négatif sur ces produits.

ANNEXE II

MODALITES D'APPLICATION DES AUTOCONTROLES SANITAIRES

CHAPITRE I

PRINCIPES GENERAUX

1.- Les autocontrôles visés à l'annexe I chapitre VI point 1.2 doivent comprendre l'ensemble des actions permettant d'assurer et de démontrer qu'un produit de la pêche réunit les conditions prévues par le présent arrêté. Cet ensemble d'actions doit correspondre à une démarche interne au navire-usine ou à l'établissement ; il doit être développé et mis en place par les personnes responsables dans chaque unité de production, ou sous leur direction, selon les principes décrits ci-dessous.

2.- Dans le cadre de la démarche interne, les navires-usines ou établissements peuvent utiliser des guides de bonnes pratiques établis par des organismes professionnels appropriés et acceptés par le département QAAV.

3.- Les responsables des navires-usines ou établissements doivent veiller à ce que l'ensemble du personnel concerné par l'auto contrôle reçoive une formation adaptée lui permettant de participer activement à sa mise en œuvre.

4.- Il est recommandé de suivre un modèle de démarche logique dont les principes suivants constituent les composants essentiels :

- identification des dangers, analyse des risques et détermination des mesures nécessaires pour leur maîtrise ;
- identification des points critiques ;
- établissement des limites critiques pour chaque point critique ;
- établissement de procédures de surveillance et de contrôle ;
- établissement des actions correctives devant être prises lorsque c'est nécessaire ;
- établissement de procédures de vérification et de révision ;
- établissement de documentations concernant toutes les procédures et les enregistrements.

Ce modèle, ou les principes sur lesquels il est fondé, devrait être utilisé avec la souplesse nécessaire à chaque situation.

CHAPITRE II

IDENTIFICATION DES POINTS CRITIQUES

Doivent être considérés comme point critique tout point, étape, ou procédure où un danger pour la sécurité alimentaire peut être évité, éliminé ou réduit à un niveau acceptable par une action de contrôle appropriée. Tous les points critiques utiles pour assurer le respect des prescriptions hygiéniques du présent arrêté doivent être identifiés.

Les points critiques sont spécifiques à chaque navire-usine ou établissement en fonction de ses matières premières mises en œuvre, de ses procédés de fabrication, de ses structures et équipements, de ses produits finis et de son système de commercialisation.

Pour l'identification des points critiques, il est recommandé de procéder successivement aux activités suivantes :

I.- Réunion d'une équipe pluridisciplinaire

Cette équipe, qui implique dans l'entreprise toutes les parties concernées par le produit, doit disposer de l'ensemble des connaissances spécifiques et de l'expertise appropriée au produit considéré, à sa production (fabrication, entreposage et distribution), à sa consommation et aux dangers potentiels qui y sont associés. Lorsque cela est nécessaire, cette équipe se fera appuyer par des personnes spécialisées en la matière, qui lui permettront de résoudre ses difficultés en matière d'évaluation et de maîtrise des points critiques.

Elle peut comprendre :

- un spécialiste en contrôle de qualité compétent pour apprécier les dangers biologiques, chimiques ou physiques liés à un groupe de produits particuliers ;
- un spécialiste de la production qui est responsable de/ou étroitement concerné par le procédé technique de fabrication du produit ;
- un technicien ayant une connaissance pratique du fonctionnement et de l'hygiène des équipements et matériels utilisés pour la fabrication du produit ;
- toute autre personne ayant des connaissances particulières en microbiologie, hygiène et technologie alimentaire.

Il est possible à une seule personne de tenir plusieurs de ces rôles dans la mesure où l'équipe dispose de toutes les informations nécessaires et où celles-ci sont utilisées pour s'assurer de la fiabilité du système d'auto contrôle mis en place.

Si une telle expertise n'est pas disponible au sein du navire-usine ou de l'établissement, elle devra être recherchée ailleurs (consultance, guides des bonnes pratiques, etc.).

II.- Description du produit

Une description complète du produit fini devrait être établie en termes de :

- composition (par exemple matières premières, ingrédients, additifs, etc.) ;
- structure et caractéristiques physico-chimiques (par exemple solide, liquide, gel, émulsion, Aw, pH, etc.) ;
- traitements (par exemple cuisson, congélation, séchage, salage, fumage, etc.) et modalités correspondantes ;
- conditionnement et emballage (par exemple hermétique, sous vide, sous atmosphère modifiée) ;
- durée de vie requise pendant laquelle le produit conserve ses qualités (date limite de consommation, date optimale de vente) ;
- instructions données pour l'utilisation ;
- critères microbiologiques ou chimiques officiels éventuellement applicables.

III.- Identification de l'utilisation attendue

L'équipe pluridisciplinaire devrait aussi définir l'usage normal ou prévu que le consommateur fera du produit ainsi que les groupes cibles de consommateurs auxquels le produit est destiné. Le cas échéant, on considérera en particulier l'adaptation du produit à son utilisation par certains groupes de consommateurs tels que collectivités, voyageurs, etc. et par des groupes de consommateurs sensibles.

IV.- Construction d'un diagramme de fabrication (description des conditions de fabrication)

Quelle que soit la présentation choisie, toutes les étapes de la fabrication, y compris les temps d'attente pendant ou

entre ces étapes, depuis l'arrivée des matières premières sur le navire-usine ou dans l'établissement jusqu'à l'exportation vers l'Union européenne du produit fini, en passant par les préparations, les traitements de fabrication, le conditionnement, l'emballage, l'entreposage et la distribution devraient être étudiées de façon séquentielle et présentées sous forme d'un diagramme détaillé complété par l'acquisition de suffisamment d'informations techniques.

Ces informations peuvent comprendre de façon non limitative :

- un plan des locaux de travail et des annexes ;
- la disposition et les caractéristiques des équipements ;
- la séquence de toutes les opérations (y compris l'incorporation des matières premières, ingrédients ou additifs, les temps d'attente pendant ou entre les étapes) ;
- les paramètres techniques des opérations (en particulier les paramètres de temps et de température y compris pour les temps d'attente) ;
- la circulation des produits (y compris les possibilités de contamination croisée) ;
- les séparations entre les secteurs propres et les secteurs souillés (ou entre des zones à haut risque et à bas risque), des données concernant les procédures de nettoyage et de désinfection ;
- l'environnement hygiénique du navire-usine ou de l'établissement ;
- les conditions d'hygiène et la circulation du personnel ;
- les conditions de stockage et de distribution des produits.

V.- Confirmation sur place du diagramme de fabrication

Après l'établissement du diagramme, l'équipe pluridisciplinaire devrait procéder à sa confirmation sur place pendant les heures de production. Toute déviation constatée conduit à une modification du diagramme pour le rendre conforme à la réalité.

VI.- Etablissement de la liste des dangers et des mesures nécessaires pour les maîtriser

En utilisant comme guide le diagramme de fabrication vérifié, l'équipe devrait :

- 1) dresser la liste de tous les dangers biologiques, chimiques ou physiques potentiels dont l'apparition peut être raisonnablement envisagée pour chaque étape (y compris l'acquisition et le stockage des matières premières et des ingrédients, les temps d'attente au cours de la fabrication).

Par danger, il faut entendre tout ce qui est susceptible de porter préjudice à la santé et qui entre dans le cadre des objectifs hygiéniques du présent arrêté. De façon plus spécifique, il peut s'agir de :

- la contamination (ou la recontamination) à un taux inacceptable, de nature biologique (micro-organismes, parasites), chimique ou physique, des matières premières, des produits intermédiaires ou des produits finis ;
- la survie ou la multiplication à des taux inacceptables de micro-organismes pathogènes et la génération à des taux inacceptables de corps chimiques dans les produits intermédiaires, les produits finis, la ligne de production ou son environnement ;
- la production ou la persistance à des taux inacceptables de toxines ou d'autres produits indésirables issus du métabolisme microbien.

Pour être inclus dans cette liste, les dangers doivent être tels que leur élimination ou leur réduction à des niveaux acceptables soit essentielle pour la production d'aliments sains.

2) considérer et décrire les mesures de maîtrise, lorsqu'elles existent, qui peuvent être appliquées à chaque danger.

Les mesures de maîtrise correspondent aux actions et activités qui peuvent être utilisées pour prévenir un danger, l'éliminer ou réduire son impact ou sa probabilité d'apparition à un niveau acceptable.

Plusieurs mesures de maîtrise peuvent être nécessaires pour maîtriser un danger identifié et plusieurs dangers peuvent être maîtrisés par une mesure de maîtrise. Par exemple, la pasteurisation ou la cuisson contrôlée peut donner la garantie d'une réduction suffisante du niveau à la fois des salmonelles et des listeria.

Les mesures de maîtrise doivent être étayées par des procédures et des spécifications détaillées pour garantir leur application effective. Par exemple, des programmes de nettoyage détaillés, des barèmes de stérilisation précis, des spécifications de concentration d'additifs.

VII.- Méthodologie pour l'identification des points critiques

L'identification d'un point critique pour la maîtrise d'un danger nécessite une démarche logique. Une telle approche peut être facilitée par l'utilisation d'un arbre de décision représenté ci-dessous (d'autres méthodes peuvent être utilisées, selon la connaissance et l'expérience de l'équipe).

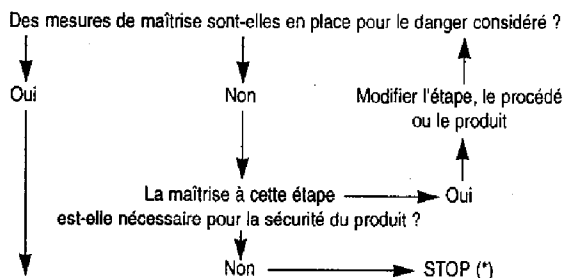
Pour l'utilisation de l'arbre de décision, on considérera successivement chaque étape de fabrication identifiée dans le diagramme de fabrication. A chaque étape, l'arbre de décision doit être appliqué à tout danger dont il est raisonnable d'envisager la survenue ou l'introduction et à toute mesure de maîtrise identifiées.

Le recours à l'arbre de décision doit être fait avec souplesse et bon sens en conservant une vue d'ensemble du procédé de fabrication afin d'éviter autant que possible une duplication inutile des points critiques.

Arbre de décision pour l'identification des points critiques pour la maîtrise

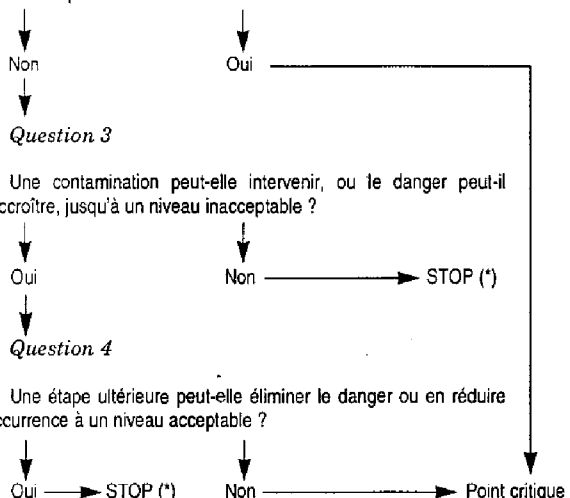
Répondre successivement à chaque question dans l'ordre indiqué, à chacune des étapes et pour chaque danger identifié.

Question 1



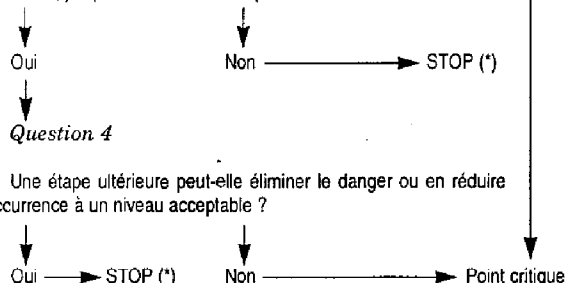
Question 2

Cette étape élimine-t-elle le danger ou en réduit-elle l'occurrence à un niveau acceptable ?



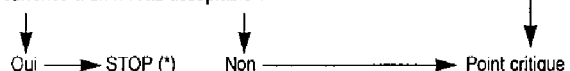
Question 3

Une contamination peut-elle intervenir, ou le danger peut-il s'accroître, jusqu'à un niveau inacceptable ?



Question 4

Une étape ultérieure peut-elle éliminer le danger ou en réduire l'occurrence à un niveau acceptable ?



(*) L'étape n'est pas un point critique. Passer à l'étape suivante.

VIII.- Suite à donner à l'identification d'un point critique

L'identification des points a deux conséquences pour l'équipe pluridisciplinaire qui devrait alors :

- s'assurer que des mesures de maîtrise appropriées ont été effectivement conçues et mises en place. En particulier, si un danger a été identifié à une étape où la maîtrise est nécessaire au regard de la salubrité du produit et qu'aucune mesure de maîtrise n'existe à cette étape, ni à aucune autre, il y aurait alors lieu de modifier le produit ou le procédé à cette étape, ou à une étape précédente ou à une étape suivante, pour introduire une mesure de maîtrise ;
- établir et mettre en œuvre un système de surveillance et de contrôle pour chaque point critique.

CHAPITRE III

ETABLISSEMENT ET MISE EN ŒUVRE DE LA SURVEILLANCE ET DU CONTRÔLE DES POINTS CRITIQUES

Un système de surveillance et de contrôle approprié est indispensable pour s'assurer de la maîtrise effective de chaque point critique.

La surveillance et le contrôle des points critiques comprend l'ensemble des observations et/ou les mesures pré-établies nécessaires pour s'assurer de la maîtrise effective de chaque point critique. La surveillance et le contrôle des points critiques n'inclut pas la vérification du respect de la conformité des produits finis avec les normes fixées par le présent arrêté.

Pour mettre en place un tel système, il est recommandé de procéder aux activités suivantes :

1. Etablissement des limites critiques pour chaque mesure de maîtrise associée à chaque point critique

Chaque mesure de maîtrise associée à un point critique doit donner lieu à la définition de limites critiques.

Les limites critiques correspondent aux valeurs extrêmes acceptables au regard de la sécurité du produit. Elles séparent l'acceptabilité de la non-acceptabilité. Elles sont exprimées pour des paramètres observables ou mesurables qui peuvent facilement démontrer la maîtrise du point critique ; elles devraient reposer sur des preuves établissant une relation avec la maîtrise du procédé.

Les paramètres peuvent être, par exemple, la température, le temps, le pH, la teneur en eau, la teneur en additif, en conservateur, en sel, des paramètres sensoriels tels que l'aspect ou la texture, etc.

Dans certains cas, afin de réduire le risque de dépasser les limites critiques en raison des variations dues au procédé, il peut être nécessaire de spécifier des niveaux plus rigoureux (niveaux cibles) pour s'assurer que les limites critiques seront respectées.

Les limites critiques peuvent être déduites de multiples sources. Lorsqu'elles ne sont pas reprises de textes réglementaires (par exemple la température de congélation) ou de guides de bonnes pratiques existants et validés, l'équipe devrait s'assurer de leur validité au regard de la maîtrise du danger identifié et des points critiques.

II. Etablissement d'un système de surveillance et de contrôle pour chaque point critique

Une partie essentielle de l'auto contrôle est un programme d'observations ou de mesures effectuées à chaque point critique pour s'assurer que les limites critiques qui ont été fixées ont bien été respectées. Ce programme devrait décrire les méthodes utilisées, la fréquence des observations et la procédure d'enregistrement.

De telles observations ou mesures doivent être de nature à permettre la détection d'une perte de maîtrise du point critique et fournir l'information en temps utile pour qu'une action corrective puisse être mise en place.

Les observations ou mesures peuvent être faites en continu ou périodiquement. Lorsque les observations ou les mesures sont périodiques à ce niveau de la chaîne de production, il est nécessaire d'établir une programmation des observations ou des mesures qui donne une information fiable.

Le programme de mesure et d'observation doit préciser clairement à chaque point critique pour la maîtrise :

- qui effectue la surveillance et le contrôle ;
- quand la surveillance et le contrôle sont effectués ;
- comment la surveillance et le contrôle sont effectués.

III. Etablissement d'un plan d'actions correctives

Les observations ou les mesures peuvent indiquer :

- que le paramètre surveillé tend à dépasser les limites critiques spécifiées, indiquant une tendance vers la perte de la maîtrise ; les mesures correctives appropriées pour maintenir la maîtrise doivent être prises avant l'apparition du danger ;
- que le paramètre surveillé a dépassé des limites critiques spécifiées, indiquant une perte de la maîtrise ; il est nécessaire de mettre en place des actions correctives destinées à retrouver une situation maîtrisée.

Ces actions correctives doivent être pré-établies par l'équipe pluridisciplinaire pour chaque point critique afin de pouvoir être appliquées sans hésitation dès qu'une déviation est observée.

Ces actions correctives devraient comprendre :

- l'identification de la (ou des) personne(s) responsable(s) de la mise en œuvre des actions correctives ;
- un descriptif des moyens et des actions à mettre en œuvre pour corriger la déviation observée ;

- les actions à prendre vis-à-vis des produits qui ont été fabriqués pendant la période de temps hors contrôle ;
- un enregistrement par écrit des mesures prises.

CHAPITRE IV

PRELEVEMENTS D'ECHANTILLONS

1.- Les prélèvements d'échantillons pour analyse de laboratoire sont effectués dans le but de confirmer que le système d'auto contrôle mis en place répond efficacement aux dispositions du présent arrêté.

2.- Les responsables des navires-usines ou établissements doivent prévoir un programme de prélèvement d'échantillons qui, sans être systématique pour chaque lot de fabrication, doit permettre :

- a) de valider le système d'auto contrôle à sa mise en place ;
- b) si nécessaire de revalider le système lors d'une modification des caractéristiques du produit ou du procédé de fabrication ;
- c) de s'assurer selon une périodicité déterminée que les dispositions mises en place sont toujours valables et correctement appliquées.

3.- La confirmation des systèmes d'auto contrôle intervient selon les dispositions figurant au chapitre V de la présente annexe.

CHAPITRE V

VERIFICATION DES SYSTEMES D'AUTOCONTROLE

La vérification des systèmes d'autocontrôle mis en place est nécessaire pour s'assurer qu'ils fonctionnent efficacement. L'équipe pluridisciplinaire doit spécifier les méthodes et les procédures à utiliser.

Les méthodes utilisables peuvent inclure en particulier des prélèvements d'échantillons pour analyse, des analyses ou des tests renforcés à certains points critiques, des analyses intensifiées sur les produits intermédiaires ou les produits finis, des enquêtes sur les conditions actuelles de stockage, distribution et vente et sur l'utilisation actuelle du produit.

Les procédures de vérification peuvent correspondre à l'inspection des opérations ; à la validation des limites critiques ; à l'examen des déviations, des actions correctives mises en œuvre et des dispositions prises à l'égard des produits affectés ; à l'audit du système d'autocontrôle et l'examen des enregistrements.

La vérification doit permettre la confirmation de la validité du système mis en place et de s'assurer ensuite, selon une périodicité appropriée, que les dispositions prévues sont toujours correctement appliquées.

De plus, il est nécessaire de prévoir de réviser le système afin de s'assurer qu'il reste (ou qu'il restera) toujours valable lors de modifications. Ces modifications peuvent comprendre par exemple :

- les matières premières ou le produit, les conditions de production (locaux et environnement, équipements, programme de nettoyage et de désinfection),
- les conditions de conditionnement, de stockage ou de distribution,
- l'utilisation attendue des consommateurs,
- toute information faisant apparaître l'existence d'un nouveau danger associé au produit.

Le cas échéant, cette révision donne lieu à une modification des dispositions prévues.

Toute modification en résultant apportée au système d'auto contrôle devrait être incorporée en totalité dans le système de documentation et d'enregistrements afin d'être certain de disposer d'une information mise à jour et fiable.

Lorsqu'il existe des critères définis réglementairement, ces critères servent de valeur de référence pour la vérification.

CHAPITRE VI

CONSERVATION D'UNE TRACE ECRITE OU ENREGISTREE

1.- Pour la conservation d'une trace écrite ou enregistrée, les responsables des navires-usines ou établissements doivent réunir une documentation reprenant l'ensemble des informations concernant la mise en œuvre des auto contrôles et leur vérification.

2.- La documentation prévue au paragraphe 1 doit comprendre deux types d'informations en vue de leur présentation au département QAAV :

- a) un document détaillé et complet comportant :
 - la description du produit,
 - la description du procédé de fabrication portant mention des points critiques,
 - pour chaque point critique, l'identification des dangers, l'évaluation des risques et des mesures prévues pour leur maîtrise,
 - les modalités de surveillance et de contrôle des points critiques avec l'indication des limites critiques pour les paramètres à maîtriser et des actions correctives prévues en cas de perte de la maîtrise,
 - les modalités de vérification et de révision.

Dans le cas prévu au chapitre I point 2 de la présente annexe, ce document peut être le guide de bonnes pratiques établi par l'organisme professionnel concerné ;

b) les enregistrements des observations et/ou mesures visées aux chapitres III et IV de la présente annexe, les résultats des opérations de vérification visées au chapitre V de la présente annexe, les rapports et relevés de décisions consignés par écrit concernant les éventuelles mesures correctives mises en œuvre. Un système de gestion documentaire approprié doit assurer en particulier la possibilité de retrouver facilement les documents correspondant à un lot de fabrication identifié.

CHAPITRE VII

CONTROLES OFFICIELS

Le département QAAV veille à ce que le personnel habilité pour le contrôle officiel ait une formation appropriée lui permettant d'examiner la documentation présentée afin de pouvoir juger du système d'auto contrôle établi par les responsables des navires-usines ou établissements.

ANNEXE III

BAREMES DE COTATION DE FRAICHEUR

Les barèmes établis dans la présente annexe s'appliquent aux produits ou groupes de produits suivants, en fonction de critères d'évaluation spécifiques à chacun d'eux.

A. POISSONS DE RECIF

Critères				
	Catégories de fraîcheur			Non admis
	Extra	A	B	
Peau	Pigmentation vive et iridescente (sauf pour les sébastes) ou opalescente, pas de décoloration	Pigmentation vive mais sans éclat	Pigmentation ternie en voie de décoloration	Pigmentation ternie (1)
Mucus cutané	Aqueux, transparent	Légèrement trouble	Laiteux	Gris jaunâtre, opaque
Oeil	Convexe (bombé), pupille noire brillante, cornée transparente	Convexe et légèrement affaissé, pupille noire ternie, cornée légèrement opalescente	Plat, cornée opalescente, pupille opaque	Concave au centre, pupille grise, cornée laiteuse (1)
Branchies	Couleur vive, pas de mucus	Moins colorées, mucus transparent	Brun/gris se décolorant, mucus opaque et épais	Jaunâtre, mucus laiteux (1)
Péritoine (dans le poisson éviscéré)	Lisse, brillant, difficile à détacher de la chair	Un peu terni, peut être détaché de la chair	Tacheté, se détachant facilement de la chair	Ne colle pas (1)
Odeur des branchies et de la cavité abdominale - poissons blancs saup plie ou carrelet - plie ou carrelet	D'algues marines D'huile fraîche, poivrée, odeur de terre	Absence d'odeur d'algues marines, odeur neutre D'huile, d'algues marines ou légèrement douceâtre	Fermentée, légèrement aigre D'huile, fermentée, défraîchie, un peu rance	(1) Aigre Aigre
Chair	Ferme et élastique, surface lisse (2)	Moins élastique	Légèrement molle (flasque), moins élastique, surface creuse (veloutée) et ternie	Molle (flasque) (1), écailles se détachent facilement de la peau, surface plutôt plissée

(1) Ou dans un état de décomposition plus avancé.

(2) Le poisson frais avant le stade *rigor mortis* n'est pas ferme et élastique mais il est quand même classé dans la catégorie Extra.

B. POISSONS DU LARGE

Critères				
	Catégories de fraîcheur			Non admis
	Extra	A	B	
Peau	Pigmentation vive, couleurs vives, brillantes et iridescentes, nette différence entre surfaces dorsale et ventrale	Perte d'éclat et de brillance, couleurs plus fades, moins de différence entre surfaces dorsale et ventrale	Ternie, sans éclat, couleurs délavées, peau plissée lorsqu'on courbe le poisson	Pigmentation très terne, peau se détache de la chair (1)
Mucus cutané	Aqueux, transparent	Légèrement trouble	Laiteux	Gris jaunâtre, mucus opaque (1)
Consistance de la chair	Très ferme, rigide	Assez rigide, ferme	Un peu molle	Molle (flasque) (1)
Opercules	Argentés	Argentés, légèrement teintés de rouge ou de brun	Brunissement et extravasations sanguines étendues	Jaunâtres (1)
Oeil	Convexe, bombé, pupille bleu-noir brillante, "paupière" transparente	Convexe et légèrement affaissé, pupille foncée, cornée légèrement opalescente	Plat, pupille voilée, extravasations sanguines autour de l'oeil	Concave au centre, pupille grise, cornée laiteuse (1)
Branchies	Rouge vif à pourpre uniformément, pas de mucus	Couleur moins vive, plus pâle sur les bords, mucus transparent	S'épaississant, se décolorant, mucus opaque	Jaunâtre, mucus laiteux (1)
Odeur des branchies	D'algues marines fraîches, âcre, iodée	Absence d'odeur ou odeur d'algues marines, odeur neutre	Odeur grasse (2) un peu sulfureuse, de lard rance ou de fruit pourri	Odeur aigre de putréfaction (1)
(1) Ou dans un état de décomposition plus avancé. (2) Le poisson conservé dans la glace a une odeur rance avant d'avoir une odeur défraîchie. C'est l'inverse pour le poisson conservé en eau de mer réfrigérée.				

C. SELACIENS

Critères				
	Catégories de fraîcheur			Non admis
	Extra	A	B	
Oeil	Convexe, très brillant et iridescent, pupilles petites	Convexe et légèrement affaissé, perte de brillance et d'iridescence, pupilles ovales	Plat, terni	Concave jaunâtre (1)
Aspect	<i>In rigor mortis</i> ou partiellement <i>in rigor</i> , présence d'un peu de mucus clair sur la peau	Stade <i>rigor</i> dépassé, absence de mucus sur la peau et particulièrement dans la bouche et dans les ouvertures branchiales	Un peu de mucus dans la bouche et sur les ouvertures branchiales, mâchoire légèrement aplatie	Grande quantité de mucus dans la bouche et les ouvertures branchiales (1)
Odeur	D'algues marines	Absence d'odeur ou légère odeur défraîchie, mais pas ammoniacale	Légèrement ammoniacale, aigre	Odeur ammoniacale, âcre (1)

Critères spécifiques ou supplémentaires pour la raie				
Peau	Pigmentation vive iridescente et brillante, mucus aqueux	Pigmentation vive, mucus aqueux	Pigmentation se décolorant et ternie, mucus opaque	Décoloration, peau plissée, mucus épais (1)
Texture de la peau	Ferme et élastique	Ferme	Molle	Flasque (1)
Aspect	Bordure des nageoires translucide et arrondie	Nageoires raides	Molle	Molle et flasque (1)
Ventre	Blanc et brillant avec des reflets mauves autour des nageoires	Blanc et brillant avec des taches rouges uniquement autour des nageoires	Blanc et terni, avec de nombreuses taches rouges ou jaunes	Ventre jaune à verdâtre, taches rouges dans la chair elle-même (1)
(1) Ou dans un état de décomposition plus avancé.				

D. CEPHALOPODES

Critères			
	Catégories de fraîcheur		
	Extra	A	B
Peau	Pigmentation vive, peau adhérent à la chair	Pigmentation ternie, peau adhérent à la chair	Décolorée, se détachant facilement de la chair
Chair	Très ferme, blanche nacrée	Ferme, blanche crayeuse	Légèrement molle, blanc rosé ou jaunissant légèrement
Tentacules	Résistant à l'arrachement	Résistant à l'arrachement	S'arrachant plus facilement
Odeur	Fraîche, d'algues marines	Faible ou nulle	Odeur d'encre

E. CRUSTACES

1. Crevette

Critères		
	Catégories de fraîcheur	
	Extra	A
Caractéristiques minimales	<ul style="list-style-type: none"> - Surface de la carapace : humide et luisante - En cas de transvasement, les crevettes ne doivent pas coller les unes aux autres - Chair sans odeur étrangère - Exemptes de sable, mucus et autres matières étrangères 	Les mêmes que celles de la catégorie Extra
Aspect de la : 1) crevette pourvue de sa carapace 2) crevette d'eau profonde	<ul style="list-style-type: none"> - Couleur rose-rouge clair, avec de petites taches blanches, partie pectorale de la carapace principalement claire - Couleur rose uniforme 	<ul style="list-style-type: none"> - De rose-rouge légèrement délavé à bleu-rouge avec des taches blanches, la partie pectorale de la carapace doit être de couleur claire tirant sur le gris - Rose mais avec possibilité de début de noircissement de la tête
Etat de la chair pendant et après le décortilage	<ul style="list-style-type: none"> - Se décortique aisément avec uniquement des pertes de chair techniquement inévitables - Ferme mais pas coriace 	<ul style="list-style-type: none"> - Se décortique moins aisément avec de faibles pertes de chair - Moins ferme, légèrement coriace
Fragments	Rares fragments de crevettes admis	Faible quantité de fragments de crevettes admise
Odeur	Odeur fraîche d'algues marines, odeur légèrement douceâtre	Acidulée, absence d'odeur d'algues marines

2. Langoustine

Critères			
	Catégories de fraîcheur		
	Extra	A	B
Carapace	Couleur rose pâle ou de rose à orange-rouge	Couleur rose pâle ou de rose à rouge-orange, pas de tache noire	Légère décoloration, quelques taches noires et couleur grisâtre, notamment sur la carapace et entre les segments de la queue
Oeil et branchies	Oeil noir brillant, branchies de couleur rose	Oeil terne gris-noir, branchies tirant vers le gris	Branchies de couleur gris foncé ou légère coloration verdâtre sur la surface dorsale de la carapace
Odeur	Légère odeur caractéristique de crustacé	Perte de l'odeur caractéristique de crustacé. Pas d'odeur ammoniacale	Odeur légèrement aigre
Chair (queue)	Chair translucide de couleur bleu tirant sur le blanc	La chair n'est plus translucide mais n'est pas décolorée	Chair opaque et d'aspect terne

ANNEXE IV

**LIMITES DE QUALITE DES EAUX UTILISEES
DANS LES ENTREPRISES TRAITANT DES PRODUITS
DE LA MER DESTINES A L'EXPORTATION
VERS L'UNION EUROPEENNE**

I. Liste des paramètres

A. Paramètres organoleptiques

L'eau ne doit pas présenter :

1.- Une coloration dépassant 15 mg/l de platine en référence à l'échelle platine/cobalt.

2.- Une turbidité supérieure à une valeur équivalente à 2 unités Jackson.

3.- D'odeur, de saveur, pour un taux de dilution de 2° C à 12° C et de 3° C à 25° C.

B. Paramètres physico-chimiques en relation avec la structure naturelle des eaux

1.- A l'exception des eaux ayant subi un traitement thermique pour la production d'eau chaude, la température ne doit pas dépasser 25° C.

2.- Le pH doit être supérieur ou égal à 6,5 unités pH et inférieur ou égal à 9 unités pH.

3.- Pour les substances suivantes, les valeurs des concentrations doivent être inférieures ou égales aux valeurs indiquées ci-après :

Chlorures	250	mg/l (Cl)
Sulfates	250	mg/l (SO ₄)
Magnésium	50	mg/l (Mg)
Sodium	150	mg/l (Na) avec un percentile de 80
Potassium	12	mg/l (K)
Aluminium total	0,2	mg/l (Al)
(à l'exception des eaux ayant subi un traitement thermique pour la production d'eau chaude, pour lesquelles la valeur de 0,5 mg/l (Al) ne doit pas être dépassée)		
Titre alcalimétrique complet	50	degrés français

4.- La quantité de résidus secs, après dessiccation à 180° C, doit être inférieure ou égale à 1500 mg/l.

C. Paramètres concernant des substances indésirables

1.- Pour les substances suivantes, les valeurs des concentrations doivent être inférieures ou égales aux valeurs indiquées ci-après :

Nitrates	50	mg/l (NO ₃)
Nitrites	0,1	mg/l (NO ₂)
Ammonium	0,5	mg/l (NH ₄)
Azote Kjeldahl	2	mg/l (en N)
N de NO ₃ et NO ₂ exclus.		

2.- L'oxydabilité au permanganate de potassium (KMnO₄), mesurée après 10 minutes en milieu acide, à chaud, doit être inférieure ou égale à 5 mg/l en oxygène.

3.- La teneur en hydrogène sulfuré doit être telle que ce composé ne soit pas détectable organoleptiquement.

4.- La valeur de la concentration en hydrocarbures dissous ou émulsionnés, après extraction au CCl₄, doit être inférieure à 10 microgrammes par litre.

5.- La teneur en phénols doit être telle que les composés ne soient pas détectables organoleptiquement après ajout de chlore. En cas de détection, la concentration en phénols, exprimés en indice phénol C₆H₅OH, doit être inférieure ou égale à 0,5 µg/l, les phénols naturels ne réagissant pas au chlore étant exclus.

6.- Pour les substances suivantes, les valeurs de concentrations doivent être inférieures ou égales aux valeurs indiquées ci-après :

Agents de surface réagissant au bleu de méthylène	200	µg/l (exprimés en laurylsulfate)
Fer	200	µg/l (Fe)
Manganèse	50	µg/l (Mn)
Cuivre	1	mg/l (Cu)
Zinc	5	mg/l (Zn)
Phosphore	5	mg/l (P ₂ O ₅)
Fluor	1,5	mg/l (F)
Argent	10	µg/l (Ag)

D. Paramètres concernant des substances toxiques

Pour les substances suivantes, les valeurs des concentrations doivent être inférieures ou égales aux valeurs indiquées :

Arsenic	50	µg/l (As)
Cadmium	5	µg/l (Cd)
Cyanure	50	µg/l (CN)
Chrome total	50	µg/l (Cr)
Mercur	1	µg/l (Hg)
Nickel	50	µg/l (Ni)
Plomb	50	µg/l (Pb)
Antimoine	10	µg/l (Sb)
Sélénium	10	µg/l (Se)
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (H.P.A.) :		
Pour le total des six substances suivantes :	0,2	µg/l
Fluoranthène,		
Benzo (3,4) fluoranthène,		
Benzo (11,12) fluoranthène,		
Benzo (3,4) pyrène,		
Benzo (1,12) pérylène,		
Indéno (1,2,3 -cd) pyrène		
Benzo (3,4) pyrène	0,01	µg/l

E. Paramètres microbiologiques

1.- L'eau ne doit pas contenir d'organismes pathogènes, en particulier de salmonelles dans 5 litres d'eau prélevée, de staphylocoques pathogènes dans 100 millilitres d'eau prélevée et d'entérovirus dans un volume ramené à 10 litres d'eau prélevée.

2.- 95 p. 100 au moins des échantillons prélevés ne doivent pas contenir de coliformes dans 100 millilitres d'eau.

3.- L'eau ne doit pas contenir de coliformes thermotolérants et de streptocoques fécaux, dans 100 millilitres d'eau prélevée.

4.- L'eau ne doit pas contenir plus d'une spore de bactéries anaérobies sulfito-réductrices par 20 millilitres d'eau prélevée.

F. Pesticides et produits apparentés

Pour les substances suivantes, les valeurs des concentrations doivent être inférieures ou égales aux valeurs indiquées ci-après :

Insecticides, herbicides et fongicides :		
a) Par substance individualisée	0,1	µg/l
A l'exception des substances suivantes :		
Aldrine et dieldrine	0,03	µg/l
Hexachlorobenzène	0,01	µg/l
b) Pour le total des substances mesurées	0,5	µg/l
P.C.B. et P.C.T.	0,5	µg/l

*II. Programme d'analyse des échantillons**A. Contenu des analyses*

Tableau 1
Analyses bactériologiques

Analyses bactériologiques		
Réduite (B1)	Sommaire (B2)	Complète (B3)
Coliformes thermotolérants Streptocoques fécaux	Coliformes thermotolérants Streptocoques fécaux Dénombrement des bactéries aérobies revivifiables à 22° C et 37° C	Coliformes thermotolérants Streptocoques fécaux, coliformes Dénombrement des bactéries aérobies revivifiables à 22° C et 37° C Spores de bactéries anaérobies sulfitoréductrices

Tableau 2
Analyses physico-chimiques

ANALYSES PHYSICO-CHIMIQUES						
	Analyse physico-chimique réduite (C1)	Analyse physico-chimique sommaire (C2)	Analyse physico-chimique complète (C3)	Analyses physico-chimiques particulières (C4)		
Paramètres organoleptiques	- Aspect (qualitatif) : odeur, saveur, couleur - Turbidité	- Aspect (qualitatif) : odeur, saveur, couleur - Turbidité	- Aspect (quantitatif) : odeur, saveur, couleur - Turbidité	C4a	C4b	C4c
Paramètres physico-chimiques Structure naturelle des eaux	- pH - Conductivité	- Température - pH - Conductivité - Nitrates - 3 paramètres parmi les paramètres suivants : nitrites, ammonium, chlorures, sulfates, oxydabilité au KMnO ₄ , titre alcalimétrique complet	- Température - pH - Conductivité - Chlorures - Sulfates - Silice - Calcium - Magnésium - Sodium - Potassium - Aluminium - Résidus secs - Oxygène dissous - Anhydride carbonique libre (essai au marbre) ou calcul de l'équilibre calcocarbonique - Carbonates - Hydrogénéocarbonates			
Paramètres concernant les substances indésirables	- Chlore résiduel ou tout autre paramètre représentatif du traitement de désinfection	- Chlore résiduel ou tout autre paramètre représentatif du traitement de désinfection	- Nitrates - Nitrites - Ammonium - Oxydabilité au KMnO ₄ , à chaud, en milieu acide - Hydrogène sulfuré - Fer - Cuivre - Zinc - Manganèse - Phosphore - Fluor - Chlore résiduel ou tout autre paramètre représentatif du traitement de désinfection	- Azote Kjeldhal - Hydrocarbures dissouts - Agents de surface - Indice Phénol	- Fer - Cuivre - Zinc	
Paramètres concernant les substances toxiques					- Cadmium - Plomb - H.P. A.	- Arsenic - Cyanures - Chrome - Mercure - Sélénium
Autres paramètres						- Pesticides - Composés organohalogénés volatils

B. Types d'analyse et fréquence des prélèvements d'eau à analyser

Lorsque l'eau utilisée dans les entreprises alimentaires ne provient pas d'une distribution publique d'eau potable, des prélèvements d'échantillons d'eau sont effectués sur la ressource exploitée.

1.- Plan du réseau de distribution de l'eau

La direction d'un établissement doit être en mesure de rendre compte de la ou des sources d'approvisionnement (canalisation, canalisations avec stockage intermédiaire, eaux de surface, eaux de puits) et a pour responsabilité de s'assurer que l'eau utilisée dans l'établissement est potable. Elle doit être à même de décrire le système de distribution des eaux dans l'établissement. L'inspecteur officiel doit avoir accès à un plan du système de distribution qui montre les tuyaux et toutes les sorties d'eau. Elles-mêmes doivent être identifiées par des numéros en série, de manière à pouvoir être localisées sur le plan.

2.- Système de chloration

Si du chlore est utilisé, il devrait être ajouté dans le système par injection (gaz ou liquide) avant la citerne de stockage intermédiaire, afin d'obtenir un temps suffisant de contact avec l'eau, pour permettre au chlore de réagir avec les substances organiques. Le chlore non combiné après 20 à 30 minutes reste en tant que chlore résiduel libre, disponible dans le réseau pour réagir avec toute contamination que ce soit dans les tuyaux (siphons, cul de sac, par exemple).

En conséquence, la citerne de stockage doit avoir la capacité nécessaire pour maintenir l'eau au contact du chlore pendant 30 minutes (au moins 20 minutes).

Le programme de nettoyage pour la citerne de stockage doit être détaillé, contrôlé et disponible.

Les produits destinés à l'exportation vers l'Union européenne, ne doivent pas être lavés, plongés, glacés ou traités avec de l'eau hyperchlorée. Il est recommandé, lorsqu'un établissement dispose de son propre système de chloration, d'obtenir le même niveau de chlore que celui autorisé pour l'eau potable destinée à la consommation humaine directe et distribuée par le réseau public (municipalité...).

Le niveau de chlore doit être contrôlé régulièrement (au moins une fois par jour). Il est recommandé d'installer un système d'alarme pour assurer du bon fonctionnement du système de chloration.

3.- Examens de laboratoire

a) Examens microbiologiques

1) Fréquence

- Analyse initiale

Une analyse initiale doit être effectuée, quand un établissement ouvre, ou quand il utilise pour la première fois une nouvelle source d'eau (par exemple un nouveau puits), ou quand un éventail limité de critères microbiologiques (inférieur à ceux du tableau 1.) a seulement été examiné dans le passé.

- Analyses de routine

Les analyses de routine font suite à l'analyse initiale avec les fréquences suivantes :

- eau provenant du service public, sans stockage intermédiaire : au moins une fois par an, à partir de différentes sorties d'eau représentatives dans l'établissement ;
- eau provenant du service public, avec stockage intermédiaire, et/ou provenant d'une origine privée (puits, forage,...) au moins une fois par mois, à partir de différentes sorties d'eau représentatives dans l'établissement.

2) Critères

- Analyse initiale : analyse bactériologique complète (B3) ;
- Analyse de routine : analyse bactériologique sommaire (B2).

Pour l'eau de mer, une analyse bactériologique réduite (B1) est effectuée.

3) Dépassement des critères

Si les résultats de l'analyse initiale ou de routine sont défavorables, une enquête immédiate et un nouvel échantillonnage doivent être entrepris.

L'échantillon doit être testé immédiatement en utilisant tous les paramètres définis au tableau n° 1 (B3).

Deux échantillons successifs ne doivent pas être positifs pour les coliformes. Si les échantillons montrent la présence de *E. coli*, streptocoques fécaux, ou de *Clostridium sulfitoréducteurs*, l'eau d'une telle origine ne doit pas être utilisée jusqu'à ce que la contamination ait été éliminée.

b) Examens organoleptiques et physico-chimiques, examens pour les substances indésirables et toxiques

1) Fréquence

Faisant suite à une analyse initiale, les fréquences suivantes sont appliquées, pour les analyses de routine, à l'eau provenant :

- d'une origine privée : au moins une fois par an ;
- du réseau public : il est suffisant de montrer que l'examen demandé a été effectué par les autorités publiques (municipalité,...).

2) Critères

Ces examens couvrent, au moins une fois, pour l'analyse initiale, tous les critères établis au tableau n° 2 (C3). Pour les contrôles de routine, les analyses effectuées, en particulier pour les paramètres chimiques, doivent se concentrer sur celles dont on a démontré qu'elles peuvent être critiques dans le cadre de l'élimination des sources de contamination. Quelques contrôles physiques, tels le pH, la turbidité, les matières organiques devraient être effectués bien plus fréquemment qu'une fois par an, en cas de chloration.

c) Les résultats de toutes les analyses doivent être conservés pendant au moins 2 ans.

4.- Prélèvement d'un échantillon à partir d'un robinet

Les échantillons doivent être obtenus à partir des différentes sorties d'eau dans l'établissement. Il convient d'organiser une rotation parmi les sorties d'eau identifiées, fournissant l'eau entrant en contact avec le produit. La glace aussi doit être régulièrement contrôlée.

Le résultat de l'analyse doit comporter l'identification de la sortie d'eau où a été collecté l'échantillon.

ARRETE n° 1510 CM du 26 novembre 1998 portant agrément de la S.A. "Motu" au bénéfice des dispositions du code des investissements.

NOR : ST09801470AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire, est accordé à la S.A. "Motu" au titre des entreprises agréées pour son projet de création d'un hôtel de 30 bungalows sur l'îlot Piti Uu Uta à Bora Bora.

Art. 2.— Le montant hors droits de l'investissement est de *neuf cent quatre-vingt-dix millions deux cent soixante-douze mille cinq cent vingt-trois francs pacifiques* (990.272.523 F CFP).

Art. 3.— Conformément à l'article 18 de la délibération n° 91-98 AT, la S.A. "Motu" bénéficie d'un montant cumulé des exonérations fiscales et aides financières décrites aux articles 4 et 6 suivants, plafonné à hauteur de *cent cinquante-cinq millions huit cent cinq mille cent quarante francs pacifiques* (155.805.140 F CFP), soit un taux d'aide global de 15,73 % sur le montant hors droits de l'investissement.

Art. 4.— Conformément aux articles 28 de la délibération n° 91-98 AT, la S.A. "Motu" bénéficie de l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée. Le montant de cette exonération est plafonné à *quarante-quatre millions sept cent soixante-six mille cent vingt-quatre francs pacifiques* (44.766.124 F CFP).

Art. 5.— Conformément à l'article 20 de la délibération n° 91-98 AT, la S.A. "Motu" bénéficie des exonérations fiscales suivantes :

- affranchissement de la contribution des patentes à l'exception des centimes additionnels communaux pour une durée de 8 ans (2.835.280 F CFP) ;
- affranchissement de l'impôt sur les sociétés pour une durée de 10 ans (83.951.736 F CFP) ;
- affranchissement de l'impôt foncier bâti pour une durée de 3 ans (13.752.000 F CFP) ;
- affranchissement de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers pour une durée de 10 ans (10.500.000 F CFP).

Art. 6.— En contrepartie des avantages octroyés par le territoire, la S.A. "Motu" est tenue aux obligations administratives et comptables définies par l'arrêté n° 1258 CM du 14 novembre 1991 dans la limite de la validité du présent agrément.

En outre, la S.A. "Motu" s'engage à créer 40 emplois selon la nature et le détail figurant dans sa demande d'agrément au code des investissements, dans un délai de 3 ans suivant la date de mise en exploitation de ses installations.

Art. 7.— Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront faire l'objet d'un examen par la commission des investissements.

Art. 8.— Le ministre des finances et des réformes administratives et le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 1998.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre des finances
et des réformes administratives,
Patrick PEAUCELLIER.

Le ministre de l'économie,
du plan et de la prévision économique,
de l'énergie et de la circonscription
portuaire des îles du Vent,
Georges PUCHON.

NOR : AFD9801823AC

Par arrêté n° 1505 CM du 23 novembre 1998.— Les dispositions de l'arrêté n° 1325 CM du 8 décembre 1992 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime dans diverses îles des Tuamotu sont modifiées comme suit en ce qui concerne la situation géographique et la superficie de l'emplacement maritime attribué à Mme Catherine Taina Temarama Colombo et M. Angelo Maire Taaviri à Arutua, commune de Arutua :

Lire : 6 emplacements maritimes d'une superficie totale de 35 ha 5 a 0 ca :

- à environ 2,4 km du rivage de la terre Oehavana et à 18 km environ au sud-ouest du village Rautini et 3 km à l'ouest de l'îlot Mahuta : élevage de la nacre et ferme perlière (35 ha) : 367.500 F CFP à compter du 8 décembre 1995.

S'agissant d'une régularisation, les bénéficiaires sont également astreints au paiement de la somme de 264.600 F CFP correspondant aux 12 % de pénalités de retard.

Le reste sans changement.

NOR : AFD9801824AC

Par arrêté n° 1506 CM du 23 novembre 1998.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de la société civile aquacole "Jubilé", l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 22 ha (extension), sis à environ 1,250 km du rivage du motu Ohina II à Tikehau, commune de Rangiroa, destiné à l'élevage de la nacre et à l'exploitation d'une ferme perlière.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à 231.000 F CFP à compter du 1er mars 1998.

S'agissant d'une régularisation, la société "Jubilé" est également astreinte au paiement de la somme de 27.720 F CFP correspondant aux 12 % de pénalités de retard.

Les dispositions de l'arrêté n° 231 CM du 4 mars 1994 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis dans les îles Tuamotu et Gambier sont modifiées comme suit en ce qui concerne la situation géographique des emplacements maritimes accordés à la société civile aquacole "Jubilé" à Tikehau, commune de Rangiroa, pour l'élevage de la nacre et la ferme perlière uniquement :

Lire :

- à environ 1.100 m : élevage de la nacre (10 ha) ;
- à environ 1.350 m : ferme perlière (10 ha).

Le reste sans changement.

NOR : AFD9801703AC

Par arrêté n° 1508 CM du 24 novembre 1998.— Est autorisée, à titre de régularisation, la concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé d'une superficie de 460 m² sis au droit d'une parcelle des terres Moanatae et Ofaiputupu à Faaroa, commune de Taputapuata (île de Raiatea), au profit de Mlle Jeanine Laine.

Et tel que le tout figure sur le plan dressé le 9 août 1995, par le géomètre A. Delanoe, joint à la demande de concession.

La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions du contrat type de concession à charge de remblai, et ce pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

Conditions particulières

En outre, le concessionnaire est tenu d'établir et d'entretenir sur le remblai un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer. Il devra matérialiser par une haie vive, la limite séparative du passage public du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

La redevance annuelle payable à la caisse de la recette-conservation à Papeete est fixée à *quarante-six mille* (46.000) francs CFP.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

S'agissant d'une régularisation, cette redevance est majorée d'une pénalité égale à deux (2) années de redevance. Cette pénalité d'un montant total de *quatre-vingt-douze mille* (92.000) francs CFP, est payable au moment de la signature de l'acte administratif d'occupation temporaire du domaine public maritime.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions prévues ci-dessus et après commandement d'exécution demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous les dommages-intérêts.

NOR : SRM9801747AC

Par arrêté n° 1511 CM du 26 novembre 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à la société civile Jalis, armateur du navire de pêche dénommé "Ahavini", immatriculé à Papeete numéro PY 407, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche ;
- nationalité : française ;
- longueur hors-tout : 8,75 m ;
- largeur hors-tout : 3,34 m ;
- puissance motrice : 400 CV ;
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron pêcheur ;
- référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire : FGFJ.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(e)(s) :
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la ligne de fond ;
 - pêche à la canne.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - petits pélagiques ;
 - grands pélagiques.

Les dispositions de l'article 3 sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 (modifiée).

NOR : FCO9801872AC

Par arrêté n° 1516 CM du 27 novembre 1998.— Est autorisée la souscription de 30.453 actions émises par la S.A. Air Tahiti Nui.

La dépense s'élève à 304.530.000 F CFP (*trois cent quatre millions cinq cent trente mille francs CFP*) et est imputable au budget d'investissement, chapitre 914, opération 40.97 "Participation au capital des sociétés".

Le Président du gouvernement de la Polynésie française est habilité à signer le bulletin de souscription.

ARRETES DU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1281 PR du 25 novembre 1998 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la mer et de l'artisanat.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 445 PR du 9 juin 1998 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre de la mer et de l'artisanat ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Edouard Fritch, vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la mer et de l'artisanat, pendant l'absence de M. Llewellyn Tematahotoa du 21 au 29 novembre 1998 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 novembre 1998.
Gaston FLOSSE.

Par arrêté n° 1279 PR du 25 novembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Hitiaa O Te Ra pour l'aménagement de la station de pompage de Atohei à Papenoo et la pose de compteurs individuels dont le coût est estimé à *huit millions cinq cent mille F CFP* (8.500.000 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *deux millions cinq cent cinquante mille F CFP* (2.550.000 F CFP) représentant 30 % de l'opération subventionnée. La commune de Hitiaa O Te Ra est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Ce concours sera versé au budget de la commune de Hitiaa O Te Ra sous réserve que celle-ci justifie au territoire qu'elle dispose de toutes les autorisations administratives et réglementaires exigées pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages subventionnés et d'un droit réel sur l'emprise des terrains concernés par l'opération.

Les modalités de versement de la subvention sont les suivantes :

- 50 %, soit *un million deux cent soixante-quinze mille francs CFP* (1.275.000 F CFP), à la signature de l'ordre de commencer les travaux ou à la date de mise en œuvre de la régie municipale attestée par le maire de la commune

- et sur production des documents relatifs aux autorisations administratives et réglementaires précitées ;
- le solde à la réception définitive des travaux.

Dans l'hypothèse où les travaux n'auraient pas commencé dans le délai de deux (2) ans suivant la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, la commune est tenue de rembourser l'avance consentie.

La subvention consentie est, par ailleurs, remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des immobilisations réalisées avec le concours du territoire.

Par arrêté n° 1280 PR du 25 novembre 1998.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Hitiaa O Te Ra pour la réalisation de forages de reconnaissance sur les sites de Tetiairiroa et de Vainaenae à Papenoo dont le coût est estimé à *douze millions de francs CFP* (12.000.000 F CFP).

Le concours financier du territoire est plafonné à *trois millions six cent mille F CFP* (3.600.000 F CFP) représentant 30 % de l'opération subventionnée. La commune de Hitiaa O Te Ra est tenue de financer toute dépense qui excéderait le plafond fixé ci-dessus.

Lorsque le coût final de l'opération atteint un montant inférieur au projet, le concours financier du territoire est réduit en proportion.

Ce concours sera versé au budget de la commune de Hitiaa O Te Ra sous réserve que celle-ci justifie au territoire qu'elle dispose de toutes les autorisations administratives et réglementaires exigées pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages subventionnés et d'un droit réel sur l'emprise des terrains concernés par l'opération.

Les modalités de versement de la subvention sont les suivantes :

- 50 %, soit *un million huit cent mille francs CFP* (1.800.000 F CFP), à la signature de l'ordre de commencer les travaux ou à la date de mise en œuvre de la régie municipale attestée par le maire de la commune et sur production des documents relatifs aux autorisations administratives et réglementaires précitées ;
- le solde à la réception définitive des travaux.

Dans l'hypothèse où les travaux n'auraient pas commencé dans le délai de deux (2) ans suivant la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, la commune est tenue de rembourser l'avance consentie.

La subvention consentie est, par ailleurs, remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

La commune est tenue d'assumer sur son budget la totalité des dépenses récurrentes et notamment les charges d'entretien et d'exploitation des immobilisations réalisées avec le concours du territoire.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIÈRES,
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DE L'URBANISME**

Par arrêté n° 8785 MAA.AU du 26 novembre 1998.— M. Roland Léon est autorisé à diviser en 8 lots bâtis destinés à la vente la parcelle cadastrée n° 59, section V2, sise à Mahina.

Dossier du groupe d'habitation

Le dossier du groupe d'habitation enregistré au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction") en date du 6 août 1998, sous le n° L/98-16, et comprenant les pièces suivantes :

- plan de situation ;
- note descriptive ;
- plan de l'état actuel ;
- plan du réseau incendie ;
- plan de masse ;
- règlement de construction.

Communication au public

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D.141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Mahina ;
- du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

**MINISTÈRE DE L'ECONOMIE,
DU PLAN ET DE LA PREVISION ECONOMIQUE,
DE L'ENERGIE ET DE LA CIRCONSCRIPTION
PORTUAIRE DES ILES DU VENT**

Par arrêté n° 8769 MEC du 25 novembre 1998.— Dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises, les entreprises désignées ci-après sont attributaires des aides suivantes (en F CFP) :

Dénomination de l'entreprise	N° R.C.	N° Tahiti	Montant de l'aide accordée
Andriot Ange	32.064 A	468.066	300.000
Cavanie Eric	31.490 A	462.002	400.000
Chung Sine Tchoun	26.495 A	059.097	200.000
Clark-Telau Mahinui	31.173 A	457.507	500.000
Ent. Savem/Devert Jean-Pierre	22.399 A	309.369	300.000
Ent. Taarua Vaile	30.932 A	108.175	280.000
Ent. Vercelot Travaux publics/Didier	22.068 A	302.795	500.000
Labbey Nelson	12.480 A	109.017	300.000
Narili Lorna	30.566 A	450.155	200.000
Tentili Georges	22.694 A	315.572	200.000

L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent le versement de la subvention, produire les justificatifs auprès du service du développement de l'industrie et des métiers de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette subvention.

**MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT
ET DES AUTRES CIRCONSCRIPTIONS
PORTUAIRES**

Par arrêté n° 8735 MEQ du 23 novembre 1998.— Une partie de l'indemnité relative à la parcelle M97 (terre Vaihii) est déconsignée et versée au compte bancaire de M. Mairaihoarau a Teopa a Haoa suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Indemnité à déconsigner en F CFP
107	M97	1.542	Souche Autiare (consorts Tehai) : Succession de Tutahoroa Terai : - Ayant droit de Mme Anui Huirai Terai : - M. Mairaihoarau a Teopa a Haoa.....	88.343

Par arrêté n° 8736 MEQ du 23 novembre 1998.— Une partie de l'indemnité relative à la terre Vaitahuri 1 est déconsignée et versée aux comptes bancaires des intéressés suivant le tableau ci-après :

N° de plan	N° cadastre	Surface en m2	Bénéficiaires	Indemnité à déconsigner (en F CFP)
95d	M312	102	1) Succession de M. Tahuri Tahuritaau : a) Mme Dora Fareura, mandataire de Tetuanui Fareura..... b) M. Matimo Fareura..... c) Mme Dora Fareura veuve Hopu..... d) Mme Pani Fareura épouse Teritaumihau..... e) Succession de Tuterai Fareura dit également Fareura Matimo : - Teva Fareura..... - Noël Fareura..... - Tuterai Fareura..... - Marc Fareura..... - Tuairau Fareura..... - Marae Fareura.....	7.948 7.948 7.948 7.948 1.324 1.324 1.324 1.324 1.324 1.324

Par arrêté n° 8749 MLD du 24 novembre 1998.—
L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public
maritime accordée par arrêté n° 1446 CM du 26 novembre

1986 à M. Tauaea Tuatini Natua à Rangiroa et à Mataiva n'est pas renouvelée en ce qui concerne les emplacements maritimes destinés à l'exploitation des 3 parcs à poissons sis à Mataiva.

Par arrêté n° 8750 MLD du 24 novembre 1998.— L'arrêté n° 360 CM du 3 avril 1992 portant autorisation d'occupation du domaine public maritime à Mataiva, commune de Rangiroa, au profit de M. Teuira dit Moana Richmond pour l'exploitation de 2 parcs à poissons est abrogé.

**MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ELEVAGE**

Par arrêté n° 8675 MAG du 20 novembre 1998.— Une subvention de 147.937 F CFP (*cent quarante-sept mille neuf cent trente-sept francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Amaru Irvin, né le 18 avril 1972, demeurant à Pueu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 147.937 francs.

La subvention sera versée directement à la S.A.R.L. Quincaillerie Taiarapu de Taravao, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.A.R.L. Quincaillerie Taiarapu de Taravao devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture proforma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

Par arrêté n° 8676 MAG du 20 novembre 1998.— Une subvention de 80.648 F CFP (*quatre-vingt mille six cent quarante-huit francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Fanaura Stanley, né le 3 novembre 1972, demeurant à Afaahiti, pour l'achat de matériels d'un montant total de 80.648 francs.

La subvention sera versée directement à Stop Taravao, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

Stop Taravao devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture proforma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

Par arrêté n° 8677 MAG du 20 novembre 1998.— Une subvention de 87.480 F CFP (*quatre-vingt-sept mille quatre cent quatre-vingt francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Maa Maurice, né le 4 décembre 1947, demeurant à Maeva-Huahine, pour l'achat de matériels d'un montant total de 87.480 francs.

La subvention sera versée directement à S.D.A.P. de Faaa, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. de Faaa devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture proforma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

Par arrêté n° 8678 MAG du 20 novembre 1998.— Une subvention de 104.880 F CFP (*cent quatre mille huit cent quatre-vingt francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Mariteragi Victor, né le 19 mars 1964, demeurant à Faaa, pour l'achat de matériels d'un montant total de 104.880 francs.

La subvention sera versée directement à S.D.A.P. de Faaa, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.D.A.P. de Faaa devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture proforma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

Par arrêté n° 8679 MAG du 20 novembre 1998.— Une subvention de 99.900 F CFP (*quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tanu Tauhiro, né le 22 mai 1950, demeurant à Pueu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 99.900 francs.

La subvention sera versée directement à Stop Taravao, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

Stop Taravao devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture proforma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

Par arrêté n° 8680 MAG du 20 novembre 1998.— Une subvention de 86.224 F CFP (*quatre-vingt-six mille deux cent vingt-quatre francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tauri Warren, né le 11 juillet 1972, demeurant à Tautira, pour l'achat de matériels d'un montant total de 86.224 francs.

La subvention sera versée directement à Stop Taravao, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

Stop Taravao devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture proforma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

Par arrêté n° 8681 MAG du 20 novembre 1998.— Une subvention de 149.145 F CFP (*cent quarante-neuf mille cent quarante-cinq francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tetaura Hervé, demeurant à Vairao, pour l'achat de matériels d'un montant total de 149.145 francs.

La subvention sera versée directement à Stop Taravao, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

Stop Taravao devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture proforma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

Par arrêté n° 8682 MAG du 20 novembre 1998.— Une subvention de 99.195 F CFP (*quatre-vingt-dix-neuf mille cent quatre-vingt-quinze francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tetuanui Ferdinand, né le 22 avril 1950, demeurant à Maeva-Huahine, pour l'achat de matériels d'un montant total de 99.195 francs.

La subvention sera versée directement au magasin Super Fare Nui de Huahine, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

Le magasin Super Fare Nui de Huahine devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture proforma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

Par arrêté n° 8683 MAG du 20 novembre 1998.— Une subvention de 119.692 F CFP (*cent dix-neuf mille six cent quatre-vingt-douze francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à Mme Teura Vero Iterai, née le 15 avril 1925, demeurant à Pueu, pour l'achat de matériels d'un montant total de 119.692 francs.

La subvention sera versée directement à Stop Taravao, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

Stop Taravao devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture proforma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

Par arrêté n° 8684 MAG du 20 novembre 1998.— Une subvention de 145.012 F CFP (*cent quarante-cinq mille douze francs CFP*) au titre des petits matériels (titre VI de l'arrêté n° 80 CM du 23 janvier 1997) est attribuée à M. Tevero

Marama, né le 6 juin 1934, demeurant à Haapiti-Moorea, pour l'achat de matériels d'un montant total de 145.012 francs.

La subvention sera versée directement à la S.A.R.L. Polymat de Moorea, après le retrait des matériels par l'agriculteur.

La S.A.R.L. Polymat de Moorea devra, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, transmettre au service du développement rural :

- la facture établie au nom du service du développement rural ;
- le bon de livraison original signé par l'agriculteur bénéficiaire de la subvention ;
- l'original du présent arrêté.

La facture et le bon de livraison seront conformes à la facture proforma ayant servi à la constitution du dossier. L'acompte versé par l'agriculteur sera noté sur la facture et le net à payer devra correspondre exactement au montant de la subvention.

Par arrêté n° 8788 MAG du 26 novembre 1998.— A compter de l'adoption du présent arrêté, l'agrément 1006 PF est délivré à l'établissement "Compagnie des clipper du Pacifique Sud" pour l'exportation vers l'Union européenne de poisson frais entier et sous forme de filets.

Cet agrément est accordé pour quatre années, renouvelable sur demande, et sous réserve que l'établissement se conforme à l'arrêté n° 1507 CM du 24 novembre 1998 fixant les règles sanitaires applicables aux produits de la pêche destinés à l'exportation vers l'Union européenne.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 8789 MEN du 26 novembre 1998 autorisant la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétill) à installer et exploiter un groupe électrogène de secours, situé dans l'aéroport international de Tahiti, commune de Faa'a (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Arrête :

Article 1er.— La Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétill) est autorisée à installer et exploiter un groupe électrogène de secours, situé dans l'aéroport international de Tahiti, dans la zone sud, secteur du fret, commune de Faa'a.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'installation qui relève de la 1re classe, rubrique 118, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comprend un groupe électrogène de secours de 330 kVA.

Prescriptions concernant le groupe électrogène

Art. 3.— Le local abritant le groupe électrogène doit avoir les caractéristiques de degré de résistance au feu suivantes :

- couverture incombustible ;
- portes coupe-feu de degré deux heures.

L'entrée du local est interdite à toute personne étrangère au service.

Art. 4.— Un espace suffisant d'au moins 0,50 mètre doit exister autour des groupes et les parois du local pour permettre une exploitation normale.

Art. 5.— La ventilation est assurée (si nécessaire par un dispositif mécanique) de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Les trouées de ventilation doivent être munies de pièges à sons.

Art. 6.— Le groupe électrogène est installé sur une dalle en béton, désolidarisée de la dalle du bâtiment.

Art. 7.— Les conduits d'évacuation des gaz de combustion doivent être réalisés en matériaux incombustibles, être étanches et présenter un degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment.

Leurs matériaux sont suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur.

Une attention particulière est apportée à l'étanchéité et à la résistance des joints.

Art. 8.— Un dispositif doit permettre de recueillir les égouttures éventuelles d'hydrocarbures issues du groupe afin d'éviter leur accumulation éventuelle dans le caniveau technique. Afin d'éviter les fuites de la cuve d'hydrocarbure intégrée du groupe, le local sert de cuvette de rétention.

Moyens de secours

Art. 9.— La protection du local abritant le groupe électrogène contre l'incendie est assurée au moins par :

- un extincteur NF-MIH à poudre de 9 kg ;
- du sable en quantité suffisante avec une pelle pour les fuites et les égouttures.

Le matériel d'extinction doit être vérifié une fois l'an et la date de contrôle est enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Art. 10.— Les consignes de sécurité précisant la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident et les numéros de téléphone des services d'urgence doivent être indiquées.

Art. 11.— Le personnel doit être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 12.— Les installations électriques doivent répondre à la norme NF C 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée à l'exploitant par le constructeur ou l'entrepreneur.

Art. 13.— Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement contrôlées par un professionnel agréé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, doivent être prévus. Ils doivent être placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Des dispositifs distincts sont obligatoires pour les installations normales, pour les installations de sécurité et éventuellement pour les installations de remplacement.

Art. 14.— Il est interdit de fumer dans le local, d'y allumer ou d'y introduire une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf autorisation de l'inspection des installations classées.

Protection de l'environnement

Art. 15.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 16.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 17.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 18.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne doit pas dépasser les valeurs suivantes :

Zone : Zone résidentielle urbaine ou suburbaine, avec quelques ateliers ou centres d'affaires, ou avec des voies de trafic terrestre ou aérien assez importantes ou dans les communes rurales.

Jour : 60.

Période intermédiaire : 55.

Nuit : 50.

Période de jour : Jours ouvrables : de 7 h à 20 h.

Périodes intermédiaires :

- jours ouvrables : de 6 h à 7 h et de 20 h à 22 h ;

- dimanches et jours fériés : de 6 h à 22 h.

Période de nuit : Tous les jours : de 22 h à 6 h.

émergence autorisée : 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de

l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions administratives

Art. 19.— La présente autorisation ne vaut pas permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public. Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 20.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Prescriptions générales

Art. 21.— L'installation est implantée et exploitée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration auprès de l'inspection des installations classées, délégation à l'environnement.

Art. 22.— Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne doit pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 23.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne peut être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations est exigée.

Art. 24.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 25.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 26 novembre 1998.

Lucie LUCAS.

ARRETE n° 8790 MEN du 26 novembre 1998 autorisant la société S.D.A.P. - "Do it center", à installer et exploiter un dépôt-vente de produits agro-pharmaceutiques, commune de Talarapu-Est (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Arrête :

Article 1er.— La société S.D.A.P. "Do it center" est autorisée à installer et exploiter un dépôt-vente de produits agro-pharmaceutiques situé sur le terrain lot n° 211 du lot n° 2 de la terre Tevihonu de 4.210 m², commune de Tairapu-Est.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 1re classe, rubrique 185, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comprend.

- un local réservé au stockage d'engrais sec/poudre (capacité 100 tonnes) ;
- un local réservé au stockage de pesticides liquides (capacité 10 tonnes) ;
- une surface de vente.

Art. 3.— L'installation est implantée et exploitée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration à l'inspection des installations classées.

Art. 4.— Le dépôt de produits agro-pharmaceutiques est réalisé dans un bâtiment fermé dans des locaux spécialisés.

Art. 5.— L'accès du bâtiment est maintenu libre sur au moins deux façades pour permettre l'intervention du personnel des services d'incendie et de secours. Les allées de circulation intérieures sont maintenues dégagées en permanence.

Art. 6.— Le sol des dépôts doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement et les produits d'extinction d'un incendie.

Art. 7.— Les installations électriques doivent répondre à la norme NF C 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 8.— Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent agréé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Toute installation électrique autre que celle nécessaire à l'exploitation du dépôt est interdite.

Art. 9.— Le bâtiment est largement ventilé d'une façon telle qu'il n'en résulte ni incommodité ni danger pour le voisinage.

Il est équipé d'orifices de désenfumage d'une surface suffisante.

Art. 10.— Tous réservoirs ou stockages enterrés de produits agro-pharmaceutiques sont interdits.

Art. 11.— Les zones affectées au dépôt sont strictement réservées à cet usage. Il est interdit d'utiliser un même local ou une même zone au stockage de produits agro-pharmaceutiques et au stockage ou à la manipulation d'autres produits dangereux.

Tout stockage de produits agro-pharmaceutiques sur les aires non affectées à cet usage est interdit.

Art. 12.— L'exploitation du dépôt se fait sous la surveillance d'une personne qui a obligatoirement suivi une formation spécifique sur les dangers des produits agro-pharmaceutiques (toxicité, inflammabilité).

Art. 13.— Les dépôts et matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.

Art. 14.— Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement et périodiquement vérifiés.

Art. 15.— Tout récipient défectueux doit être stocké et évacué conformément à l'article 33 du présent arrêté.

Art. 16.— Les dépôts doivent être clos en l'absence du personnel d'exploitation et la clef confiée à un agent désigné.

Les personnels chargés de la vente devront être en possession du diplôme délivré par le ministère de l'agriculture concernant la vente de produits agro-pharmaceutiques.

Art. 17.— L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits stockés. Cet état est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 18.— Dans les locaux de vente où la clientèle est autorisée à circuler (libre-service...), les produits agro-pharmaceutiques sont rangés de manière à être séparés des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale.

Art. 19.— Toutes les substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage.

Art. 20.— Il est interdit de stocker des produits agro-pharmaceutiques liquides au-dessus des poudres ou solides. De même on évitera de mettre en contact ou de stocker ensemble des produits incompatibles tels que combustibles et comburants.

Moyens de secours et de lutte contre l'incendie

Art. 21.— Il est interdit d'apporter ou de provoquer dans le dépôt du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer. Cette interdiction doit être affichée de façon apparente dans le dépôt et à l'extérieur, à proximité des accès.

Art. 22.— Le dépôt est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur, en particulier :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux ou sur les aires extérieures du dépôt, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents extincteurs stockés et utilisés doivent être compatibles avec les produits stockés ;
- d'un réseau d'adduction d'eau ou, à défaut, d'une réserve d'eau permettant d'alimenter, avec un débit suffisant, des robinets d'incendie, des prises d'eau ou tous autres matériels fixes ou mobiles, situés à l'extérieur des bâtiments ;
- d'une réserve de sable maintenu meuble et sec et de pelles.

Art. 23.— Les consignes précisant la conduite à tenir en cas d'incendie sont affichées à l'intérieur, à proximité des accès. Elles indiquent en particulier :

- la procédure d'alerte, les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- les moyens d'extinction à utiliser.

Art. 24.— Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie.

Protection de l'environnement

Art. 25.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 26.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour le voisinage.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Bruits

Art. 27.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 28.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

Les jours ouvrables :	
- de 7 h à 21 h	60 dB (A)
- de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h	55 dB (A)
- de 22 h à 6 h	50 dB (A)

Les dimanches et jours fériés :	
- de 6 h à 22 h	55 dB (A)
- de 22 h à 6 h	50 dB (A)

Emergence autorisée : 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions administratives

Art. 29.— La présente autorisation ne vaut pas permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupa-

tion du domaine public. Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 30.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 31.— L'exploitant doit se conformer strictement aux dispositions du code du travail, en particulier le chapitre concernant la sécurité du travailleur.

Prescriptions générales

Art. 32.— L'établissement est implanté et exploité conformément à la demande et aux plans déposés. Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 33.— Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne doit pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 34.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne peut être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations est exigée.

Art. 35.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 36.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 26 novembre 1998.

Lucie LUCAS.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Par arrêté n° 8738 MTR du 23 novembre 1998.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 20 CM du 15 janvier 1996 modifié et complété, portant octroi d'une licence d'armateur à la S.A.R.L. Wong et Cie pour l'exploitation du navire Hotu Maru sur la desserte maritime régulière des Tuamotu, le navire Hotu Maru est autorisé à desservir les atolls de Niau, Aratika, Kauehi, Raroia, Nihiru, Hikueru et Marokau, lors de son voyage n° 37-98 du 7 décembre 1998, pour effectuer un ramassage scolaire.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE INTERMINISTERIEL du 20 octobre 1998 fixant le montant de la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements du second degré privés placées sous contrat d'association.

Le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie et le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 modifiée sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés ;

Vu la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, modifiée et complétée par la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 60-389 du 22 avril 1960 relatif au contrat d'association à l'enseignement public passé par les établissements d'enseignement privés, modifié et complété par les décrets n° 70-793 du 9 septembre 1970, n° 78-247 du 8 mars 1978 et n° 85-727 du 12 juillet 1985 ;

Vu le décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 relatif aux conditions financières de fonctionnement (personnel et matériel) des classes sous contrat d'association, modifié par les décrets n° 70-795 du 9 septembre 1970, n° 78-249 du 8 mars 1978 et n° 85-728 du 12 juillet 1985 ;

Vu le décret n° 61-246 du 15 mars 1961 relatif au contrôle financier et administratif des établissements privés, notamment l'article 6 ;

Vu le décret n° 77-521 du 18 mai 1977 portant application aux établissements d'enseignement privés sous contrat de la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent arrêté, les taux de la contribution annuelle de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes placées sous contrat d'association sont fixés pour l'année scolaire 1997-1998 conformément au tableau ci-après :

CATÉGORIES	TAUX par élève (en francs)
<i>Collèges</i>	
C1 Pour les 80 premiers élèves.....	5 368
C1 bis A partir du 81 ^{er} élève.....	3 099
C2 Classes préprofessionnelles de niveau, classes préparatoires à l'apprentissage, 4 ^e à pédagogie de contrat, 3 ^e d'insertion.....	3 638
C3 Sections d'éducation spécialisée, sections d'enseignement général et professionnel adapté.....	5 056
C4 4 ^e et 3 ^e technologiques.....	4 582
C5 Classes des établissements d'enseignement régional adapté.....	10 573
<i>Lycées d'enseignement général</i>	
G1 Classes du second cycle.....	3 519
G2 Classes préparatoires littéraires.....	3 983
G3 Classes préparatoires scientifiques.....	4 445

CATÉGORIES	TAUX par élève (en francs)
<i>Lycées technologiques</i>	
T1 Classes du secteur tertiaire.....	3 708
T2 Classes du secteur industriel.....	4 679
T3 Classes des secteurs : bâtiment, biologie, informatique, hôtellerie.....	4 873
TS1 Sections de techniciens supérieurs (secteur tertiaire).....	4 607
TS2 Sections de techniciens supérieurs (secteur industriel).....	5 558
TS3 Sections de techniciens supérieurs (secteurs : bâtiment, biologie, informatique, hôtellerie).....	5 732
<i>Lycées professionnels</i>	
C2 Classes préprofessionnelles de niveau, classes préparatoires à l'apprentissage, 4 ^e à pédagogie de contrat, 3 ^e d'insertion.....	3 638
C3 Sections d'éducation spécialisée, sections d'enseignement général et professionnel adapté.....	5 056
P1 Classes du secteur tertiaire (*).....	4 582
P2 Classes du secteur industriel (*).....	5 565
P3 Classes des secteurs : bâtiment, biologie, informatique, hôtellerie (*).....	5 965
(*) Y compris 4 ^e et 3 ^e technologiques de lycées professionnels.	

Art. 2. - Les taux de la contribution annuelle de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes placées sous contrat d'association de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et du territoire de la Polynésie française pour l'année scolaire 1997-1998 et du territoire de la Nouvelle-Calédonie pour l'année 1998 sont fixés conformément au tableau ci-après (montants en francs par élève).

CATÉGORIES (*)	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	POLYNÉSIE FRANÇAISE	NOUVELLE-CALÉDONIE
C1.....	11 775	9 877	9 707
C1 bis.....	7 577	5 702	5 781
C2.....	8 574	6 694	6 714
C3.....	11 198	9 303	9 167
C4.....	10 321	8 431	8 347
G1.....	7 098	6 475	6 615
G2.....	8 035	7 329	7 418
G3.....	8 965	8 179	8 217
T1.....	7 494	6 823	7 214
T2.....	9 472	8 609	9 040
T3.....	9 896	8 966	9 375
TS1.....	9 316	8 477	8 769
TS2.....	11 253	10 227	10 560
TS3.....	11 641	10 547	10 861
P1.....	11 019	8 431	8 726
P2.....	11 162	10 240	11 058
P3.....	11 959	10 976	11 750

(*) Désignées à l'article 1^{er}.

Art. 3. – Le directeur du budget et le directeur de la comptabilité publique au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et le directeur des affaires financières au ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 octobre 1998.

*Le ministre de l'éducation nationale,
de la recherche et de la technologie,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires financières,
M. DELLACASAGRANDE*

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur du budget :
Le sous-directeur,
C. LANTIERI*

ARRETE INTERMINISTERIEL du 29 octobre 1998 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs (femmes et hommes).

Par arrêté du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et de la ministre de la jeunesse et des sports en date du 29 octobre 1998, est autorisée au titre de l'année 1999 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs (femmes et hommes).

Le nombre total de places offertes au concours est fixé à cinq. Les demandes d'inscription seront obligatoirement présentées sur les dossiers de candidature délivrés du lundi 9 novembre 1998 au vendredi 11 décembre 1998 par les centres d'inscription que sont les directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports métropolitaines, les directions départementales de la jeunesse et des sports métropolitaines et d'outre-mer, les services territoriaux de la jeunesse et des sports implantés dans les territoires d'outre-mer, les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Ces demandes seront :

- soit déposées dans les centres d'inscription au plus tard le vendredi 11 décembre 1998, à 17 heures ;
- soit confiées aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe d'expédition soit timbrée au plus tard le vendredi 11 décembre 1998, à minuit (le cachet de la poste faisant foi).

Tout dossier déposé ou posté hors délai ne pourra être pris en considération.

Les dates des épreuves écrites ainsi que les heures (heures métropolitaines) sont fixées comme suit :

- épreuve n° 1 : mardi 19 janvier 1999, de 14 heures à 18 heures ;
- épreuve n° 2 : mercredi 20 janvier 1999, de 14 heures à 17 heures ;
- épreuve n° 3 : jeudi 21 janvier 1999, de 14 heures à 16 heures ;
- épreuve n° 4 : vendredi 22 janvier 1999, de 14 heures à 18 heures.

Les épreuves écrites se dérouleront en France métropolitaine, au siège de chaque direction et délégation régionale de la jeunesse et des sports ; dans les départements d'outre-mer, au siège de chaque direction départementale de la jeunesse et des sports ; dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon et au siège de chaque service territorial de la jeunesse et des sports.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 29 octobre 1998 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs (femmes et hommes).

Par arrêté du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et de la ministre de la jeunesse et des

sports en date du 29 octobre 1998, est autorisée au titre de l'année 1999 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs (femmes et hommes).

Le nombre total de places offertes au concours est fixé à cinq.

Les demandes d'inscription seront obligatoirement présentées sur les dossiers de candidature délivrés du lundi 9 novembre 1998 au vendredi 11 décembre 1998 par les centres d'inscription que sont les directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports métropolitaines, les directions départementales de la jeunesse et des sports métropolitaines et d'outre-mer, les services territoriaux de la jeunesse et des sports implantés dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Ces demandes seront :

- soit déposées dans les centres d'inscription au plus tard le vendredi 11 décembre 1998, à 17 heures ;
 - soit confiées aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe d'expédition soit timbrée au plus tard le vendredi 11 décembre 1998, à minuit (le cachet de la poste faisant foi).
- Tout dossier déposé ou posté hors délai ne pourra être pris en considération.

Les dates des épreuves écrites sont fixées ainsi :

- épreuve n° 1 : lundi 25 janvier 1999, de 14 heures à 18 heures ;
- épreuve n° 2 : mardi 26 janvier 1999, de 14 heures à 18 heures.

Les épreuves écrites se dérouleront à Paris.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 30 octobre 1998 autorisant pour l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement d'attachés d'administration scolaire et universitaire.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation en date du 30 octobre 1998, est autorisée pour l'année 1999 l'ouverture de concours externe et interne pour le recrutement d'attachés d'administration scolaire et universitaire.

Le nombre de postes offerts se répartit de la manière suivante :

- concours externe : 73 postes ;
- concours interne : 72 postes.

En outre, 9 postes sont offerts au titre de la législation sur les travailleurs handicapés.

Les modalités d'inscription aux concours externe et interne sont les suivantes :

L'inscription s'effectue, en règle générale, par Minitel ou, à défaut, par dossier préimprimé établi à cette fin par le ministère chargé de l'éducation nationale ;

La fermeture des services télématiques aura lieu le lundi 30 novembre 1998, à 17 heures.

Après la fermeture des services télématiques, les candidats recevront une confirmation d'inscription qu'ils renverront, après l'avoir éventuellement modifiée, suivant les délais fixés ci-dessous :

Les dossiers préimprimés de candidature seront délivrés aux intéressés jusqu'au 30 novembre 1998, à 17 heures.

Les confirmations d'inscription et les dossiers préimprimés seront :

- soit déposés avant le jeudi 17 décembre 1998, à 17 heures au plus tard ;
- soit confiés aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe soit oblitérée au plus tard le jeudi 17 décembre 1998, à minuit (le cachet de la poste faisant foi).

Les conditions d'organisation des épreuves et la composition des jurys feront l'objet d'arrêtés du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

Nota. – Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser au service des examens et concours du rectorat de l'académie de leur résidence ou de leur affectation.

CONVENTION de financement n° 6 SAIA du 9 novembre 1998.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Raivavae, représentée par son maire, M. Taaroa Tevaatua.

Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Raivavae pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'une bétonnière de 340 litres", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en l'acquisition d'une bétonnière de 340 litres qui sera utilisée lors des travaux effectués en régie communale et notamment pour le bétonnage de la route transversière.

Le coût de cet engin est estimé à 75.625 FF (1.375.000 F CFP).

Art. 3.— *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Commune	15.092 FF	274.400 F CFP
- Etat (F.A.D.I.P.)	60.533 FF	1.100.600 F CFP

CONVENTION de financement n° 398-98 du 9 novembre 1998.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Taiarapu-Est, représentée par son maire, M. Tutaha Salmon.

Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Taiarapu-Est pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Recherche de nouvelles ressources en eau - Nappe alluviale de la vallée de la Vaitepiha", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants :

Réaliser des puits de reconnaissance sur les sites prédéterminés par l'étude précédente, procéder à des essais de pompage, établir un rapport de synthèse, dont le coût total est estimé à 137.500 FF (2.500.000 F CFP).

Art. 3.— *Plan de financement*

- F.I.P. (80 %)	110.000 FF	2.000.000 F CFP
- commune (20 %)	27.500 FF	500.000 F CFP

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES pour l'application des droits et taxes de douane (Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 3 au 16 décembre 1998 inclus)

PAYS	DEVICES	Cours en francs Pacifique
Belgique	1 franc belge	2,95
Suisse	1 franc suisse	74,39
Italie	100 liras	6,15
Etats-Unis d'Amérique	1 dollar	102,31
Australie	1 dollar	64,54
Nouvelle-Zélande	1 dollar	53,70
Canada	1 dollar canadien	66,76
Hong Kong	1 dollar	13,21
Singapour	1 dollar	62,24
Fidji	1 dollar	51,89
Allemagne	1 deutsche mark	60,97
Pays-Bas	1 florin	54,07
Suède	1 couronne suédoise	12,64
Norvège	1 couronne norvégienne	13,77
Danemark	1 couronne danoise	16,03
Autriche	1 schilling	8,66
Espagne	1 peseta	0,71
Portugal	1 escudo	0,59
Japon	100 yens	83,88
Grande-Bretagne	1 livre sterling	169,35
Ecu européen	1 Ecu	119,50

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LE MOIS DE NOVEMBRE 1998

COMMUNE DE ARUE

Travaux autorisés le 2 novembre 1998

N° 98-1307-4 MAA.AU, service des affaires sociales, dans les locaux de l'ancienne mairie de Arue, réaménagement des bureaux du service des affaires sociales ;

N° 98-1599-1, Mlle Sylvie Yune, parcelle cadastrée 122, section I (parcelle domaine Pihaatarioe), près du C.J.A., 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 3 novembre 1998

N° 98-1671-1 MAA.AU, M. Jean Pouira, parcelle cadastrée 82, section L (parcelle de la terre Tearetu), au P.K. 5,900, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 4 novembre 1998

N° 98-1654-1 MAA.AU, Mme Yvonne Lien née Laufatte, parcelle cadastrée 38, section K (parcelle lot 1, domaine Pomare), près du magasin ABC, 1 mur de clôture.

Travaux autorisés le 10 novembre 1998

N° 98-1495-1 MAA.AU, M. Victor Chane, parcelle cadastrée 347, section H (lot 52 du lotissement Erima, îlot C), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1600-1, M. Jean-Bertrand Ihopu, parcelle cadastrée 189, section L (lot 1 de la terre Atitia), 1 clôture.

COMMUNE DE FAA'A

Travaux autorisés le 9 novembre 1998

N° 98-04 MAA.AU, O.T.H.S., parcelles cadastrées 587 à 597, section P3, 11 logements (Teroma) ;

N° 98-1263-1, Mme Jany Maimiti Toomaru, parcelle cadastrée 250, section D, rénovation et extension d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 novembre 1998

N° 98-1715-1 MAA.AU, M. et Mme Eric Sesboue, parcelles cadastrées 400 et 401, section V6 (lot 38 du lotissement Mamaia), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIAA O TE RA

Travaux autorisés le 2 novembre 1998

N° 98-777-2 MAA.AU, Mme Taurua Muri Tetauri, parcelle cadastrée 27, section AD (parcelle de la terre Huau 1), à Tiarei, P.K. 23,100, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1487-1, M. Julien Saminadam, parcelle de la terre Tevaiti à Mahaena, P.K. 31,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 4 novembre 1998

N° 98-1676-1 MAA.AU, M. Bertrand Temarii, lot 2 de la terre Teoraha à Tiarei, P.K. 23,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 novembre 1998

N° 98-1502-2 MAA.AU, M. Jean-Pierre Otaha, parcelle cadastrée 16, section AO (partie de la terre Taico), à Tiarei, P.K. 26,200, côté mer, ajout d'une terrasse à 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 novembre 1998

N° 98-1673-1 MAA.AU, M. Eric Smidt, lot 2 du partage de la terre Teuavairipo à Tiarei, P.K. 26, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 novembre 1998

N° 98-1678-1 MAA.AU, Mme Christine Arapari épouse Kavera, parcelle 15 de la terre Apaiete dite Teturui à Mahaena, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1711-1, Mme Titania Utia, parcelle B, lot 2 de la terre Vaitarua 2 à Hitiaa, P.K. 35, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

Travaux autorisés le 2 novembre 1998

N° 98-1529-1 MAA.AU, Mlle Mareva Hort, parcelle cadastrée 79, section C (lot 2, terre Tetaipu-Teotiaroa), pointe Vénus, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 3 novembre 1998

N° 98-1483-1 MAA.AU, Mlle Henriette Tute, parcelle cadastrée 100, section L (lot 1 de la terre Tepamatai), derrière le stade, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1503-1, M. Nicolas Guillon, parcelle cadastrée 614, section W.6 (lot 9B du lotissement "Les hauts de Mahinarama"), 1 mur de soutènement ;

N° 98-1515-1, M. Patrick Peter, parcelle cadastrée 119, section C (lot 3 de la propriété "John Sanford"), quartier Tehani, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 4 novembre 1998

N° 98-1433-1 MAA.AU, M. Teva Crawford, parcelle cadastrée 94, section W.3 (lot 30 du lotissement Moanarama), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1555-1, M. Alain Hecquet et Mlle Stella Tanguet, parcelle cadastrée 177, section R (lot 2 du lotissement résidentiel Atima), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 novembre 1998

N° 97-1122-2 MAA.AU, M. Dominique Tunoa, parcelle cadastrée 43, section I (terre Ahototeina), Ahonu, modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 98-1400-1, M. et Mme Philippe Gotta, parcelle cadastrée 243, section S (lot 67 du lotissement "Les vallons de Atima"), au P.K. 10,700, côté montagne, 1 mur de soutènement ;

N° 98-1621-1, M. Gian Paolo Gazzoti et Mlle Iris Tehei, parcelle cadastrée 130, section M (lot F 22 du lotissement Super Mahina), au P.K. 11,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1661-1, M. Eric Jendrzewski, parcelle cadastrée 243, section T.3 (parcelle de la terre Orofara), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 9 novembre 1998

N° 98-1274-6 MAA.AU, Société SIBCO, parcelles C, D et E du domaine Fritch au P.K. 10,200, côté montagne, 1 centrale à béton.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

Travaux autorisés le 2 novembre 1998

N° 98-679-3 MAA.AU, Mme Eliane Tonohiti, parcelle des terres Tarava, Hiroa et Fareati (PV n° 76), à Paopao, P.K. 8,800, côté montagne, modification d'une maison d'habitation ;

N° 98-1416-1, Mme Heimata Chloé Muller, lot A de la parcelle C du lot 5 de l'îlot Tiahura à Haapiti, motu "Fare One", 1 maison d'habitation ;

N° 98-1422-1, M. Jean-Paul Agnié, lot 2 issu du partage judiciaire de la terre Atiehu à Haapiti, Atiha, P.K. 18,500, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1489-1, M. et Mme Emile Moïse, lot 3 de la terre Tefauarumarua à Haapiti, P.K. 20, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1642-1, M. Lionel Sanne, parcelle A de la terre Pafara à Teavaro, P.K. 2, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 3 novembre 1998

N° 98-1412-1 MAA.AU, Mme Monique Penehata née Maihea, parcelle de la terre Taipua à Haapiti, P.K. 31,900, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 4 novembre 1998

N° 98-1643-1 MAA.AU, Mme Torohia veuve Fanaurui, parcelle du lot 8 de la terre Apitia dite Motu à Teavaro, motu Temae, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1646-1, M. Hervé Grihangne, parcelle cadastrée 38, section CD (parcelle de la terre Tefaufau), à Teavaro, P.K. 4,500, côté montagne, 1 mur séparatif ;

N° 98-1683-1, M. Gilles Tarahu, lot A de la terre Teviopaia à Afareaitu, derrière le collège, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 novembre 1998

N° 98-1680-1 MAA.AU, M. Christian Coum, parcelle B, lot 1 des terres Pautu, Paaraara, Tearapupu et Arihopu à Aitiha, P.K. 20,500, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1686-1, M. Christian Monier, parcelle cadastrée 153, section ER (terre Tetaeae 2 et 3), à Maharepa, P.K. 4,700, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 novembre 1998

N° 98-1187-1 MAA.AU, M. Alain Thomas, lot 16 du partage des terres Tapaputaputa, Taupea et Teruaoiti à Afareaitu, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1191-6, S.A. Moorea Lagon Resort, parcelles cadastrées 1 et 40, section EA (terre Vaipahu), à Papetoai, 1 hôtel (Moorea Lagon Resort) ;

N° 98-1647-3, M. et Mme Clayton Farerau, parcelle de la terre Toofa à Afareaitu, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAEA

Travaux autorisés le 2 novembre 1998

N° 98-403-2 MAA.AU, M. Philippe Maunier, parcelle cadastrée 136, section AD (parcelle D de la propriété Hoppensedt), au P.K. 20,500, côté montagne, 1 garage.

Travaux autorisés le 4 novembre 1998

N° 98-1618-1 MAA.AU, commune de Paea, école Tiapa, réfection de la couverture de l'école Tiapa ;

N° 98-1662-1, M. Viriamu Richmond, parcelle cadastrée 2, section AE (parcelle des terres Tiaiti, Tiaiti 2 dite aussi Fareura et Atuaviti), au P.K. 20,700, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 novembre 1998

N° 96-704-2 MAA.AU, M. Nirvana Maunier Brodien, parcelle cadastrée 54, section AN (lot 2b, lot 2 terre Vaitupa, lot 1), au P.K. 24, côté mer, modification de distribution intérieure des locaux d'une maison d'habitation ;

N° 98-1735-1, Mme Mathilde Holman née Brothers, parcelle cadastrée 46, section AE (lot E du partage du lot 5 des terres Terurua et Teore), près de la mairie, chemin menant au terrain de football, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 9 novembre 1998

N° 98-1130-1 MAA.AU, Mlle Rosita Lo You, lot 22 du lotissement Vaitiare au P.K. 24,600, 1 annexe.

Travaux autorisés le 10 novembre 1998

N° 98-1692-1 MAA.AU, Mlle Justine Tei San, parcelle cadastrée 144, section AK (lot 9 du lotissement Tarevareva), Orofero, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 novembre 1998

N° 98-975-1 MAA.AU, E.E.P.F., parcelle cadastrée 102, section AE (terre Tepatuiti), 1 salle de réunion et 1 mur ;

N° 98-1728-1, M. Etienne Yu Chip Chong, parcelle cadastrée 186, section AN (propriété Chapman), 1 bâtiment de 2 logements.

COMMUNE DE PAPARA

Travaux autorisés le 5 novembre 1998

N° 98-1626-1 MAA.AU, M. et Mme Constant Ah Lo, parcelle cadastrée 175, section BB (lot 7 de la propriété Tehaamatai), au P.K. 38,500, 1 maison d'habitation ;

N° 98-571-2, M. Steves Tuhiri, parcelle cadastrée 70, section BC (parcelle F de la propriété Sanford), au P.K. 39,200, côté mer, modification d'implantation d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 novembre 1998

N° 98-1657-1 MAA.AU, M. Pirato dit Tere Taharia, lot 1, section AL (terre Tenao), au P.K. 34, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPEETE

Travaux autorisés le 3 novembre 1998

N° 97-080 MAA.AU.PPTE, S.A.R.L. Polydif-Carvog, bâtiment Carvog à Fare Ute, modification intérieure des locaux ;

N° 98-033, M. le haut-commissaire de la Polynésie française, rue Dumont-d'Urville, réhabilitation des bureaux des anciens locaux de R.F.O. ;

N° 98-101, S.A.R.L. Garage Papeava, parcelle de la terre Tueiti, boulevard d'Alsace, 1 abri pour voitures de service ;

N° 98-117, M. Jimmy Louis, lot 23 du lotissement "Les hauts de Pure Ora", mission catholique, 1 mur de parement ;

N° 98-120, M. James Tama, parcelle des terres Teriiri et Tehoa, Patutoa, 1 clôture.

COMMUNE DE PIRAE

Travaux autorisés le 3 novembre 1998

N° 98-1615-1 MAA.AU, Mme Tiare Tematafaare épouse Tetua, parcelle cadastrée 113, section B (lot 3 du lot C de la terre Arahiri), rue Yves-Martin, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 4 novembre 1998

N° 98-1500-2 MAA.AU, commune de Pirae, école du Taaone, extension de la cuisine de l'école du Taaone.

COMMUNE DE PUNAAUIA

Travaux autorisés le 3 novembre 1998

N° 98-1593-1 MAA.AU, M. et Mme Pascal Morillon, lot 38 du lotissement Punavai Nui, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1595-1, M. Marcel Tixier, parcelle cadastrée 92, section AD (parcelle E plan de partage lot 2 bis ancienne propriété "Martial Sage"), P.K. 14,800, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1614-1, Mlle Louisa Saminadame, parcelle cadastrée 158, section AD (lot 16 du lotissement Bunkley), route des Pêcheurs, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 4 novembre 1998

N° 98-1318-1 MAA.AU, Mme Eliane Tinomano née Terii, parcelle cadastrée 172, section N (terre Teaoa 5), au P.K. 12,500, côté montagne, 1 mur de clôture ;

N° 98-1672-1, Mme Lucie Aitamai, parcelle cadastrée 305, section M (parcelle de la terre Vaiaea 2), au P.K. 11,900, côté montagne, 1 barrière de délimitation de propriété.

Travaux autorisés le 5 novembre 1998

N° 98-1670-1 MAA.AU, M. Francis Noblet, lot 118 du lotissement Te Maru Ata, 1 maison d'habitation et 1 mur de soutènement.

Travaux autorisés le 9 novembre 1998

N° 98-33-8 MAA.AU, direction de l'équipement, parcelle cadastrée 324, section M (parcelle d'une partie de la propriété Scholermann), au P.K. 12, école maternelle Uririnui ;

N° 98-1342-1, M. Alain Sanfal, parcelle cadastrée 99, section AV (lot 125 du lotissement Te Tavake Village), 1 garage.

Travaux autorisés le 10 novembre 1998

N° 98-1355-2 MAA.AU, M. et Mme Jean-Pierre Mama, lot 10 du lotissement Punavai Nui, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1778-1, M. Viri Tehahe et Mlle Huguette Chung, parcelle cadastrée 475, section O (lot 5 du lotissement "groupe d'habitations Lequerre"), au P.K. 13, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 novembre 1998

N° 98-1244-1 MAA.AU, M. et Mme Pierre Mai, parcelle cadastrée 125, section AP (lot I 273 du lotissement Le Lotus), 1 mur de soutènement.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

Travaux autorisés le 2 novembre 1998

N° 98-1470-1 MAA.AU, M. Raymond Haro, parcelle D de la propriété Ahnne à Faaone, P.K. 48,300, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1472-1, Mme Maire Françoise Teihoarii épouse Mare, lot 36 du lotissement Auehi à Tautira, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 4 novembre 1998

N° 98-1645-1 MAA.AU, Mlle Isabelle Proust, lot 1 du lotissement Tipanier à Afaahiti, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1721-1, Mlle Annie Faaruia, lot 4 du partage du lot 6 de la parcelle A des terres Tetamitutu 1, Tetamitutu 2 et Tutoia 1 à Afaahiti, P.K. 3,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1723-1, Mlle Irène Ortas, lot 3 de la terre Ateunu à Afaahiti, P.K. 3,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 novembre 1998

N° 98-1627-1 MAA.AU, M. Hiro Ariiveheataiterapouri, partie de la terre Marutai à Pueu, P.K. 6,900, côté montagne, près de l'église adventiste, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

Travaux autorisés le 2 novembre 1998

N° 98-1474-1 MAA.AU, Mme Hinano Vivish épouse Leboucher, lot 2 du plan de morcellement de la propriété "Ipeva Vivish" à Toahotu, P.K. 2,800, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 3 novembre 1998

N° 98-68-2 MAA.AU, M. et Mme Romain Tahutini, parcelle de la terre Matarii à Vairao, P.K. 12, côté montagne, ajout 1 garage et 1 buanderie et modification des façades d'une maison d'habitation ;

N° 98-1607-1, M. Patrick Xhaard, lot 132 du lotissement Miti Rapa plateau à Toahotu, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 4 novembre 1998

N° 98-1596-1 MAA.AU, M. et Mme Jérémie Chang Si Men, lot 10 de la terre Atitahiri à Vairao, P.K. 10,100, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 10 novembre 1998

N° 98-1328-2 MAA.AU, commune de Taiarapu-Ouest, à Vairao, P.K. 11,500, côté montagne, 1 cimetière.

COMMUNE DE TEVA I UTA

Travaux autorisés le 2 novembre 1998

N° 98-919-2 MAA.AU, M. Toahitua Temauriuri, parcelle cadastrée 30, section BI (parcelle terre Farepotee 2), à Papeari, P.K. 52,500, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 4 novembre 1998

N° 98-1330-2 MAA.AU, M. et Mme Lucien/Adèle Tauraa, parcelle de la terre Vaimaru Mapure Iti à Papeari, P.K. 51,900, côté montagne, modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 98-1639-1, Mme Tamara Teauna, lot 2 de la terre Pafare à Mataiea, P.K. 43,100, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1751-1, M. Jules Chung Sao, parcelle du domaine Vaihira (partie) et de la terre Teniupaiea (partie) à Mataiea, P.K. 48,200, côté montagne, extension d'un snack.

COMMUNE DE TAKAROA

Travaux autorisés le 2 novembre 1998

N° 98-1558-1 MAA.AU.TG, M. Mario Opetea Teauna, parcelle cadastrée 248, section H5 (partie de la terre Teonepoto), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 3 novembre 1998

N° 98-1453-1 MAA.AU.TG, Mme Maire Teteirihia épouse Tatarata, parcelle cadastrée 59, section A3 (terre Papaoa), à Takapoto, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE RANGIROA

Travaux autorisés le 3 novembre 1998

N° 98-589-12 MAA.AU.TG, société Kia Ora Village S.A., à l'hôtel Kia Ora Village, transformation d'un local existant en buanderie ;

N° 98-911-3, Mme Liliane Teiva, parcelle cadastrée 112, section A3 (terre Vaimariu Turiroa), au quartier Vaimariu, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1498-1, M. Auguste Deane, parcelle cadastrée 41, section A1 (terre Fanomate), à Avatoru, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 novembre 1998

N° 98-993-2 MAA.AU.TG, M. Ralph Firuu, terre Onetari à Rangiroa, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1396-1, Mme Eugénie Harehoe, parcelle 36 des terres Teamoa et Vaihoro à Tikehau, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE FAKARAVA

Travaux autorisés le 4 novembre 1998

N° 98-1527-1 MAA.AU.TG, Mlle Tetuanui Tepehu, parcelle de la terre Tehuakupu, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE RIKITEA

Travaux autorisés le 3 novembre 1998

N° 98-1471-1 MAA.AU.TG, Mme Koro Roapamoa veuve Pupuatauki, parcelle 2 de la terre Paranui, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1575-1, Mme Dorothée Mamatui épouse Shan Phang, parcelle de la terre Vaipaere à Mangareva, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 novembre 1998

N° 96-1131-4 MAA.AU.TG, Mme Aiu Teuri Mataitai, lot 8 de la terre Horonui à Mangareva, Atituiti, 1 maison d'habitation (prorogation).

COMMUNE DE ARUTUA

Travaux autorisés le 9 novembre 1998

N° 98-1581-1 MAA.AU.TG, Mme Tinionahe Teua Victorine Tupahururu, parcelle cadastrée 7, section H.2 (parcelle de la terre Pitroa), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1585-1, Mlle Jeannine Ema Moe, parcelle cadastrée 7, section H.2 (parcelle de la terre Pitroa), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MANIHI

Travaux autorisés le 13 novembre 1998

N° 98-1652-1 MAA.AU.TG, M. Bruno Faura, parcelle cadastrée 168, section H.4 (terre Tearamahipa 13), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1655-1, Mlle Odile Faura, parcelle cadastrée 168, section H.4 (terre Tearamahipa 13), 1 maison d'habitation.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

"LE BOUT DU MONDE"**Société en nom collectif****au capital de 100.000 F CFP****Siège social : Tetavake, 98717 Punaauia - Tahiti****AVIS DE CONSTITUTION**

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 15 novembre 1998, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme : Société en nom collectif.**Dénomination : "Le Bout du Monde".*

Objet : L'importation et l'exportation sous toute forme et par tout moyen de tissus, fils et généralement tout produit qui s'y rattache, ainsi que le négoce à des professionnels et particuliers.

Siège social : Tetavake, Punaauia, Tahiti.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Capital : 100.000 F CFP composé uniquement d'apports en numéraire.

Gérance : Mmes Francette BORAGNO, demeurant à Tetavake, Punaauia, Tahiti, et Claire BOURCIER, demeurant route de Villelaure, 84120, Pertuis, France.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,**Le représentant légal.***Etude de Me André HAMELIN, notaire à Uturoa**

Aux termes d'un acte reçu par Me André HAMELIN, notaire à Uturoa, le 20 novembre 1998, M. Yannick BOUILLAUD et Mme Marama KAVERA devenue TAMAHAEERE, demeurant ensemble à Faanui (Bora Bora), ont décidé d'adopter le régime de la séparation de biens pure et simple.

Cet acte sera soumis à l'homologation du tribunal de première instance de Papeete, section détachée de Raiatea.

*Pour insertion,**Me A. HAMELIN, notaire.***Etude de Me Didier KINTZLER****Avocat à Papeete****CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL**

Il va être déposé au greffe du tribunal de première instance de Papeete une requête suivant laquelle M. Michel CROUZILHAC et Mme Danièle LACOUR, son épouse, demeurant ensemble à Papeete, demandent l'homologation d'un acte reçu le 25 juin 1998 par Me EGLLENNE, notaire à Cannes, aux termes duquel ils ont décidé d'adopter le régime matrimonial de communauté universelle aux lieu et place du régime de communauté légale.

D. KINTZLER.**Etude de Me André HAMELIN, notaire à Uturoa****Société civile du TENAPE****au capital de 195.200.000 F CFP****Siège social : Tevaitoa-Tumaraa****Augmentation de capital**

Le capital social a été augmenté de *deux cent quinze millions deux cent mille francs pacifiques* (215.200.000 F CFP), par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue le 24 novembre 1998.

Modifications intervenues dans les mentions publiées*Mention caduque : Capital social : 195.200.000 F CFP ;**Nouvelle mention : Capital social : 215.200.000 F CFP.**Pour avis et mention,
La gérante.***SOCIETE FORMULAA NATHALIE AND CO****S.N.C. au capital de 400.000 F CFP porté à 1.000.000 F CFP****Siège social : Lotus, Punaauia****R.C.S. : Papeete n° 3448 B****N° Tahiti : 173 211**

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 17 novembre 1998, le capital social a été augmenté de 600.000 F CFP pour être porté à 1.000.000 F CFP par incorporation directe des comptes courants d'associés, par voie de création de 300 parts nouvelles.

Les articles 6 et 7 ont été modifiés en conséquence.

Mention en sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le gérant.*

**RECTIFICATIF à l'annonce parue au J.O.P.F. n° 48
du 26 novembre 1998, à la page 2494.**

PARFUMERIE SACHET INDUSTRIE

R.S. FRAGRANCES

S.A.R.L. au capital de 500.000 F CFP

R.C. : n° 3907 B - N° : Tahiti 210 047

Siège : Tapaerui

Nomination d'un nouveau gérant

Ancienne mention : M. Raymond SCHMITT ;

Nouvelle mention : M. Jean-Claude MARTELLI.

MAOHI TAHITI

Société à responsabilité limitée

au capital de 420.000 F CFP

Siège social : Papeete, rue Papeava, quartier de la Mission

R.C.S. : Papeete, n° 3881 B

Augmentation de capital

Le capital de la société a été augmenté de 580.000 F CFP et porté à 1.000.000 F CFP, par voie d'incorporation d'une partie du compte report à nouveau et au moyen de la création de parts nouvelles attribuées gratuitement aux associés, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés du 3 janvier 1998.

Modifications intervenues dans les mentions publiées.

Mention périmée

Capital social : 420.000 F CFP, divisé en 210 parts sociales de 2.000 F CFP chacune, entièrement libérées.

Mention nouvelle

Capital social : 1.000.000 F CFP, divisé en 500 parts sociales de 2.000 F CFP chacune, entièrement libérées

*Pour avis et mention,
La gérance.*

LE COMPTOIR D'OR

Société en nom collectif

au capital de 100.000 F CFP

Siège social : Centre Valma, appartement 108,

Papeete, Tahiti

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 25 novembre 1998, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société en nom collectif.

Dénomination : LE COMPTOIR D'OR.

Objet : L'importation et l'exportation sous toute forme et par tout moyen de métaux précieux ainsi que le négoce à des professionnels et particuliers.

Siège social : Centre Vaima, appartement 108, Papeete, Tahiti.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Capital : 100.000 F CFP composé uniquement d'apports en numéraire.

Gérance : Mme Michelle PALICOT, demeurant à Faaa, Tahiti, et M. Jean-Luc AZERAD, demeurant à Papeete, Tahiti.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés.

*Pour avis,
Le représentant légal.*

ANNONCES DIVERSES

TE AVA MAO CLUB DE RURUTU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(23 septembre 1998)

Président	: TEINAORE Louis
Vice-président	: FAILLY Eric
Secrétaire	: TESTOR Sophie
Trésorier	: VITAUD Stéphane
Trésorier adjoint	: LEBLOIS Eric

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE
PROTESTANTE DE TAUNOA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(31 octobre 1998)

Présidents d'honneur	: TEVAARAUHARA Michel MANUEL Eith
Président.	: DUDES Michel
Vice-présidente	: TANEPAU Mélanie
Secrétaire	: TSU TCHING Jeanine
Secrétaire adjointe	: FROGIER Annette
Trésorière	: COLOMBEL Hinano
Trésorière adjointe	: TAHUHUTERANI Sylvana
Membres - assesseurs	: TERIIRA Micheline TEISSIER Marie NAIA Léontine TEVAARAUHARA Mare CHANTEAUX Daniel
Membre suppléant	: TAHUAITU Joseph

ASSOCIATION FAMILIALE DES CONSORTS TUUHIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(15 octobre 1998)

Président d'honneur	: TETIARAHI Antoine
Président	: TUUHIA Albert
Vice-présidents	: MAINO Ernest TUUHIA Gérard TETIARAHI Antoine PANSI John
Secrétaire	: JANVION Monique
Secrétaire adjointe	: TINORUA Marie-Jeanne
Trésorier	: TUUHIA Moana
Trésorière adjointe	: MAITERE Gréta

OPU NUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(21 juin 1998)

Présidente : LEVY Dorothy
 Secrétaire : SAURA Bruno
 Trésorier : FAAHU Robert

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE AFAREAITU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(7 juillet 1998)

Président : BARRIER Jean-Pierre
 Secrétaire : ROBSON Chantal
 Trésorière : APA Marguerite
 Assesseurs : TERA Ruben
 RUTA Lise

COOPERATIVE OATEA INTERNAT C.J.A. ATUONA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(27 octobre 1998)

Président : VAKI Roger
 Vice-président : CLARK Jean Malo
 Secrétaire : MENDIOLA Aroma
 Secrétaire adjointe : TAINAUE Jacinthe
 Trésorier : RAIHAUTU Edouard
 Trésorier adjoint : TEIKIOTIU Pierre

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE
DE TEROMA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 octobre 1998)

Présidente : TERITERAAHAUMEA Patricia
 Vice-président : LAI Michel
 Secrétaires : TOUAITAHUATA Karine
 TEUPOO Luc
 Secrétaire adjointe : ITCHNER Moeava
 Trésorière : MASSIN Tatiana
 Trésorière adjointe : MAONI Maeva

TENNIS-CLUB DE RURUTU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(28 septembre 1998)

Président : TEPA Paul
 Vice-président : LANDRAS Pascal
 Secrétaire : LEBLOIS Eric
 Trésorier : GONZALEZ Macario
 Trésorière adjointe : FAILLY Viviane

RESTAURANT SCOLAIRE DE L'ECOLE TAMA NUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(3 novembre 1998)

Présidente : NORDMAN Evalita
 Vice-président : COUPIN Réginald
 Secrétaire : MOUA Hinano
 Représentant Mairie PPT : LEGAYIC Roméo

ASSOCIATION TE FETIA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(4 novembre 1998)

Président : BOUYER Guy-Marie
 Secrétaire : VIEUILLE Martine
 Trésorière : DUPONT Marie

TAMARII TE AHO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(2 novembre 1998)

Président : RAOULT André
 Secrétaire : KIRCHER Jean-Michel
 Trésorier : SAINT-VAL Philippe

**DEFENSE DES LIBERTES, DU RESPECT DU DROIT
 A LA VIE PRIVEE, DES INTERETS FINANCIERS
 ET MORaux DES PROPRIETAIRES ET LOCATAIRES
 DES LOTISSEMENTS TE MARUATA ET MATA MITI
 CONTRE L'AUTORITARISME DU SYNDIC
 DU LOTISSEMENT TE MARUATA**

Modification des statuts
 (27 octobre 1998)

L'objet de l'association est étendu comme suit :

- de défendre les intérêts moraux, matériels, financiers et les libertés de tous les propriétaires au sein de tout lotissement géré par une association syndicale de propriétaires qui ferait preuve d'autoritarisme, d'absence de transparence dans sa gestion et qui de manière générale ne défendrait que les intérêts d'une minorité au détriment d'une majorité silencieuse sans tenir compte des libertés et du respect de la vie privée des propriétaires du lotissement, l'objectif est d'obtenir une réduction des charges par une meilleure gestion et la modification de cahiers des charges souvent illégaux et obsolètes, portant atteinte aux libertés ;
- d'accueillir tout propriétaire au sein de tout lotissement qui aurait à se plaindre du fonctionnement de son association syndicale, peut adhérer à l'association faisant l'objet du présent statut.

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE
DE TIPUTA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 novembre 1998)

Président d'honneur : MARAEURA Teina
 Président : TAUHA Jean-Marie
 Vice-présidente : TEFAU Fridiane
 Secrétaire : ESTALL Karen
 Secrétaire adjointe : MAURI Césarine
 Trésorière : PEA Esther
 Trésorier adjoint : MAIHUTI Serge

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE DE FAAROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 septembre 1998)

Président : HAAPA Hautia
Vice-président : LENOIR Heremano
Secrétaire : SMITH Marceline
Secrétaire adjoint : TERIIVAEA Ropati
Trésorière : TAIORÉ Rose
Trésorier adjoint : MERE Jean

ASSOCIATION PC TAUREA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 novembre 1998)

Présidente : SIE Laura
Vice-présidente : GATATA Noémi
Secrétaire : LY SAO Magali
Secrétaire adjointe : CHUNG Roxanne
Trésorier : HAMBLIN Rainui
Trésorière adjointe : WONG SANG Graziella
Responsables du matériel : BAUVIT Yannick
LEVANT Yannick

ASSOCIATION ARTISANALE NA KAVEKA NO RAUTINI MATAEINAA NO IOSEPHA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 septembre 1998)

Président d'honneur : TEROOATEA Pua
Présidente : TEROOATEA Tetaahi
Vice-président : KAUA Kaua
Secrétaire : BUIILLARD Christiane
Secrétaire adjoint : TAPARE Léo
Trésorière : TEROOATEA Miriama
Trésorière adjointe : TEROOATEA Tetaahi

ASSOCIATION TE AHUNE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 novembre 1998)

Présidente : TEHANI Edmée
Vice-présidentes : ROBSON Hélène
TEHANI Aimée
Secrétaire : HITIURA Vanina
Secrétaire adjointe : ROMAIN Marie-Hélène
Trésorière : ROMAIN Claudie
Trésorière adjointe : ROMAIN Hélène

KIWANIS CLUB TEVA-TAHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 octobre 1998)

Président : PEA Georges
Vice-président : TCHOUN YOU TUNG HEE Atchong
Secrétaire : STEIN Léopold
Trésorier : BAGNIS Pierre
Trésorier adjoint : PROKOP Christian

ASSOCIATION DU CLUB DES FORAINS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 août 1998)

Président d'honneur : TAIARUI Moni
Président : PORLIER Albert
Vice-président-trésorier : ASIN Raymond
Secrétaire : PUGIBET Jean-Pierre
Membres : LEHARTEL René
TEAOTEA Brice
TETOOFA Aiutahi

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE LAIQUE DE AVERA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 septembre 1998)

Présidente : WOLHER Mataroa
Vice-présidente : PAPARAI Noéline
Secrétaire : ITAE-TETAA Esetera
Secrétaire adjointe : OPUU Heiarii
Trésorière : VANAA Marceline
Trésorière adjointe : PAPARAI Caroline
Membres titulaires : LACOUR Antoinette
TEIPOARII Vaea
CHANG SI MEN Marie-Rose
Membres suppléantes : POETAI Joséphine
LENOIR Catherine
OPUU Turama

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU C.E.S. DE PAOPAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 septembre 1998)

Président : GALLIMARD Guy
Vice-présidente : MEUEL Titaua
Secrétaire : MARCADET Maguy
Secrétaire adjointe : ESTALL Irène
Trésorier : NOGUIER Alain
Trésorière adjointe : HABERA Nathalie

ASSOCIATION FARATEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 novembre 1998)

Présidente : HAPAIRAI Aidé
Vice-présidentes : TETUAITEROI Pauline
MARTY Lydie
Secrétaire : KRAWCZYK Eugène
Secrétaire adjointe : TEHHIRA Marei
Trésorière : GERBIER Mina
Trésorière adjointe : TIAPARI Jeannine
Commissaires aux comptes : TAHIATOHUIPOKO Micheline
GARBUIT Dorina
CAVALLO Poerava

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU C.E.G. DE BORA BORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (2 septembre 1998)

Présidente	:	MATAIHAU Yvonne
Vice-présidente	:	RAI Odette
Secrétaire	:	UPAUPA Nora
Secrétaire adjoint	:	ELLACOTT Daniel
Trésorière	:	MATE Juliette
Trésorier adjoint	:	MARAKAI Tamatea
Assesseurs	:	GUILLOUX Mareva TEIHOTAATA Tu

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE DE NAPUKA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (9 novembre 1998)

Président	:	DEDIEU Jean-Pierre
Vice-présidente	:	KAMAKE Eritapeta
Secrétaire	:	MAHINUI Victor
Secrétaire adjoint	:	TUA Félix
Trésorier	:	ARAI Puarangua
Trésorier adjoint	:	TAKI Taheta

JEUNESSE SPORTIVE POLYNESIENNE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 novembre 1998)

Président	:	AMARU Hans
Vice-présidents	:	TAUATITI Guy NERI Teva
Secrétaire	:	TUHEIAVA Emma
Secrétaire adjointe	:	TEAHUI Maire
Trésorier	:	TUHEIAVA Lawrence
Trésorier adjoint	:	TEAHUI Dick
Membres	:	TOOFA Gérald TEAHUI Norbert HAMAU Jean-Luc LAI AH CHE Wilkie TOOFA Matahi TEMAURI Yvette TAURU Zelma MANATE Vidal

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARIKI KARUEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (11 novembre 1998)

Président d'honneur	:	FOSTER Temauri
Président	:	TUAHINE Daniel
Vice-présidents	:	PEDERSEN Stello FOSTER Nadine CLARK Thierry
Secrétaire	:	PAVAOUAU Valentine
Secrétaire adjointe	:	RUA Noéline
Trésorier	:	PAVAOUAU John
Trésorière adjointe	:	TUROA Odile
Commissaire aux comptes	:	PIRIOTUA Agnès

ASSOCIATION AVENIR ET TRADITION

Modification des statuts

L'association a pour objet de louer et/ou d'acheter et de gérer les biens immobiliers nécessaires à la réalisation des objectifs des associations qu'elle regroupe.

Le siège de l'association est fixé à l'immeuble Changne au P.K. 2, quartier Allain, Hamuta, à Pirae, île de Tahiti, Polynésie française.

Il pourra être transféré par décision du conseil d'administration.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (16 novembre 1998)

Président	:	POPOFF Michel
Vice-présidents	:	PAI Moana MACAIRE François
Secrétaire	:	GESTAS Philippe
Trésorier	:	VAN DER YEUGHT Jacques

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU LYCEE POLYVALENT DE TAAONE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (9 septembre 1998)

Président	:	PARO Irvine
Vice-président	:	GLEIZES Christian
Secrétaire	:	LEVIN-CHANGUIN Annette
Secrétaire adjointe	:	WAN KIM Tehea
Trésorier	:	MONNERET Patrick
Trésorier adjoint	:	BURG Gérard

ASSOCIATION TEUPOO A TETOHU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 octobre 1998)

Présidente d'honneur	:	TEUPOO Papa
Président	:	TAHITO-TERAI Emile
Vice-président	:	PAPA Afaraina
Secrétaire	:	TEMAHUKI Layana
Secrétaire adjointe	:	TAHITO-TERAI Jacqueline
Trésorière	:	MAURI Mateata
Trésorière adjointe	:	NATUA Tevahine Ratua
Assesseurs	:	TERIINATOOF A Gino PAPA TEREVAURA Annette TERAITURI Tupuhina LEFEVRE Titaina LE GAYIC Roméo

COOPERATIVE SCOLAIRE DE TEROMA ELEMENTAIRE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (11 octobre 1998)

Présidente	:	TERITERAAHAUME A Patricia
Vice-présidente	:	TEMANUPAIOURA Pascale
Secrétaire	:	MANOI Eléonore
Secrétaire adjointe	:	ITCHNER Moeava
Trésorière	:	TUHOE Rose
Trésorière adjointe	:	TAERO Véronique

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE VEROTIA MATERNELLE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er septembre 1998)

Présidente	:	NATUA Maria
Vice-président	:	FAISANT Jean-Pierre
Secrétaire	:	KELLER Natacha
Secrétaire adjointe	:	VALOT Nathalie
Trésorière	:	BROTHERS Patricia
Trésorière adjointe	:	ACHILLE Marie-Anne

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE DE L'ECOLE DE LA MISSION

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 novembre 1998)

Présidente	:	RAOULX Mateata
Vice-présidente	:	LAU Kendall
Secrétaire	:	GINDRAT Catherine
Trésorière	:	JEUNE Myriam
Archiviste	:	OLIK Claude

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE DE HANAIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 octobre 1998)

Présidente	:	BONNO Barbe-Marie
Vice-présidente	:	VAATETE Marie
Secrétaire	:	VAHAPUTONA Madeleine
Secrétaire adjointe	:	POEPOEANI Tania
Trésorière	:	TARUOURA Leila
Trésorière adjointe	:	BONNO Henriette

ASSOCIATION TAMARII FETUNA

Modification des statuts

L'association a son siège social à Punaauia, dans le lotissement Tetavake village n° 33,

Sa durée est illimitée.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 septembre 1998)

Président	:	TAUTU Roland
Vice-président	:	AH-LING Olivier
Secrétaire	:	TERITERAAHAUMEA Patricia
Secrétaire adjointe	:	AH-LING Barbara
Trésorier	:	YOUNG-PINE Chao On
Trésorier adjoint	:	RAAPOTO Eric

ASSOCIATION UNIVERSITAIRE DES ETUDIANTS (AUE)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 octobre 1998)

Président	:	TALIERCIO Alexandre
Vice-présidente	:	SHAN Josiane
Secrétaire	:	BROTHERS Gilberte
Secrétaire adjointe	:	DEXTER Hinamoe
Trésorière	:	GOVAERE Aurélie
Trésorier adjoint	:	LEROY Laurent
Chargé des relations publiques	:	SOLDINI Véronique

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE HANAIA PRIMAIRE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 octobre 1998)

Présidente	:	ANIHIA Noéline
Vice-présidente	:	VAATETE Marie
Secrétaire	:	VAHAPUTONA Madeleine
Secrétaire adjointe	:	POEPOEANI Tania
Trésorière	:	TARUOURA Leila
Trésorière adjointe	:	BONNO Henriette

DISTRICT DE VOLLEY-BALL DE BORA BORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 novembre 1998)

Président	:	TITE Claude
Vice-présidents	:	MANAORE Vainoa TEMATAUA Pascal
Secrétaire	:	TEMANUANUA Stéphane
Secrétaire adjoint	:	HAMBLIN Heimata
Trésorière	:	VAHIMARAE Tania
Trésorier adjoint	:	TETUANUI Holman

TAE KWON DO RAIATEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 octobre 1998)

Président	:	MALINOWSKI Claude
Vice-présidente	:	RICHMOND Valérie
Secrétaire	:	DAUPHIN Arlette
Secrétaire adjoint	:	MALINOWSKI Heifara
Trésorier	:	SALMON Winny
Trésorière adjointe	:	DAVIO Natai

COOPERATIVE DU C.J.A. DE ERIMA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 novembre 1998)

Président	:	NANAI Jean-Louis
Vice-président	:	CADOUSTEAU Wilfred
Secrétaire	:	TURI Ida
Secrétaire adjointe	:	TETOE Elisabeth
Trésorier	:	GRAND Gérard
Trésorier adjoint	:	CHEUNG Stellio
Membres	:	TARATI Jacob TEUIRA Yannick TERITUA Luciano

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PUBLIQUE DE MAHAREPA

Cette annonce complète celle parue au J.O.P.F. n° 47 du 19 novembre 1998 à la page 2433.

Assesseurs	:	RODOLPHE Raoul ABERNATHY Titaina FIRIAPU Clément CHIN MEUN Alain PANG Guy GUINARD Philippe
------------	---	---

CONSEIL DES FEMMES TEURA VAHINE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(12 août 1998)

Présidente	: TUAHINE Iris
Vice-présidente	: IOTEFA Teriitaputuura
Secrétaire	: TETUANUI Samuel
Secrétaire adjointe	: PANI Mira
Trésorière	: TEIRI Teehu
Trésorière adjointe	: TUAHINE Elise

**FEDERATION DES ASSOCIATIONS DES PARENTS
D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT PROTESTANT
(FAPELEP)****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 novembre 1998)

Président	: DUDES Michel
Vice-président	: PONIA Daniel
Secrétaire	: FROGIER Annette
Secrétaire adjointe	: COULON Hinano
Trésorière	: COLOMBEL Hinano
Trésorier adjoint	: MOUA Horley

COOPERATIVE DE L'ECOLE DE HATIHEU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 septembre 1998)

Présidente	: PUHETINI Hinano
Vice-président	: TEIKIVAEHO Emile
Secrétaire	: AH SCHA Jacinthe
Secrétaire adjoint	: OMITAI Gilles
Trésorier	: TATA Zacharie
Trésorière adjointe	: TAUPOTINI Judith
Commissaire	: BONNO Marianne

ASSOCIATION TE REO O TEFANA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(30 novembre 1998)

Président	: TOUATINI Léonard
Secrétaire	: TEREMATE Julien
Trésorière	: HIRSHON Tea

ASSOCIATION ARTISANALE TIARAIGA*(Récépissé n° 1685-98 DRCL du 20 novembre 1998)*

Extraits de statuts

Il est constitué le 19 novembre 1998, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de : Association Artisanale TIARAIGA.

Son siège social est fixé à Makemo, Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Makemo :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: RUATEA Adèle
Vice-président	: MARE Henri
Secrétaire	: TUAIRA Hinaaro
Secrétaire adjointe	: TIMOTEO Karine
Trésorier	: TUAIRA Munanui
Trésorier adjoint	: MARE Natua
Assesseurs	: MARE Punuarii TEHANIN Virginie TEHANIN Fred

COMITE MISS ARUE*(Récépissé n° 1695-98 DRCL du 23 novembre 1998)*

Extraits de statuts

Il est constitué le 12 novembre 1998, entre les soussignés et toute autre personne adhérant aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

L'objet de l'association est :

- l'organisation de l'élection de Miss Arue ;
- la mise en place de toute action visant à la promotion de la Miss Arue.

L'association prend la dénomination de "Comité Miss Arue".

Le siège de l'association est fixé à la mairie de Arue. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du bureau.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: VONG FOEN Dyna
Présidente	: TANÉPAU Mélanie
Vice-présidente	: LABBEYI Joséphine
Secrétaire	: YUE KOUNG Alice
Secrétaire adjointe	: LOTOU Jeanne
Trésorière	: AH-YUN Carole
Trésorier adjoint	: MOTAHU Patrick

ASSOCIATION SPORTIVE TAIRAPA*(Récépissé n° 1691-98 DRCL du 20 novembre 1998)*

Extraits de statuts

L'Association sportive Tairapa, fondée le 10 avril 1998, a pour objet :

- 1) les association qui font l'objet des présents statuts sont les clubs affiliés à la Fédération Tahitienne des Sports Subaquatiques de Compétition. Ces clubs choisiront leur dénomination qui sera soumise à l'approbation de la Fédération Tahitienne des Sports Subaquatiques de Compétition ;
- 2) l'association a pour objet de développer et de favoriser par tous les moyens appropriés au plan sportif et accessoirement artistique et scientifique, la connaissance du monde sous-marin et d'organiser les compétitions de sports subaquatiques (la chasse sous-marine, la nage avec palmes, l'orientation subaquatique, le tir sur cible, la nage en eau vive, le hockey subaquatique et le rugby subaquatique) ;
- 3) l'association contribue aux respect des lois et règlements ayant pour objet la conservation de la faune, de la flore et des richesses sous-marines, notamment en tenant ses adhérents informés des dispositions édictées à cette fin ;
- 4) l'association entretient tous rapports avec la Confédération Mondiale des Activités Subaquatiques et tous autres groupements affiliés ou reconnus par ces dernières, et enfin avec les pouvoirs publics ;
- 5) l'association se conforme aux règlements édictés par la Confédération Mondiale des Activités Subaquatiques.

Sa durée est illimitée.

L'association a son siège à Manihi, Tuamotu. Il pourra être transféré par simple décision de l'organe directeur de l'association, la ratification par la prochaine assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PATII Martin
Vice-président	: FAURA Rike
Secrétaire	: CLERO Valérie
Trésorier	: VAIRAAROA Guillaume
Membres	: LAI-LAU Amatahiapo ELLIS Ferdinand FAURA Milton TAHIATA Julien GRESEQUE Andrew RAGIVARU Jean

CM1 B PAOFAL

(Récépissé n° 1734-98 DRCL du 25 novembre 1998)

Extraits de statuts

L'association CM1 B PAOFAL, fondée le 29 octobre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de pourvoir au financement de voyages pédagogiques (classe découverte et classe culturelle).

Son siège social est fixé à l'école Paofai Primaire à Papeete. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est limitée à 2 ans.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: LAFUENTE Nelly
Vice-présidente	: MOU LOI Christine
Secrétaire	: RIVIERE Linda
Secrétaire adjointe	: PANERO MARTIN Eliane
Trésorière	: BORDEUX Brigitte
Trésorier adjoint	: LARIVIERE Bruno

ASSOCIATION POI HOU NAPEKA O TEPANO (Récépissé n° 1713-98 DRCL du 24 novembre 1998)

Extraits de statuts

Il est constitué le 8 novembre 1998, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée "Association POI HOU NAPEKA O TEPANO".

L'association des jeunes "NAPEKA" a pour objet :

- de promouvoir la culture marquisienne ;
- de promouvoir l'agriculture, la pêche, l'élevage et l'artisanat local ;
- d'ouvrir les jeunes vers l'extérieur ;
- d'essayer de maintenir les jeunes sur leur île d'origine.

Le siège de NAPEKA est fixé à Hakahau, Ua Pou.

La durée de NAPEKA est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAATA Baudouin
Vice-président	: AKA Jean-Bosco
Secrétaire	: BRUNEAU Calixte
Trésorière	: FIU Martine

TE API NUI O TEVA

(Récépissé n° 1678-98 DRCL du 18 novembre 1998)

Extraits de statuts

Il est créé en Polynésie française, entre les personnes présentes à son assemblée générale constitutive, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

Cette association est dénommée "Te Api Nui O Teva". Elle a son siège social à Papeari, Tahiti.

La présente association a pour objet :

- de proposer un programme d'événements et de manifestations pour la célébration de l'an 2000 ;
- de coordonner la mise en œuvre de l'ensemble de ce programme à caractère sportif, culturel, artisanal, touristique, agricole et floral, ou de toute autre nature ;
- de susciter toutes initiatives publiques et privées dans la perspective de mise en place et d'harmonisation des actions menées dans ce domaine par les différents partenaires associés ;
- de concourir à la mise en œuvre d'un programme général d'événements et de manifestations, en assurant la préparation, l'organisation et la gestion de celui-ci dans les domaines afférents, technique, administratif, financier, logistique, publicitaire et commercial.

La durée de l'association est limitée à la période couvrant la préparation, l'organisation, le déroulement des événements et manifestations, ainsi que l'établissement du bilan financier du programme mis en œuvre. Le terme de cette période est fixé au plus tard au 31 décembre 2000.

Cette durée peut être prorogée par décision de l'assemblée générale des membres de l'association, en accord des conditions prévues pour la modification des statuts.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAHUAITU Richmond
Vice-présidente	: TAPATOA Marguerite
Secrétaire	: ALPHA Tearii
Secrétaire adjoint	: SALMON Yves
Trésorière	: SANGUE Miléna
Trésorière adjointe	: TAAROA Lucie

LIGUE DE TAHITI NUI DE BASKET-BALL

(Récupéré n° 1708-98 DRCL du 25 novembre 1998)

Extraits de statuts

Pour compter du vendredi 13 novembre 1998, il est créé dans l'île de Tahiti (archipel de la Société), après décision en assemblée générale de la Fédération tahitienne de basket-ball (F.T.B.B.), la ligue de Tahiti Nui de basket-ball regroupant les associations affiliées à la Fédération tahitienne de basket-ball (F.T.B.B.) et dont le siège est situé sur l'île. Elle est régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

La ligue a pour but, dans le cadre des statuts et règlements de la Fédération tahitienne de basket-ball :

- d'organiser, de développer et de contrôler la pratique du basket-ball sur l'île ;
- de créer un lien administratif et moral entre elle-même et ses clubs ;
- d'entretenir tout rapport avec la Région fédérale de basket-ball, le C.T.O.S., le service de la jeunesse et des sports, la F.T.B.B. et les autres sous-districts et districts, les groupements qui seront affiliés ou reconnus par la F.T.B.B. et enfin, avec les pouvoirs publics.

Le District exerce son activité par tous les moyens propres à réaliser son but et notamment par l'organisation d'épreuves, dont elle fixe les modalités par les règlements spéciaux soumis à l'homologation de la Fédération.

Le siège de la ligue est fixé à Papeete, à la salle Gloria, Ateivi. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du comité de direction.

Le District s'interdit toute discussion d'ordre politique, religieux, professionnel ou syndical.

La durée de la ligue est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: ANIHIA Emile
Vice-président	: NENA Victor
Secrétaire	: MAIRAU Georgette
Secrétaire adjointe	: ORBECK Méria
Trésorier	: VANAA Daniel
Trésorière adjointe	: TEINAURI Tereva

AMICALE DES SAPEURS-POMPIERS DE MAHINA

(Récupéré n° 1600-98 DRCL du 5 novembre 1998)

Extraits de statuts

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre AMICALE DES SAPEURS-POMPIERS DE MAHINA.

Cette association a pour but d'améliorer et d'assurer le bien-être des sapeurs-pompiers, de resserrer les liens de camaraderie entre les sapeurs-pompiers du corps, de parfaire leur instruction (incendie et secours) et leur culture, de créer des loisirs variés et de permettre à leurs familles d'y participer.

De même, l'amicale a pour but de créer et de développer les relations amicales et culturelles entre les sapeurs-pompiers et les différentes formations de lutte contre l'incendie et de premiers secours françaises ou étrangères.

Le siège social est fixé à la caserne des sapeurs-pompiers. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration, mais la ratification de l'assemblée générale sera requise à sa plus prochaine réunion.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TUMG Léo
Vice-président	: MATEAU Sylvain
Secrétaire	: BONNO Frédéric
Trésorier	: MAI Joseph

LES GRANDS BALLETS DE TAHITI

(Récupéré n° 1737-98 DRCL du 26 novembre 1998)

Extraits de statuts

Il est fondé le 24 novembre 1998, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, sous la dénomination de LES GRANDS BALLETS DE TAHITI.

Cette association a pour objet :

- de favoriser le développement et le rayonnement de la culture polynésienne au travers de la danse et de la musique en Polynésie et à travers le monde ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère chorégraphique, musical et folklorique et d'intérêt touristique et culturel, ainsi que toutes autres activités permettant directement ou indirectement la réalisation de l'objet social.

Le siège social est fixé à Paea, P.K. 25,500, côté mer, B.P. 14, Papeete, Polynésie française. Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du bureau.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: ROBINSON Tumata
Vice-président	: VILLANT Jean-Pierre
Secrétaire	: SCHMIDT Lorenzo
Trésorier	: MOUTTOU Ilangovane
Assesseurs	: GARRIGOU Roland SPARZA Daniel PAQUIER Terii

LES DEUX DOUZE

(Récupéré n° 1707-98 DRCL du 23 novembre 1998)

Extraits de statuts

La présente association formée entre les personnes physiques, le 16 novembre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901, les textes subséquents et les présents statuts.

L'association prend le nom de LES DEUX DOUZE.

Cette dénomination pourra être modifiée par l'assemblée générale en séance ordinaire.

L'association a pour objet :

- de regrouper dans la pratique de la philosophie et de la philanthropie des hommes de bonne volonté, indépendants et ne relevant que de leur conscience ;
- de gérer les biens de l'association.

Le siège de l'association est fixé à l'immeuble Changne, au P.K. 2, quartier Allain, Hamuta, à Pirae, île de Tahiti, Polynésie française. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration exclusivement sur l'île de Tahiti.

L'association est constituée pour une durée illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: POPOFF Michel
Vice-présidents	: ASTRUC Georges POUPET Alfred
Secrétaire	: ONCINS Jean-Michel
Trésorier	: VAN DER YEUGHT Jacques

ASSOCIATION TAMARII HINA'I NO TEFARERII (Récépissé n° 1670-98 DRCL du 18 novembre 1998)

Extraits de statuts

L'association TAMARII HINA'I NO TEFARERII, fondée le 1er novembre 1998 de type loi du 1er juillet 1901, a pour objet :

- la pratique des activités agricole, pêche, artisanale, culturelle, sportive ;
- l'organisation des manifestations et venir en aide aux membres.

Son siège social est fixé à Tefarerii, Huahine.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PAHAPE Julien
Vice-président	: NOHO Lévy
Secrétaire	: PAHAPE Teheirura
Secrétaire adjoint	: TONGING Roland
Trésorier	: PAHAPE Edouard
Trésorier adjoint	: TINIRAU Atonia

ASSOCIATION VAIRUI CLUB (Récépissé n° 1725-98 DRCL du 25 novembre 1998)

Extraits de statuts

Il est constitué le 3 novembre 1998, par les soussignés, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, les présents statuts et le règlement intérieur.

L'association prend le nom de VAIRUI CLUB.

L'association a pour objet :

- de favoriser les rencontres entre personnes issues de tous les horizons professionnels, sociaux, culturels, ethniques, sportifs, religieux et politiques ;
- de promouvoir les idées et les actions que ces rencontres pourraient susciter pour le développement économique, le progrès social, l'artisanat, les arts, l'animation culturelle et sportive en Polynésie française, de concourir et contribuer à la réussite d'autres associations ;
- d'accorder des bourses d'études et de formation, d'apporter des aides de premier établissement à des personnes compétentes mais dépourvues de moyens, de contribuer à des événements sportifs et culturels ;
- de contribuer à la préservation de l'environnement ;
- d'organiser et de participer au financement de voyages culturels en faveur des membres de l'association ;
- de favoriser, en privé à ses membres un cadre de détente, de loisirs et de divertissements en y organisant des spectacles, des attractions, des jeux de hasard au sein de ses locaux dont les produits permettront de financer la réalisation des objectifs de l'association.

Le siège de l'association est fixé à Papeete, rue de la Pépinière. Il pourra être transféré en tout autre lieu de Polynésie française sur simple décision du conseil d'administration.

La durée de l'association est déterminée. Elle prendra fin lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire, à la majorité des trois quarts des droits de vote exprimés par les membres présents.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BARBOS Valentin
Vice-présidente	: VANAA Ela
Secrétaire	: BARBOS Vaite
Trésorière	: BARBOS Germaine

ASSOCIATION PARAITA JEUNESSE DE PAPEETE (Récépissé n° 1696-98 DRCL du 23 novembre 1998)

Extraits de statuts

Il est constitué le 7 novembre 1998 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les présents statuts.

L'association prend la dénomination de ASSOCIATION PARAITA JEUNESSE DE PAPEETE (A.P.J.P.).

L'association a pour but :

- de relever le niveau moral et économique des adhérents ;
- de soutenir solidairement les revendications professionnelles et foncières des adhérents ;
- de défendre les intérêts généraux et particuliers des adhérents ;
- l'étude de questions sociales, économiques et professionnelles propres à amener une amélioration des conditions de vie ;
- de créer ou favoriser tous moyens d'informations, bibliothèque, éditions de brochures, bulletins ;
- de s'intéresser financièrement à tout organisme immobilier à caractère social ;
- de promouvoir et développer notre culture polynésienne.

Le siège de l'association est fixé à Papeete, Paraita. Il pourra être transféré par simple décision du bureau de l'association.

La durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: LE GAYIC Cyril
Présidente	: LE GAYIC Vaitea
Vice-président	: HATITIO Alfred
Secrétaire	: HATITIO Odile
Secrétaire adjointe	: TUFARIUA Chantal
Trésorière	: TIHATA Cécile
Trésorier adjoint	: ASSONI Tairei
Assesseurs	: OAKAROA Christine TCHAN FA Marceline

ASSOCIATION TAMARII TANAANA NO PATIO

(Récépissé n° 1641-98 DRCL du 13 novembre 1998)

Extraits de statuts

Il est fondé le 13 octobre 1998, à Patio, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

L'association prend le nom de AMUIRAA TANAANA NO PATIO.

Elle a pour objet :

- de trouver des moyens matériels et financiers pour l'achat d'un terrain et la construction d'une salle de réunion dite Fare amuiraa ;
- de regrouper les membres du amuiraa Tanaana no Patio de la paroisse de Patio, Tahaa ;
- d'organiser des bals et de gérer des activités créées pour voyager, se déplacer, informer... ;
- d'obtenir auprès des autorités compétentes les autorisations nécessaires à la réalisation du projet ;
- de collecter ou de recevoir des subventions, aides et dons de toute nature et de toutes provenances (diverses paroisses, territoire de la Polynésie française, Etat, communes, particuliers).

Son siège social est fixé à Patio, Tahaa. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: VAEREA Paroo TERII Haavihia
Président	: MANEA François
Vice-présidente	: RIO Françoise
Secrétaire	: AMARU Firmin
Secrétaire adjointe	: TUHEI Roti
Trésorier	: OHIU Opetia
Trésorière adjointe	: MANEA Tati-Hana
Assesseurs	: OHIU Iotua TERII Emilienne TETUARAA Rahera AMARU Léa OHIU Nonique AH-MI Mareva

ASSOCIATION TAMA TOOFA HENRI dit TUTU

(Récépissé n° 1747-98 DRCL du 26 novembre 1998)

Extraits de statuts

L'association TAMA TOOFA HENRI dit TUTU, fondée le 21 novembre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet d'effectuer des recherches au niveau des affaires de terre, et d'organiser des loisirs et des activités culturelles.

Elle a son siège social à Paea, P.K. 21,900, vallée de Orofero.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TERAAMANO Charlot
Vice-président	: HIRIHIRI Albert
Secrétaire	: TOOFA Lovina
Secrétaire adjointe	: MANAVARERE Gilda
Trésorière	: AUNIAC Magdaléna
Trésorière adjointe	: TOOFA Rosina

ASSOCIATION DES PETITS PAINS DU COLLEGE DE ARUE

(Récépissé n° 1753-98 DRCL du 27 novembre 1998)

Extraits de statuts

A compter du 23 novembre 1998, il est formé entre les membres de la communauté scolaire du collège de Arue, une association dont le siège est celui de l'établissement. Elle a pour nom : ASSOCIATION DES PETITS PAINS DU COLLEGE DE ARUE.

L'association a pour but :

- de proposer aux élèves et aux adultes de l'établissement, des goûters et casse-croute de qualité ;
- d'améliorer les conditions d'accueil et de vie des élèves au sein de l'établissement ;
- de favoriser toutes les actions en faveur de l'éducation sociale, sportive et civique.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: POIRIER Michel
Présidente	: PAPAURA Victorine
Secrétaire	: FONG Lylie
Trésorière	: ELLIS Françoise
Trésorière adjointe	: DAUPHIN Lorna

LOTO NATIONAL

AVIS RELATIF AU 2^e TIRAGE DU LOTO N° 96 DU MERCREDI 2 DECEMBRE 1998

En application de l'article 12.4 du règlement du loto, les sommes non attribuées en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors du deuxième tirage du loto n° 92 du mercredi 18 novembre 1998 et du loto n° 94 du mercredi 25 novembre 1998 sont affectées en partie, à hauteur d'un montant de 509.090.909 F CFP brut du prélèvement légal, aux gains de premier rang du deuxième tirage du loto n° 96 du mercredi 2 décembre 1998 ; le solde sera affecté aux gains de premier rang d'un deuxième tirage ultérieur du mercredi ou du samedi du loto qui sera porté à la connaissance du public par avis publié au *Journal officiel*.

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 96 du mercredi 2 décembre 1998, un gain total de 818.181.818 F CFP net du prélèvement légal. Le complément éventuellement nécessaire à cet effet sera prélevé par tranches de 1.818.181 F CFP sur le fonds de réserve en application de l'article 13 du règlement du loto.

Dans l'hypothèse où aucun joueur de ce tirage n'aurait misé sur l'ensemble de numéros gagnants au premier rang, les dispositions de l'article 12.4 du règlement du loto seront appliquées à la somme affectée à ce rang telle qu'elle est déterminée au paragraphe précédent.

*Le président-directeur général
de La Française des jeux,
Bertrand de GALLE.*

*Le président-directeur général
de La Pacifique des jeux,
Roland de VILLEPIN.*

LOTO NATIONAL N° 94

Premier tirage du mercredi 25 novembre 1998 :

12 13 17 24 25 46

Numéro complémentaire : 30

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	<i>Pas de gagnant, sommes redistribuées</i>	
5 bons numéros et numéro complémentaire....	17	8.494.454
5 bons numéros.....	559	90.909
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.449	3.890
4 bons numéros.....	31.342	1.945
3 bons numéros et numéro complémentaire....	38.461	436
3 bons numéros.....	545.842	218

Deuxième tirage du mercredi 25 novembre 1998 :

1 4 9 16 17 38

Numéro complémentaire : 44

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire....	11	1.325.636
5 bons numéros.....	516	98.090
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.236	4.036
4 bons numéros.....	30.585	2.018
3 bons numéros et numéro complémentaire....	33.942	436
3 bons numéros.....	524.782	218

LOTO NATIONAL N° 95

Premier tirage du samedi 28 novembre 1998 :

6 11 15 30 34 39

Numéro complémentaire : 47

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	128.250.545
5 bons numéros et numéro complémentaire....	8	1.683.454
5 bons numéros.....	363	127.454
4 bons numéros et numéro complémentaire....	887	5.790
4 bons numéros.....	19.596	2.890
3 bons numéros et numéro complémentaire....	24.167	580
3 bons numéros.....	377.417	290

Deuxième tirage du samedi 28 novembre 1998 :

2 18 24 35 37 44

Numéro complémentaire : 7

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	276.934.000
5 bons numéros et numéro complémentaire....	17	794.636
5 bons numéros.....	368	125.727
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.135	5.380
4 bons numéros.....	20.682	2.690
3 bons numéros et numéro complémentaire....	33.928	580
3 bons numéros.....	356.689	290